

La guérilla antisandiniste au Nicaragua

LIRE PAGE 5 LE REPORTAGE DE MARCEL NIEDERGAU

La France et le Boeing

Un acte brutal, inqualifiable, choquant, bouleversant, incroyable, disait M. Cheysson, il y a quelques jours, à Madrid, de la destruction du Boeing sud-coréen avec ses deux cent cinquante occupants. Après ces fortes paroles, après la dénonciation de cet « assassinat », que renouveau ? Il y a moins d'une semaine le ministre des relations extérieures en présence de M. Gromyko, on s'attendait à voir la France en tête de la condamnation, mais aussi dans les demandes de sanctions contre l'URSS. De fait, la majorité des pilotes français ne tardent pas à s'associer au mot d'ordre de boycottage des vols à destination de Moscou lancé par leur syndicat international.

Or voici que le gouvernement français se réveille. L'un des très rares dans le monde occidental qui refuse de prendre la seule mesure susceptible d'épauler à son tour cette protestation des pilotes : l'interdiction temporaire des vols de la compagnie soviétique Aeroflot à destination de la France. Parmi les seize pays de l'Alliance atlantique, seuls la Grèce, la Turquie et l'Espagne sont dans ce cas. Mieux encore, l'Air France hésite pas à briser la grève limitée de ses pilotes en assurant, malgré eux, grâce à des volontaires, ses vols vers Moscou.

Certes des motifs dignes de considération sont avancés au travers des ambassades par les diplomates français. L'interdiction de la compagnie Aeroflot, convention signée en juin 1958 avec l'URSS, sur le trafic aérien, convention qui ne prévoit pas de clause de suspension : la seule sanction juridique fondée est consistée à dénoncer cette convention, mais cette dénonciation n'eût pris effet qu'au terme du préavis légal de six mois. Sans doute, mais la quasi-totalité des pays qui assurent des relations aériennes avec l'URSS, sont également liés par des textes analogues : pour gouvernements n'ont pas moins décidé un boycottage, même si certains d'entre eux, comme celui de Bonn, substituent à ce mot le terme de « signal politique » adressé à Moscou pour ce qui constitue à leurs yeux une rupture de la loi internationale.

Il est vrai encore que cette rupture n'est pas clairement établie. Selon Paris, les Soviétiques ont commis un crime en abattant l'avion sud-coréen, mais pas forcément une faute au regard du droit international, lequel n'est pas assez contraignant sur le sujet : raison de plus pour demander une modification de la convention de Chicago signée en 1944 sur les transports aériens civils. C'est ce que le gouvernement français a précisément l'intention de faire à la réunion de l'ICAO, à Montréal, le 15 septembre. Et c'est parce que Paris place le débat sur le terrain juridique qu'il ne veut pas se mettre en contradiction avec le droit en s'associant au boycottage.

Tout cela est bel et bon, mais ces arguments juridiques ne sauraient évincer l'aspect moral et psychologique, en un mot politique, du problème : un boycottage, limité à quinze jours, des liaisons avec Moscou était utile et nécessaire pour « marquer le coup » au-delà de l'indignation verbale. Est-ce précisément pour des raisons politiques — par exemple la position difficile de M. Fierman, ministre communiste des transports — ou pour de plus hautes considérations diplomatiques que la France se désiste en cette matière du vote de ses amis et alliés ?

LIRE PAGE 6

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

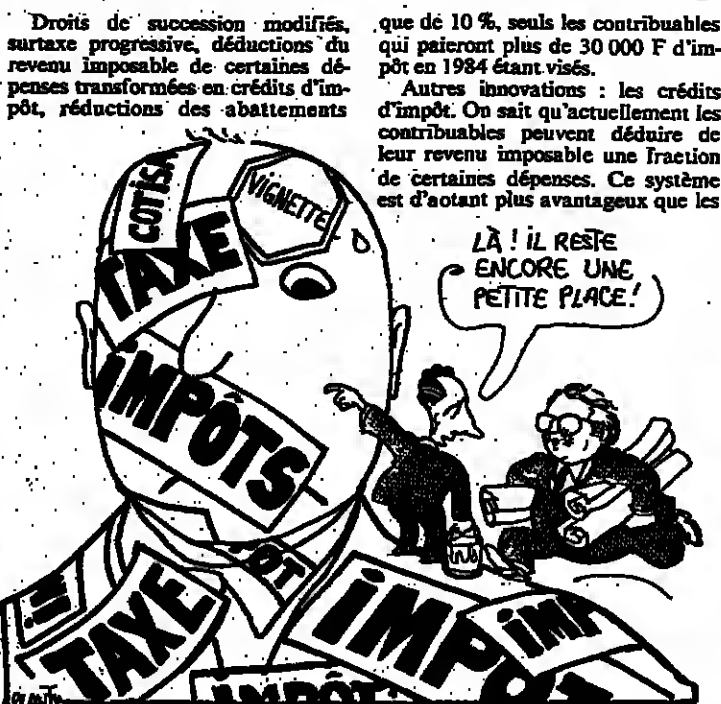
3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 F. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 540 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 F. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, esc. ; Sénégal, 540 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 pd. Tarifs des abonnements page 23

RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. 246-72-23

Le gouvernement accentue sa politique de rigueur

● BUDGET : alourdissement de la fiscalité sur les moyens et hauts revenus et augmentation des droits sur les grosses successions



Droits de succession modifiés, surtaxe progressive, déductions du revenu imposable de certaines dépenses transformées en crédits d'impôt, réductions des abattements que de 10 %, seuls les contribuables qui paieront plus de 30 000 F d'impôt en 1984 étant visés. Autres innovations : les crédits d'impôt. On sait qu'actuellement les contribuables peuvent déduire de leur revenu imposable une fraction de certaines dépenses. Ce système est d'autant plus avantageux que les revenus sont élevés. Il serait remplacé par une formule prévoyant des crédits d'impôt pour l'assurance-vie, les économies d'énergie, les intérêts d'emprunts pour l'acquisition d'un logement (le régime des autres déductions, du genre frais de garde, ne sera pas modifié). Mais les plafonds de déductions seront relevés : ils passent de 7 000 F à 9 000 F (et de 1 000 F à 1 500 F par enfant à charge) pour les intérêts des emprunts logement, de 3 250 F à 4 000 F (et de 600 à 1 000 F par enfant) pour l'assurance-vie. Le plafond des déductions ne serait pas modifié pour les économies d'énergie, restant à 8 000 F, plus 1 000 F par enfant. Un taux de crédit d'impôt devra être déterminé : il sera probablement voisin de 25 %. Ainsi, par exemple, dans le cas d'un couple avec deux enfants, la déduction des intérêts d'emprunt serait de 9 000 F, plus deux fois 1 500 F, soit au total 12 000 F. Au taux de crédit d'impôt de 25 % permettrait de réduire l'impôt de 3 000 F. Notons qu'un taux plus faible (20 % peut-être) serait retenu pour les intérêts des emprunts déjà contractés.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 29.)

● HOPITAUX : strict contrôle des dépenses par l'administration centrale

Le projet de loi sur la réforme hospitalière devait être approuvé ce mercredi 14 septembre par le conseil des ministres. Il prévoit l'allègement du budget des hôpitaux publics sur « les hypothèses économiques générales » et une réorganisation interne des établissements.

« Nous allons, dans ce secteur, vers des révisions effrayables. Celui qui parle ainsi n'est ni un pessimiste, ni un observateur détaché de la politique hospitalière française, mais l'un des responsables les mieux armés, sur ce sujet, de la haute administration. Est-ce à dire que le monde hospitalier, si récemment et si imparfaitement sorti de la pénurie, doit s'apprêter, une fois goûté et apprécié les charmes d'une relative abondance, à y retourner ?

Les décisions du conseil des ministres montrent qu'après un intermédiaire post-électoral de deux ans le gouvernement de M. Mauroy renoue sur ce point très exactement avec les orientations imprimées depuis 1979 à la politique hospitalière par M. Raymond Barre et que, plus encore, il les accentue.

L'hospitalisation publique a coûté à la nation, en 1982, quelque 100 milliards de francs. Elle absorbe à présent plus de la moitié des dépenses de l'assurance-maladie. L'augmentation constante de son coût excède de loin le rythme de l'enrichissement national.

La loi hospitalière de 1970 (la loi Boulin) reposait sur un début de prise de conscience puisque ses dispositions majeures visaient à instaurer dans le domaine hospitalier une planification qui n'avait jamais existé : tel était le but de la « carte sanitaire » qui devait permettre de rationaliser l'implantation des établissements et des équipements lourds.

Ce contrôle entra rapidement en vigueur pour le secteur hospitalier privé, dont l'expansion devait être presque aussitôt interrompue. Il en alla tout autrement dans le secteur public, dont les programmes de construction étaient votés, décidés, parfois depuis des années, et dont l'incertitude administrative et les pressions politiques locales aidant, l'expansion continua jusqu'au milieu des années 1970.

Pourtant, parallèlement, s'amorçait une réduction sans précédent de la durée des séjours hospitaliers. Ainsi, au moment où la France se suréquipait en lits, un gain de productivité se manifestait, qui aurait dû provoquer une évolution exacte inverse : une baisse d'un jour de la durée d'hospitalisation devrait, en bonne logique, permettre de supprimer quelque quinze mille lits. Personne, à l'époque, ne tira les leçons de cette expérience. Les experts du sixième Plan, et particulièrement, firent preuve à cet égard d'une quasi-cécité.

C'est en 1979 que furent prises les premières décisions, fondées sur le schéma suivant : une réduction des dépenses ne pourra être obtenue que par une diminution de l'offre, donc une limitation des dimensions et des possibilités de l'appareil hospitalier. Première décision : à l'avenir, chaque investissement, chaque rénovation, devrait s'accompagner d'une réduction des capacités d'hébergement, de telle sorte que le coût de fonctionnement de l'établissement renouvellé n'excède pas son coût antérieur. Dans le jargon administratif cette mesure était gracieusement dénommée : « gager les surcoûts ».

CLAIRE BRISSET.

(Lire la suite page 12.)

« Ce n'est pas une révolution » nous déclare M. Edmond Hervé

secrétaire d'État à la santé

LIRE PAGE 12

L'assassinat en Corse de M. Massimi

La mort du haut fonctionnaire pourrait illustrer une stratégie de guerre civile mais les enquêteurs n'excluent pas l'acte d'un isolé

Ajaccio. — C'est la banalité du crime qui a d'abord troublé les Corse, mardi après-midi, à l'annonce de l'assassinat de Pierre-Jean Massimi, le secrétaire général du département de la Haute-Corse.

13 heures, une mi-journée ensoleillée de fin d'été, dans un quartier résidentiel sillonné par ceux qui rentrent déjeuner après les embouteillages de la sortie de Bastia : c'est le non-roi d'une récréation provinciale. Mais quelqu'un a transgressé la règle du jeu. Ce gilet-à-vis a été organisé comme dans un pays sans loi, comme en proie à la guerre civile.

Pierre Massimi avait quitté la préfecture de Bastia au volant de sa Renault 20 blanche, vers 12 h 45. Un quart d'heure plus tard, comme tous les jours, il se trouvait à moins de 500 mètres de son domicile, dans le quartier de Momo, juste dans un ravin qui donne accès à la corniche sur les hauteurs de Bastia. Le tueur avait préparé son embuscade : le haut fonctionnaire devait nécessairement ralentir avant un virage, s'immobiliser presque pour dépasser un camion routier.

L'inconnu s'est sans doute avancé. Il a peut-être parlé à sa victime. En tout cas, il s'est penché pour tuer.

De notre envoyé spécial

Pierre Massimi a été touché d'une balle de pistolet de gros calibre sous la pommette gauche. Un second projectile, qui n'aurait pas touché Pierre Massimi, a brisé la vitre arrière du véhicule.

Mardi soir, les policiers avaient reconstruit sans difficulté la scène, mais ils reconnaissent leur perplexité : les indices matériels faisaient défaut ; P. Massimi n'était vu mourir sans témoins. Une voisine, expliqua que, au moment de l'édition du journal de TF 1, devant son poste de télévision, elle avait bien entendu deux coups secs qu'elle avait pris pour des détonations de pétards. C'était tout, au soir de l'assassinat, c'est-à-dire beaucoup trop de mystères pour une île qui, dans le domaine des explications criminelles, a horreur du vide. Ce début d'enquête trop maigre contraindait les autorités locales à la plus grande prudence. Mais du même coup, parce que manque une version, ou à défaut une approche officielle du drame, la population s'adonne à une brusque crise de délire interprétatif.

Car, pour masquer sa peur ici, on ne se tait pas en attendant d'en apprendre davantage. On parle, sans trop réfléchir, à s'en saouler. Et pour éviter de retrouver la forte sensation de malaise déjà ressentie cet été avec l'affaire Orsoni, Bastia, puis Ajaccio, s'étaient déjà « calées » sur une explication simple, bien dans la tradition du meurtre insulaire.

Pierre Massimi est le premier haut fonctionnaire « exécuté » en Corse depuis la Libération, mais des interlocuteurs fort sérieux comme

MM. Jean Baggio (U.D.F.) et Toussaint Luciani (M.R.G.), élus de l'assemblée régionale, jugeaient « improbable » la thèse d'un assassinat politique, « hasardeuse » l'hypothèse d'une guerre déclarée à l'État, et préféraient à l'évidence confier leur conviction d'une vendetta individuelle. La vengeance version corse, par exemple, d'un mari jaloux ou d'un créancier floué. « Allez savoir... ». La classe politique insulaire, comme la rue, aurait aimé faire admettre qu'on ne se laissait pas tuer ainsi sans une raison inavouable.

De ce credo, jailli spontanément aussitôt après la nouvelle du meurtre connue, et qui fait la part belle aux travers de la victime, tout n'est sans doute pas faux. Agé de treize ans, sans père de deux enfants, le secrétaire général du département passait au dire même des enquêteurs pour un séducteur, et ne dédaignait pas les parties de poker à gros tapis. Il s'était fait aussi la réputation d'un homme complexe qui aimait à se donner une certaine importance. « Trop bien renseigné », selon l'un de ses proches, sur le dessous des cartes corse.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 10.)

LE IX^e PLAN

Deux « lois programmes » pour atteindre les objectifs prioritaires

LIRE PAGE 29

ACTUELLEMENT

Zelig
Zelig
Zelig
ZELIG
Zelig

WOODY ALLEN
MIA FARROW

AU JOUR LE JOUR

Messages

Pierre-Jean Massimi, haut fonctionnaire né en Corse, est mort de la Corse. Mais pourquoi ?

Les tueurs — qu'on baptise terroristes quand des causes — prétendent légitimer leurs crimes — ont sans doute voulu faire passer un message.

A qui ? A l'État, peut-être. A tel ou tel clan insulaire ? C'est possible. A la France, en tout cas. La réponse du pays tient en peu de mots : ça suffit !

BRUNO FRAPPAT.

JACQUES HIGELIN AU CASINO DE PARIS

En gage d'amour

C'est au Casino de Paris, dans l'ancien palais du taye-à-l'œil, que Jacques Higelin a fait mardi soir, une rentrée flamboyante dans un spectacle au rythme de son cœur, de son âme, et où l'émotion naît de la rencontre avec les musiciens et le public, d'un voyage sur d'étranges planètes où le rêve prend sa revanche sur la réalité.

Comédien, musicien et batteur, Jacques Higelin est aussi une sorte de M. Loyal à la fête des fous, et un prince du rock dégingandé, élégant. Il est un authentique saltimbanque affamé d'apprendre, d'aimer et de donner. Il est un éternel funambule qui se promène dans le quotidien et l'imaginaire, porté par une immense joie de vivre, prêt à tout découvrir et à tout changer. Avanturier romantique un peu naïf et perpétuellement étonné, il prend le contre-pied du raisonnable, réinvente les sentiments. Il a « juste une envie de lire comme un cerf-volant dans le ciel, un appel de la vie », qui rend les gens et les choses de plus en plus beaux. Sur un tout autre terrain, avec une culture

qui va du théâtre au cinéma, du Tintin à Fats Waller, du reggae à la musique contemporaine, du blues au rock, Higelin est la seule star qui ait surgi dans la chanson française depuis Johnny Hallyday.

A l'origine, Jacques Higelin devait monter au Casino de Paris une comédie musicale. Peu à peu, le chanteur a délaissé son travail et aujourd'hui il dépose simplement aux pieds des spectateurs une musique où il s'écoute, se dépense, où il se découvre et se multiplie.

C'est en 1974 seulement, la trentaine dépassée et le besoin très fort en lui d'une espèce d'énergie vitale, que Jacques Higelin a fait ses premiers pas dans le rock. Il l'a agrippé comme on saisisse une mitrailleuse.

Il y avait alors bien longtemps qu'Higelin tuya l'aspect carné, les aventures logiques et poétiques, recherchait l'extravagance, le rapport avec les gens en leur racontant des choses lyriques et folles.

CLAUDE FLÉOUTER.

(Lire la suite page 18.)

سكز من الاصل

Le Monde

idées

Rentrée politique

Fête de l'Humanité, élection de Dreux, comité directeur socialiste, discours de Valéry Giscard d'Estaing, c'est bien la rentrée. Alain Carignon pense qu'il n'est pas de tâche plus nécessaire pour les dirigeants des partis que de moderniser les rapports entre le pouvoir et le citoyen. Ce qui suppose, chez ceux qui dirigent, une compétence dont Jean-Pierre Raffarin énumère les éléments constitutifs : rigueur, intelligence et professionnalisme. Éric Roussel, de son côté, rend compte de plusieurs livres consacrés à une période où la politique n'était plus qu'un aspect de la guerre.

L'incompétence peut-elle être au pouvoir ?

par JEAN-PIERRE RAFFARIN (*)

DEPUIS deux ans, le thème de la compétence est au cœur du débat politique. La victoire de François Mitterrand est en partie fondée sur l'effritement de l'image de compétence de son prédécesseur. Quand il disait à celui-ci, le 5 mai 1981 : « Vous n'êtes pas mon professeur », il suggérait aux Français que son adversaire n'était pas aussi compétent qu'il le prétendait.

Par un effet de boomerang, les socialistes sont régulièrement accusés aujourd'hui d'incompétence. Le président lui-même est soupçonné d'incompétence économique. Edith Cresson, quand elle était ministre de l'Agriculture, a été la première personnalité socialiste à être déclarée officiellement incompétente par ses pairs professionnels (1).

Aujourd'hui la critique est généralisée. Est-ce justice ?

La nature du pouvoir prescrit celle de la compétence. Le pouvoir politique, du sommet à la base, est à trois dimensions : conception, gestion, action.

Conception, gestion, action

Chaque zone de pouvoir est caractérisée par une dimension dominante, sans exclure les deux autres.

● **Le pouvoir de conception.** On le trouve à l'Université, chez les intellectuels ou dans les médias. Ici, la valeur de la compétence, c'est l'intelligence. La menace, c'est l'isolement.

● **Le pouvoir de gestion.** Dans ce cas, l'obligation de gestion domine l'obligation de résultat. M. Bérégovoy dispose de ce pouvoir pour redresser la Sécurité sociale. Ici, la valeur de la compétence, c'est la rigueur. La menace, c'est la démagogie.

● **Le pouvoir d'action.** La réussite ici se mesure aux résultats. Le ministre de l'Agriculture à Bruxelles, le commissaire Broussier en Corse, le patron de TF 1, sont condamnés à gagner.

Pour eux la voie de la compétence, c'est le professionnalisme. Il faut « posséder » la matière, sa technique, mais aussi sa culture. Les socialistes commettent une grave erreur en s'appuyant sur une équation qui veut faire du professionnalisme la somme d'une capacité technique et d'un engagement politique.

La menace, ici, c'est l'impulsivité. Cette grille s'applique aux différentes parcelles du pouvoir. Elle éclaire aussi la zone stratégique où évoluent les hommes d'État. Idéalement, l'homme d'État compétent est celui qui met l'efficacité au service de ses convictions. Or l'efficacité exige rigueur et professionnalisme, tout comme les convictions trouvent leur

source dans l'intelligence et la rigueur. L'homme d'État doit donc veiller à ce que son parrain : intelligence, rigueur, professionnalisme — la rigueur étant la vertu majeure puisqu'elle nourrit à la fois l'efficacité et la conviction. Ce qui suppose que le pouvoir en question soit harmonieusement développé autour de ses trois axes : conception, gestion et action.

Pour être compétent, un ministre peut ne s'appuyer que sur l'une des trois dimensions, l'homme d'État, lui, a besoin d'un « mix » équilibré.

La communication peut-elle alors masquer les éventuels déséquilibres ? Est-elle un pouvoir supplémentaire ?

L'actualité nous donne régulièrement la réponse. La campagne de Pierre Mauroy n'a pas empêché de François d'ouvrir les yeux pour deviner les faiblesses du pouvoir de conception et les limites du pouvoir d'action du premier ministre. Dans cet exemple, la communication est devenue un antipouvoir. La communication n'est pas le pouvoir, elle n'est le pouvoir que dans la zone d'équilibre où convergent l'intelligence, la rigueur et le professionnalisme.

En jetant un regard sur le passé récent, on mesure l'exigence de l'analyse en l'attribution du label d'incompétence. Pierre Mandès France méritait le pouvoir de conception et le pouvoir de gestion, mais il n'a pu réunir durablement les conditions du pouvoir de l'action. Edgar Faure a souffert et souffre d'une hypertrophie du pouvoir de conception. Michel Debré a dominé la gestion et l'action, mais la conception est apparue par impensable.

Jean-Jacques Servan-Schreiber a été éliminé pour cause d'insuffisance dans l'action. Notre actuel président devra, dans l'avenir, développer sa maîtrise des pouvoirs de gestion et d'action pour les mener au niveau de son pouvoir de conception. Dans l'opposition, chacun des trois leaders dispose d'un atout dominant : Chirac, le pouvoir de l'action ; Barre, celui de la gestion et Giscard celui de la conception. Le meilleur sera celui qui développera le mieux « son mix de pouvoir ».

Ainsi, en politique, la compétence est complexe au sens que donne Edgar Morin (2) à cet adjectif. Mais l'essentiel demeure : « The right man et the right place ». Lorsque des responsables échouent, il est plus juste d'accuser l'incompétence du management que le management des incompétents.

(*) Directeur de séminaire à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de Bernard Krief-Communication.

(1) Notamment la F.N.S.E.A.
(2) Pour sortir du vingtième siècle, E. Morin, Ed. Nathan.

Du concret, du possible et du vrai

par ALAIN CARIGNON (*)

LA France va mal. Chacun le reconnaît. Les uns pour préparer la relève. Les autres pour repousser à demain les réalisations promises. Mais il ne suffit pas de s'entendre sur un constat. Pour jeter les bases des remèdes, il importe préalablement de dégager les causes du mal. Pourquoi la nation s'éloigne-t-elle de l'État ?

L'État socialiste a eu tort de sous-estimer la mesure bouzine du temps. Vingt-sept mois ne seraient effacés du jour au lendemain vingt-trois ans en cours desquels ont été affirmés puis respectés des principes qui sont aujourd'hui, consciemment ou pas, le ciment de notre collectivité. Pour bien gouverner, il doit exister en permanence une stricte correspondance d'idées et d'aspirations entre les élus et les citoyens. Cette identification existe toujours quasi mécaniquement au début d'un mandat. Passée la période des cent premiers jours, la réalité des mentalités réapparaît. Quelle est donc cette réalité des mentalités ?

Que le pouvoir nationaliste, qu'il se s'agitisse (congrès socialiste de Valence), qu'il donne dans le gadget (sommet de Versailles), le bon sens populaire ne s'émoussent pas en profondeur. Chacun sait que la tradition colbertiste n'a attendu ni 1936 ni 1981 pour étouffer l'initiative privée. Les leçons de l'histoire ont maintes fois prouvé que les discours sur les vertus de la démocratie politique sont souvent l'air d'être sortis d'un autre monde. Bref, l'échec des choses n'a pas pris sur cette majorité silencieuse qui fait le pouvoir selon qu'elle suit ou qu'elle boude tel ou tel candidat.

Un horizon sans perspectives

Il en va différemment lorsque le pouvoir d'achat est en cause ; lorsque le prestige de l'État est battu en brèche par des dévaluations répétées et un endettement excessif ; lorsque l'insécurité réapparaît quotidiennement... cette même majorité silencieuse se détache alors ostensiblement de celles et de ceux qui conduisent ou qui passent pour conduire le pays vers de durs lendemains. Cette ligne de fracture est celle qui marque le non-respect de ce que le général de Gaulle avait appelé, dans une lettre au comte de Paris, en avril 1969 « la politique des Capétiens ». La fidélité à cette politique constitue l'essentiel du testament du créateur de la V^e République. Elle repose sur deux pierres angulaires : l'autorité de l'État et l'indépendance de la nation — qui fournissent une clé inépuisable d'analyse électorale, historique et de prévisions.

En 1969, la victoire de Pompidou, c'est Astérix qui tient tête aux puissances, ce qui est à l'intérieur du pays (mai 1968) ou dans les négociations internationales. Alain Poirer

était coupable aux yeux de l'opinion d'un atlantisme trop manifeste et d'un physique trop rond ; pour les Français, les hommes d'État doivent avoir un tempérament carré.

En 1974, l'image de Jacques Chaban-Delmas est trop bondissante pour personnaliser l'autorité : François Mitterrand est trop ancré à un P.C.F. puissant que les Français considèrent encore comme « pas à gauche, mais à l'Est » selon la formule de Guy Mollet dans les années 50 ; ce sera donc Valéry Giscard d'Estaing.

En 1981, quand François Mitterrand qualifie le président sortant de « petit télégraphiste de Varsovie », il sait bien la dureté du coup qu'il lui porte. Les « affaires » et autres réveurs qui ont empoisonné la fin du mandat ont ouvert une brèche substantielle en un moment où le candidat socialiste réunissait, pour une fois, les critères d'autorité et d'indépendance. D'autant plus que le P.C.F. apparaissait moins comme un allié à part entière que comme un parti un peu à part de la vie politique, recroquevillé sur un matelas électoral peu épais.

Ces mêmes deux principes d'autorité de l'État et d'indépendance de la nation, qui ont fait le pouvoir actuel, le défient de façon implacable. F. Mitterrand avait promis de « gérer autrement ». Il a tenu parole. En vingt-sept mois, la gauche française est parvenue à affaiblir l'autorité de l'État et à hypothéquer l'indépendance de la nation. Avant le 10 mai 1981, le pouvoir d'achat était en progression permanente. Les caisses de l'État étaient solides. Nos engagements financiers ne supposaient pas l'aval de prêteurs étrangers.

Cette année, Bison Fité n'a pas eu à prodiguer ses conseils pour étaler les départs en vacances ; le gouvernement socialiste a placé le plus grand nombre dans les conditions de ne plus pouvoir partir.

Dès les premiers mois du septennat, la majorité socialiste passait pour pratiquer la politique des mirages. Depuis janvier 1983, elle est perçue comme la professionnelle de l'amateurisme. De la sortie du tunnel de l'autorité sans cesse repoussée à la permanence des impôts exceptionnels ; que de structures qui traduisent un véritable égarement !

Que pensons-nous s'y méprenne ! Cette situation de conflit entre l'État et le peuple français n'est pas conjoncturelle. Elle est structurelle. Non seulement les acteurs gouvernementaux s'écartent des chemins classiques de la bonne gestion publique, mais surtout ils accroissent la fracture avec la majorité de l'électorat tant qu'ils mèneront une politique qu'ils n'ont pas eu mandat de mener. Car il n'y a pas un électorat majoritaire pour soutenir une vraie politique de gauche. Il en serait de même probablement à ce jour en cas de conduite d'une vraie politique de droite. En effet, notre pays n'est ni franchement à gauche ni franchement à droite. Ceux qui n'ont pas le cœur assez large pour refuser la sérialité des guerres de blocs devraient au moins enregistrer la rigueur de la raison des chiffres et y réfléchir à deux fois avant de se laisser prendre au piège des visions manichéennes.

Puisque le cap doit être redéfini afin de mieux tenir compte tant de la réalité du pays que des aspirations des citoyens, il est probablement nécessaire de bien préciser le contenu de cette nouvelle donne. Pour s'en tenir à l'essentiel, les Français souhaitent du concret, du possible et du vrai.

Diffuser le pouvoir

Du concret, car il faut apporter des réponses concrètes aux problèmes quotidiens. Il ne s'agit plus de « changer la vie », mais de montrer chaque jour que des voies nouvelles s'offrent quand des équipes imaginatives n'hésitent pas à abandonner les sentiers battus des dogmes ou des choix partisans. Ce vrai changement consiste notamment dans la capacité à construire une nouvelle démocratie qui diffuse le pouvoir au lieu de le faire toujours remonter plus haut.

Au fil des dernières années, en effet, l'État s'est éloigné de la nation. Omniprésent, il a étouffé les initiatives. Il est devenu tracassier, soupçonneux, procédurier à l'excès. En conséquence, les citoyens ont de plus en plus mal ressenti l'exercice du pouvoir. Or, justement, l'un des défis de notre époque est la réconciliation des citoyens et du pouvoir. Comment y parvenir, sinon en leur montrant les moyens d'exercer une parcelle, d'en comprendre le mécanisme et les innombrables contraintes ?

Dans cet esprit, la procédure du référendum revêt un intérêt fondamental. Le 22 juin 1983, à Grenoble,

(*) Maire de Grenoble, R.P.R.

30 000 électeurs se sont rendus aux urnes pour se prononcer sur un projet collectif important pour leur ville et leur cadre de vie. Ces 37 % d'électeurs qui se sont exprimés ont non seulement montré que même un jour de semaine d'été ils étaient suffisamment motivés pour vivre la démocratie locale, mais, surtout, qu'une majorité d'entre eux étaient capables de se mobiliser positivement : ce qui n'est pas la moindre des difficultés lors d'une consultation populaire.

Demain, l'équipement collectif qui a fait l'objet du référendum s'installera dans la ville dans des conditions totalement incompatibles avec celles qui auraient accompagné une décision municipale classique, filée entourée d'une grande concertation. Pour une fois, la décision n'était pas tombée d'en haut.

Avoir les moyens de sa politique

Du concret, mais aussi des projets possibles : voilà la deuxième règle de bon sens que les citoyens s'attendent à voir respecter. La politique est devenue trop souvent, en effet, l'art de manier l'illusion. D'où une appétition certaine vis-à-vis des utopies des partis politiques. Pour l'opinion, il s'agit d'un mal nécessaire, rien de plus. D'où aussi une évolution étonnante quant au recrutement du personnel politique. Les circonstances actuelles favorisent une entrée en force de responsables économiques au sein de diverses instances flues. L'incapacité des enseignants socialistes conduit à bien positionner celles et ceux qui sont crédités d'aptitude à gérer. L'évolution s'amorce d'autant plus rapidement que l'excès de socialisme a été tout complexe aux défenseurs de libéralisme pur et dur.

Indépendamment de ces projections dont un avenir rapproché confirmera ou infirmera le bien-fondé, les vingt-sept mois de gestion socialiste ont eu le mérite de mettre en relief cette règle élémentaire qu'il faut avoir les moyens de sa politique et notamment les moyens financiers.

Les Français ont donc le droit de savoir où ils en sont. Chaque parti politique devrait engager en son sein puis publiquement un débat de fond sur cette question. Car les programmes européens, nationaux, régionaux, nationaux, de demain ne pourront être sérieusement élaborés qu'à partir de la réalité de la France de 1983. Respecter cette démarche, c'est commencer à parler vrai.

Un besoin de vérités

Parler vrai : voilà un slogan bien galvaudé. Il correspond pourtant à un besoin profond de l'opinion, l'absence d'engagements qui ne pourront jamais être tenus car trop éloignés de la réalité des faits. A quoi sert de promettre de gagner plus en travaillant moins si la situation économique impose de travailler plus pour gagner moins ? Parler vrai, c'est d'abord parler juste, au sens où l'entendait le général de Gaulle quand il déclarait : « On peut regretter la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages, mais quel est l'intérêt de se tenir en relief cette règle élémentaire qu'il faut avoir les moyens de sa politique et notamment les moyens financiers ? »

Parler vrai, c'est encore être sincère. L'oublier, c'est condamner les partis politiques à se transformer en « bastilles » bien éloignées des vraies préoccupations du public. Les hommes politiques seront perçus comme les professionnels d'un jeu dont les règles échappent aux non-initiés. La société légitime sera bloquée et ne représentera la société réelle que de manière impastique. Une telle situation ne dure jamais longtemps.

Les partis ont donc à moderniser leurs rapports avec les citoyens, ce qui impose d'abord de refuser la permanence des clivages manichéens. A force de condamner mécaniquement tout ce qui émane de l'autre bloc politique, le débat se fausse et devient d'une totale stérilité. Ainsi, à Grenoble, le débat pré et post-électoral a-t-il été mené en reconnaissant les forces de mot concurrent. Si l'ancien maître a été largement battu du fait des importants dossiers qui n'avaient pas trouvé de leur solution, est-ce à dire que tout ce qu'il avait engagé était négatif ? Quelle faiblesse intellectuelle que de refuser de chasser les boîtes de son préjugé dans les domaines où il a refusé de diffuser de la reconnaissance !

Les vacances ont permis aux responsables publics de réfléchir leurs idées. Il leur faut maintenant s'atteler à la modernisation des rapports entre le pouvoir et le citoyen. Tâche difficile, et qui, si le temps ne se précipite pas, demandera du temps.

LU

RÉCITS ET TÉMOIGNAGES

La France au temps de l'Occupation

UNE fois de plus, la seconde guerre mondiale, l'Occupation et leur entourage d'horreurs ressassent à travers quantité d'ouvrages.

Autrefois historien des « années munichaises », Gilles Regache nous propose tout d'abord, dans un petit livre (1) dense, un tableau documenté des premiers temps du conflit de cette année 1940 où, comme l'a bien montré il y a trois ans Maurice Schumann (2), rien n'était joué puisque les systèmes d'ellipses n'étaient pas encore en place. En quelque deux cent cinquante pages, l'auteur ne peut sans doute qu'effleurer sans approfondir, mais tout au long de son travail, d'une constante honnêteté, on trouve nombre de précisions peu connues, entre autres de précieux développements sur l'attitude de la gauche pacifiste avant et pendant la « drôle de guerre ».

Sur le période de l'Occupation proprement dite, la moisson est encore plus riche. Ayant réuni depuis des années des témoignages de survivants, Gérard Boute (3) s'attache, pour sa part, à relater la vie quotidienne de son village natal, Jonnes, un petit bourg situé aux confins de la Beauce et de la Sologne. Dénuée de complaisance, cette fresque évoque irrésistiblement le Chagrin et la Pitié : si les héros n'en sont pas absents, on y voit surtout des paysans échoués à survivre entre que coûts, des Français qui, comme beaucoup d'autres, furent d'abord pétainistes, ensuite gaullistes, et ne se réveillèrent qu'en 1944. Sur un autre ton, Albert Desille (4), ex-journaliste à la Manche libre,

raconte quant à lui essentiellement la martyre de Saint-Lô, cette ville du Cotentin qui mérita bien le nom de « capitale des ruines » que lui décerna, en 1945, Raoul Dautry. Nous transportant de l'autre côté de la Méditerranée, Michel Abitol (5) étudie enfin de manière rigoureuse la condition des juifs d'Afrique du Nord sous le régime de Vichy : jugeant sévèrement l'abaissement passif dont firent preuve beaucoup de fonctionnaires républicains, l'auteur ébauchit cependant une conclusion surprenante : à savoir que les Israélites du Maghreb durent, en partie, leur salut aux interventions en leur faveur de deux pays fascistes, l'Espagne de Franco et l'Italie de Mussolini.

Les patriotes du Nord

A la lecture de ces volumes, on peut aussi ajouter utilement celle de la remarquable Vie quotidienne dans la France du Nord sous les occupations (1914-1944) qui vient de paraître Marc Blancpain (6). A partir d'une documentation considérable, l'auteur secrétaire général de l'Alliance française écrit, en effet, un livre d'histoire de bout en bout passionnant, en même temps qu'une étude pénétrante sur la psychologie d'un pays. Frappé par les constantes qui se sont manifestées depuis le début du vingtième siècle dans cette région soumise à quatre occupations successives, l'auteur cerne ce qu'il nomme très bien « une mentalité des frontières », dont l'article pre-

mier est un sens exigeant de la patrie. Ce n'est pas un hasard si, en 1870, en 1914 et de 1940 à 1944 les gens du Nord se montrèrent beaucoup moins enclins que d'autres à tolérer la présence de l'ennemi. On en trouve la confirmation dans le récit extrêmement vivant que l'écrivain anglais Jack Fishman (7) consacre à l'un des épisodes les plus insolites de la guerre, cette journée du 18 février 1944 durant laquelle la Royal Air Force bombarde la prison d'Arlon afin de faciliter l'évasion de ces patriotes du Nord qui, en 1870 et 1914, avaient déjà refusé de s'incliner devant l'adversaire.

En marge de ces ouvrages de caractère historique, il serait injuste de ne pas mentionner Les Temps incertains (8), le beau roman au fil duquel Jean Poisson, ex-officier résistant, retrace la destinée de deux amis, l'un engagé dans la L.V.F., l'autre dans les rangs de la France libre. Truculent, picaresque, écrit dans une langue qui fait parfois penser à celle d'Alphonse Boudard, ce roman d'essai d'un vieux débutant mérite mieux qu'un succès d'estime : alors que trop de romanciers sombrent dans l'artifice, Jean Poisson a le bon goût de suivre simplement sa plume, de mettre en scène des personnages de chair et de sang, de raconter une histoire qui, à l'accent de la vérité, exempt de tout manichéisme, ce récit plein de violence, de passion, mais aussi de drôlerie, est susceptible d'intéresser un vaste public. Un peu convenu, le dénouement dans la capitale autrichienne, dévastée

après 1945, ne saurait faire oublier les qualités d'un livre qui a du rythme, de l'allure, et du style.

Avant d'en terminer avec ces ouvrages noirs, signalons encore trois ouvrages ayant trait aux camps de concentration : les évènements de Sobibor (9) de Richard Rake, minutieusement reconstitué de l'une des rares évasions collectives réussies dans l'univers concentrationnaire nazi, la Fendaison de Jean Laffite (10) et Les Sentiers de la nuit de Philippe Velet (11), émouvant itinéraire d'un officier français qui connut tout à la fois les prisons russes, les camps français et celles de la Gestapo.

ERIC ROUSSEL

- (1) 1940 — la Guerre détraquée, de Gilles Regache, Aubier. Coll. « Floréal », 250 p. 55 F.
- (2) Un certain 18 juin, de Maurice Schumann, Plon, 1980.
- (3) Les Temps de l'Occupation, de Gérard Boute, Denoël, 352 p. 87 F.
- (4) Des ombres au-dessus de l'Occupation, de Michel Abitol, 1944, d'Albert Desille, Éditions OCEP/La Manche libre, 231 p. 65 F.
- (5) Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy, de Michel Abitol. Éditions Mémorial de la France, 220 p. 92 F.
- (6) Hachette, 416 p. 75 F.
- (7) Et les miralles tombèrent, Amiens, 18 février 1944, de Jack Fishman, Coll. « Ce jour-là », Laffont, 360 p. 85 F.
- (8) Acropole, 394 p. 89 F.
- (9) Presses de la Renaissance, 410 p. 89 F.
- (10) Julliard, 320 p. 70 F.
- (11) Latéco, 275 p. 70 F.

Le Monde

étranger

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE

Le président Gemayel formule plusieurs objections au projet d'accord élaboré par le médiateur saoudien

On confirme de source autorisée à Beyrouth que le gouvernement libanais a rejeté un projet de règlement de la guerre civile élaboré par le médiateur saoudien, le prince Bandar, et approuvé formellement dimanche dernier 11 septembre par le président éyrien Assad et M. Walid Joumblat, le porte-parole de l'opposition libanaise. Le document a été signé par ce dernier ainsi que par M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères.

M. Farouk Al-Chareh, ministre d'Etat pour les affaires étrangères du gouvernement de Damas, a révélé le mardi 13 septembre le contenu de cet accord qui prévoit :

1) La cesser-le-feu immédiat sur l'ensemble du territoire libanais, les divers axes et les points d'affrontement, dont le contrôle sera confié à des observateurs neutres dans les zones d'accrochages ;

2) Le rétablissement d'une situation normale dans les quartiers ouest et est de Beyrouth en garantissant le retour des réfugiés libanais depuis 1975 dans leurs foyers. La non-utilisation de l'armée libanaise dans les événements intérieurs. Cette armée et les Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) seront remplacées par des forces de sécurité intérieure (gendarmes), qui prendront à leur charge la sauvegarde de

la sécurité et des biens des citoyens libanais.

3) Une demande au président de la République libanaise de tenir une réunion urgente et élargie en faveur du dialogue national.

Cette réunion grouperait le Front de salut national, représenté par MM. Soleiman Frangieh (ancien président de la République), Rachid Karame (ancien premier ministre), et Walid Joumblat (chef du parti socialiste progressiste) ; ainsi que le mouvement chiite Amal, représenté par son président, M. Nabih Berri ; le Front libanais, représenté par MM. Camille Chamoun (ancien président de la République) et Pierre Gemayel (chef du parti des Phalanges) ; MM. Saeb Salam (ancien premier ministre) et Raymond Eddé (leader du bloc national). A ces personnalités représentatives s'ajouteraient deux délégués, ceux des gouvernements syrien et saoudien.

« Constructif et positif » selon l'émissaire américain

M. Chareh a tenu à souligner, à cet effet, que M. Robert McFarlane, émissaire américain au Proche-Orient, avait qualifié de « constructif et positif » le projet syro-

saoudien, tout en s'engageant à convaincre le président libanais Amine Gemayel de l'accepter. « Mais, a-t-il ajouté, nous avons été surpris par le refus de ce projet par M. Gemayel et par le Front libanais. Le même jour, une déclaration américaine comportant des menaces contre la Syrie » a été publiée à Washington.

Une source autorisée proche du président Gemayel a fait savoir mardi que ce dernier avait rejeté le projet de compromis pour au moins trois raisons :

1) Le gouvernement légal du Liban refuse le retrait de l'armée régulière des positions qu'elle a occupées au cours des douze dernières années dans la montagne du Chouf et d'Aleq, et son remplacement par des gendarmes, ainsi que le propose le protocole d'accord.

2) Il n'est pas du ressort de l'opposition libanaise et de la Syrie de désigner les participants au congrès de réconciliation nationale, droit qui revient au chef de l'Etat. Ainsi, le président Gemayel s'opposerait à la présence, même à titre d'observateur, des représentants de l'Arabie Saoudite et de la Syrie. Il ne serait pas question non plus d'associer au dialogue M. Raymond Eddé, président du bloc national et dirigeant maronite modéré, qui s'oppose tout autant aux phalangistes qu'aux Syriens et aux Israéliens.

3) Le gouvernement libanais s'oppose encore à la procédure proposée au sein du congrès de réconciliation nationale. Celle-ci, en effet, prévoit que les décisions arrêtées soient prises « à l'unanimité des voix ».

De nouvelles instructions au contingent américain

Selon la radio officielle de Beyrouth, le président Gemayel a insisté, au cours d'entretiens qu'il eus mardi avec l'ambassadeur américain ainsi qu'avec les représentants diplomatiques de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, par le fait que « le conflit en cours ne constituait pas une guerre civile, mais une confrontation entre le peuple libanais et des forces étrangères ».

A Washington, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué au cours d'une conférence de presse que les « marines » sont désormais autorisés à riposter non seulement au cas où le contingent américain est attaqué, mais également si les unités françaises, britanniques ou italiennes essayaient des tirs. Le porte-parole du président Reagan a précisé que les forces américaines pourraient également intervenir « si l'armée libanaise se trouve dans une situation qui constituerait une menace » pour les douze cents « marines » actuellement déployés au sud de Beyrouth. On ajoutait à cela, de source informée, à Washington, que le contingent des Etats-Unis n'aurait plus besoin de se référer au Pentagone pour faire appel à la puissance de feu existant à bord des navires américains déployés dans la région, ainsi qu'aux chasseurs bombardiers se trouvant à bord de ces bâtiments. (A.F.P.)

JEAN GUEYRAS.

JÉRUSALEM : M. Arens fait approuver sa politique d'« intervention minimale »

De notre correspondant

se réserverait le droit d'engager des actions contre les organisations palestiniennes. Un paragraphe du communiqué publié à l'issue de ce conseil de cabinet lance un appel « aux différentes forces au Liban de ne pas collaborer avec les organisations terroristes ». Cet appel est indéniablement destiné aux milices druzes. Au cours d'une déclaration, mardi, le ministre de la défense, M. Moshe Arens, a d'ailleurs été très explicite : « Nous exigeons, a-t-il dit, que les druzes ne permettent pas aux terroristes de s'approprier de nos lignes. Israël, en tout cas, s'emploiera à entraver le retour des terroristes dans les zones évacuées par Tshahal ».

Le réquisitoire de M. Sharon

En ce qui concerne la situation dans le Chouf, il semble que, malgré les mises en garde de M. Arens, Israël se soit résigné au fait accompli. De source militaire israélienne, on reconnaît que mille trois cents membres de différentes organisations palestiniennes ont regagné le montagne du Chouf, où ils mettent en place une nouvelle infrastructure. Les déclarations de M. Arens laissent penser qu'Israël cherche surtout à assurer une zone-tampon entre ses nouvelles lignes sur le fleuve Awali et les positions palestiniennes. C'est là d'ailleurs la mission des patrouilles de l'armée israélienne au nord du fleuve.

niennes. C'est là d'ailleurs la mission des patrouilles de l'armée israélienne au nord du fleuve.

Pour ce qui est de la bataille de Beyrouth, Jérusalem espère que les milices druzes ne poursuivront pas leur collaboration avec les Syriens et les Palestiniens au point de rendre indispensable une intervention israélienne pour empêcher la chute du président Gemayel. Les événements de ces derniers jours paraissent à cet égard rassurants. Cette ligne de conduite de M. Arens est en rupture totale avec celle de son prédécesseur M. Ariel Sharon. Et, de ce fait, la crise est ouverte entre les deux hommes depuis quelques jours.

An cours du conseil des ministres de dimanche, M. Sharon n'a pas hésité à critiquer le gouvernement pour n'avoir pas pris toutes les mesures qui s'imposent afin d'assurer la protection des chrétiens dans le Chouf. Selon les compte rendus de la presse, M. Arens aurait répliqué : « Celui qui fait preuve aujourd'hui d'une telle assurance dans ses affirmations n'a pas toujours su prévoir l'avenir ».

La polémique s'est envenimée en s'étalant sur la place publique. Au cours d'un meeting, lundi soir, M. Sharon a adressé un véritable réquisitoire contre M. Arens, sans toutefois le nommer : « Tout le monde affirme, a-t-il dit, que c'est moi qui ait provoqué l'enlèvement d'Israël dans le boudoir libanais. Mais c'est celui qui, depuis des mois, a engendré le retard des Syriens et des terroristes palestiniens dans le Chouf qui est le vrai responsable ».

M. Arens s'est également démarqué par rapport à son prédécesseur en essayant de diversifier les liens d'Israël avec les communautés au Liban, sans pour autant mettre fin aux rapports privilégiés avec les chrétiens. Par l'intermédiaire du commandant des activités israéliennes au Liban, M. Ouri Lubrani, le gouvernement a essayé d'établir de bons contacts en particulier avec les druzes. Des émissaires des druzes et des chrétiens se trouvaient d'ailleurs lundi, simultanément, en Israël. Et chacun a plaidé sa cause auprès de l'opinion publique. Un délégué druze a affirmé qu'il n'était pas question de permettre aux organisations palestiniennes de se réinstaller à Beyrouth. Un haut responsable des Forces libanaises (phalanges) a pour sa part reconnu, au cours d'une rencontre à Jérusalem avec la presse, qu'il attendait d'Israël uniquement une aide sur le plan politique et dans le domaine de l'information, en ajoutant : « Je crois qu'avec l'état d'esprit qui règne actuellement en Israël, on ne peut plus parler d'intervention militaire ».

(Intérim.)

WASHINGTON : Divergences sur l'extension du rôle des « marines »

Correspondance

Washington. — La décision du président Reagan d'autoriser les commandants des « marines » à faire appel éventuellement aux forces aériennes et à l'artillerie navale pour aider l'armée libanaise dans sa mission de maintien de l'ordre représente une nouvelle extension du rôle militaire des Etats-Unis. Elle a été prise en réponse à une requête du président Gemayel, appuyée par M. McFarlane. L'émissaire du président Reagan au Proche-Orient a fait valoir que cette démonstration de soutien au président libanais constituait un élément indispensable à l'action diplomatique qu'il poursuivait, afin d'aboutir à un cessez-le-feu, puis à une négociation entre les factions libanaises. A la Maison Blanche, on répète qu'il ne s'agit pas d'une escalade, en soulignant que le soutien éventuel donné aux forces libanaises s'exercerait dans des « limites rigoureuses » visant essentiellement à protéger la ville de Souk-El-Gharb, qui domine les positions américaines proches de l'aéroport de Beyrouth.

Apparemment, le président a accepté les recommandations de M. McFarlane, auquel le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et M. Clark, conseiller pour les affaires de sécurité, avaient donné leur appui. Par contre, M. Weinberger, ministre de la défense, et le général Vessey, chef de l'état-major combiné, essentiellement préoccupés de la protection des soldats américains, auraient exprimé leurs réserves. Le président Reagan aurait arbitré le débat en faveur des diplomates en considérant qu'il était important, à ce stade, d'adresser à la Syrie un clair avertissement que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention de renoncer à leur mission de paix au Liban. D'autre part, il estimerait que répondre négativement au président Gemayel serait préjudiciable aux intérêts américains dans le monde arabe, dans la mesure où les Etats-Unis apparaissent aux autres pays arabes comme un partenaire incertain, peu digne de confiance.

Un compromis au Congrès ?

An Congrès, le compromis qui s'ébauche permettrait au président Reagan de maintenir les « marines » au Liban pour dix-huit mois après l'adoption d'une résolution qui, en contrepartie, réaffirmerait les prérogatives du Congrès dans le domaine de la politique étrangère. Un sérieux point d'accrochage subsiste sur le fait de déterminer qui, du Congrès ou du président, décidera de prolonger ou non la présence militaire américaine à l'issue de ce délai.

Le projet de résolution pourrait être voté dès mardi prochain, mais le gouvernement craint de ne pouvoir éviter un débat difficile où les partisans du retrait des « marines » donneront de la voix. Une telle controverse, estiment les officiels, ne pourra qu'inciter la Syrie, et les mouvements libanais qu'elle sou-

« Remodelage » territorial ?

De notre correspondant

Beyrouth. — C'est sur la terrain que se dessinent peut-être les contours de ce qui pourrait devenir la solution politique de la bataille de la montagne libanaise. Partant de la route Beyrouth-Damas à 3 kilomètres en contrebas d'Aleq, la ligne sur laquelle pourrait se fonder un accord entre les antagonistes court parallèlement à la côte, à une distance de 15 kilomètres environ pour, au stade actuel, s'incurver presque à la perpendiculaire de Damour.

Les combats qui se déroulent plus au sud entre les Forces libanaises et les milices du parti socialiste progressiste (P.S.P.) se situent dans le prolongement de cette ligne. Le territoire qui serait restitué à l'autorité de l'Etat libanais s'étendrait, dans l'hypothèse d'un cessez-le-feu, jusqu'à la ligne israélienne du fleuve Awali. Pour que ce « remodelage » soit cohérent, il faudrait en outre « désenclaver » Deir-El-Kamar, principal village chrétien assiégé par les druzes, et le relier à la bande territoriale sous contrôle de l'Etat libanais. Ce qui est loin d'être acquis.

Toujours dans cette hypothèse, M. Joumblat gagnerait à peu près deux fois plus de terrain qu'il n'en abandonnerait à ses adversaires. Il deviendrait le maître de la haute montagne et son territoire serait directement relié à ses alliés syriens par le nord. Le président Amine Gemayel, si cette hypothèse prenait forme, aurait du moins, en dépit des revers subis, consolidé son pouvoir grâce aux combats livrés par une armée qui e « tenu le coup » et donné à sa capitale, Beyrouth, un arrière-pays minimum vers le sud et la sud-est.

L. G.

Soulagement à Deir-El-Kamar ravitaillée par la Croix-Rouge

De notre envoyé spécial

Deir-El-Kamar. — L'entrée, lundi, d'un convoi du C.I.C.R. dans la ville assiégée de Deir-El-Kamar a calmé les esprits. Les 25 tonnes de médicaments et de denrées alimentaires distribuées aux réfugiés ont, comme par enchantement, désamorcé la tension qui s'aggravait dangereusement au sein d'une population durement éprouvée par la faim et l'isolement.

En fait, le soulagement des responsables et des réfugiés était déjà évident depuis que M. Walid Joumblat avait, la semaine dernière, demandé à ses troupes de s'abstenir, pour « des raisons humanitaires », de toute attaque contre l'agglomération assiégée. Le chef du P.S.P. semble d'ailleurs avoir rappelé à l'ordre certains de ses lieutenants zélés qui s'étaient opposés à quatre reprises, depuis jeudi dernier, aux tentatives du C.I.C.R. de parvenir à Deir-El-Kamar. Les responsables ici sont persuadés que M. Joumblat saura, à l'avenir, faire autant preuve de modération pour rendre possible la poursuite des secours du C.I.C.R. sans laquelle la ville ne pourrait se ravitailler.

Le chef de la municipalité, M. Georges Dib, chamouniste bouillant, n'est pas un extrémiste. « Ce qui vient de se passer dans le Chouf, nous dit-il, constitue un grand malheur pour le Liban ». Il se défend de faire de la politique, affirmant que son seul objectif est de soulager la détresse de ceux qui souffrent. Les autorités municipales ont réquisitionné tous les bâtiments publics et les résidences secondaires de l'agglomération — vaste et magnifique centre de villégiature — pour y loger les réfugiés. Ces derniers souffrent surtout de l'absence d'eau potable, coupée déjà depuis plusieurs mois et sont obligés de remplir leurs cruches et leurs jerricans à l'unique source du village, venant du Shalout, dont les eaux sont au plus bas à la fin de la saison d'été. Cependant, des citernes d'eau seront acheminées sur place si la situation s'aggrave.

Les maronites du Chouf sont, en général, des partisans de l'ancien président Camille Chamoun, dont le fief traditionnel est Deir-El-Kamar. C'est pourquoi certains des réfugiés, particulièrement amers, n'hésitent pas à mettre en cause l'arrivée intempestive des Forces libanaises dans le Chouf, dans le sillage des Israéliens ; ils estiment que c'est cette intrusion qui a été le prélude au drame qu'ils vivent actuellement.

Une initiative malheureuse

Même au sein du parti phalangiste, des voix se font entendre pour affirmer que « l'aventure du Chouf », c'est-à-dire la tentative des Forces libanaises, contrôlées par les phalanges, de s'installer dans la montagne druze-maronite, a été une grave erreur provoquée par un accès inutile de « romantisme révolutionnaire » et une méconnaissance de l'équilibre réel des forces en présence. Fait rare, certains responsables phalangistes reconnaissent, au

Il y a dix ans... et depuis

GEORGES DUPOY

La chute d'Allende

Collection "Notre époque"

ROBERT LAFFONT

سكز من الاصل

AMÉRIQUES

ASIE

Nicaragua

Les guérilleros antisandinistes assurent bénéficier d'un soutien populaire dans les villes

Le Conseil de sécurité des Nations unies a entendu, le mardi 13 septembre, la plainte formelle par le Nicaragua contre les États-Unis, accusés d'aider les guérilleros antisandinistes dans leurs actions militaires. M. Victor Hugo Tinoco est intervenu après le débat sur le Honduras, dans lequel le Nicaragua n'est pas présent. Le délégué américain n'a pas réagi aux attaques du délégué nicaraguayen.

Cependant, le ministre de la défense, à Managua, a accusé, le 13 septembre, les États-Unis de multiplier les vols d'avions-espions au-dessus du territoire nicaraguayen. Des appareils RC-135, venus de la base de Howard, dans la zone du canal de Panama, auraient réalisé trente-trois vols d'espionnage radio-électrique en juillet et en août. En outre, durant la même période, toujours selon la même

source, ont été enregistrées cent violations de l'espace aérien national par des avions de diverses catégories venues soit du Costa-Rica, soit du Honduras.

Eufin, M. Tomas Borge, ministre de l'Intérieur du Nicaragua et principal figure de la révolution sandiniste, est arrivé à Paris le mardi 13 septembre. Le commandant doit rencontrer le premier ministre, M. Mauroy, ainsi que MM. Claude Cheysson et Gaston Deffière, ministres des affaires étrangères et de l'Intérieur.

Notre envoyé spécial en Amérique centrale fait le point sur la situation de la guérilla antisandiniste après des entretiens menés au Honduras avec les leaders de la Force démocratique nicaraguayenne, composée en partie d'anciens partisans de Somoza, renversé en 1979.

De notre envoyé spécial

La F.D.N. aurait actuellement huit mille hommes en armes, bien équipés, et disposerait de moyens logistiques nettement plus importants que lors des offensives de février et juin derniers. « Nos commandos opèrent maintenant assez profondément en territoire nicaraguayen, vers Matagalpa » (1). Des unités de la F.D.N. se seraient récemment infiltrées dans cette dernière ville et y auraient tenu « une réunion d'information » avec la population. « La nouveauté, disent les responsables, c'est que nous avons pu établir des relais sérieux et des caches dans les principales villes. Nous sommes beaucoup mieux renseignés et mieux armés. Matagalpa ne peut pas savoir à quel point nous avons progressé de ce point de vue ».

Une unité d'hommes-grenouilles aurait, la semaine dernière, saboté le tuyau de déchargement du pétrole brut dans le port de Puerto Sandino. « Normalement, la réparation devrait durer plusieurs semaines. Un pont et une usine électrique ont également été attaqués à 150 kilomètres au nord de la capitale ».

Les attaques aériennes sur Managua

La F.D.N. minimise, d'autre part, la portée des attaques lancées par des avions américains à Eden Pastora, le « commandant zéro », contre l'aéroport de Managua et autres objectifs. « Pastora, disent-ils, aime évidemment les coups spectaculaires pour attirer l'attention sur son mouvement. Mais au plan militaire, cette opération n'est pas significative. Les dégâts sont minimes ». Ils ne s'étonnent pas trop de la facilité apparente avec laquelle les deux petits appareils ont pu s'approcher, à l'aube de Managua. « Nous-mêmes, disent-ils, nous avons eu l'occasion de survoler le Nicaragua et de lâcher des dizaines de milliers de tracts sans aucun problème ».

Ils affirment encore ne pas être dupes du fait que « les Américains utilisent des avions à plusieurs options, de plusieurs jets au feu » et qu'ils spéculent sur « les rivalités entre les différentes organisations antisandinistes ». « Ils ne donnent rien pour rien. Ils veulent des résultats, et rapides ». A entendre les dirigeants de la F.D.N., la réunification n'est pas imminente, ainsi que la rumeur en avait couru : on parlait même du 15 septembre — la date de la fête de l'indépendance dans toute l'Amérique centrale. Ils estiment que les organisations militaires antisandinistes de Sandino et de Somoza veulent conserver leur autonomie, mais elles ne sont pas « très pré-

sentes sur le terrain en ce moment ». C'est de bonnes relations avec les dirigeants politiques de l'ARDE, l'Alliance révolutionnaire et démocratique, dont le siège est à San-José de Costa-Rica, les rapports continuent d'être très difficiles avec Eden Pastora lui-même. Certains mêmes, dans le comité directeur de la F.D.N. affirment que « Pastora est un homme dangereux, aux allures et au comportement de caudillo, qui pourrait demain être un nouveau dictateur ». Un paradoxe pour les chefs d'une organisation qualifiée de « somoziste », mais qui jurent, il est vrai, que « Somoza est mort et bien mort », et qu'il n'est pas question de revenir à un passé dont la chute du dictateur a sonné le glas.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Matagalpa est située à une centaine de kilomètres de la frontière hondurienne, en territoire nicaraguayen.

Etats-Unis

Candidat malheureux en 1972

M. MCGOVERN SE LANCE DANS LA COURSE A LA MAISON BLANCHE

Washington (A.F.P.). — L'ancien sénateur George McGovern, célèbre pour avoir subi en 1972, face à M. Nixon, une cuisante défaite, a confirmé, le mardi 13 septembre, qu'il se lançait à nouveau dans la course à la Maison Blanche. Cette décision, attendue depuis longtemps, ne devrait pas peser beaucoup sur la lutte pour l'investiture du parti démocrate que se disputent l'ancien vice-président Walter Mondale et le sénateur et ancien astronaute John Glenn. Le candidat malheureux de 1972, âgé maintenant de soixante et un ans, risque plutôt de sombrer dans le peloton nourri des prétendants démocrates.

En confirmant sa candidature, M. McGovern a repris la plupart des positions libérales qu'il avait vainement défendues en 1972, tant en politique étrangère que sur le plan économique et social. Il prône un accord sur le désarmement, la coexistence pacifique avec l'Union soviétique, la fin des interventions des grandes puissances à l'étranger, la cessation immédiate de la « guerre clandestine » contre le Nicaragua et le rétablissement de relations normales avec Cuba.

Tombé dans l'oubli après sa défaite aux élections sénatoriales de 1980, M. McGovern a cependant reconnu que ce qui lui était le plus pénible, dans sa retraite forcée, était de ne plus faire parler de lui et que le meilleur moyen d'y remédier était d'être à nouveau candidat.

Afghanistan

IMPORTANTES OPÉRATIONS DES FORCES SOVIÉTO-AFGHANES AU NORD DE KABOUL

Des combats entre forces soviéto-afghanes et maquisards ont entraîné la mort d'au moins soixante-quinze combattants, a-t-on appris, mardi 13 septembre, de source diplomatique occidentale. Les forces soviéto-afghanes ont lancé, fin août et début septembre, d'importantes opérations dans la région de Shomali, de Kaboul à la chaîne de l'Hindou-Kouch, à une centaine de kilomètres au nord de la capitale. Elles se sont heurtées, affirme-t-on de même source, à la ferme résistance des maquisards près du passage de Salang, sur la liaison entre Kaboul et la frontière soviétique.

D'autre part, le régime afghan tente actuellement d'armer les membres de tribus de la province de Pakiz mais obtient des résultats « décevants », indique-t-on de même source occidentale. Ces revers seraient la conséquence de la tension entre les deux factions du parti démocratique et populaire afghan (P.C.).

A Hérat, à l'ouest de l'Afghanistan, les maquisards ont tué sept membres de l'équipage d'un char soviétique auquel ils avaient tendu une embuscade. Une autre source occidentale précise que les forces gouvernementales et soviétiques ne contrôlent que la partie orientale de Hérat. La résistance, pour sa part, affirme qu'elle poursuit le siège des villes de Jalal, Khost et Urgun. Selon l'agence officielle pakistanaise A.P.P., elle aurait complètement détruit, dimanche 11 septembre, une unité afghane près de Khost. — (A.F.P.-U.P.I.-Reuter.)

Chine

Dans le cadre de la campagne contre la criminalité

VAGUE D'EXÉCUTIONS CAPITALES À PÉKIN

Des dizaines d'exécutions capitales ont eu lieu à Pékin et en province au cours des derniers jours, dans le cadre de la campagne lancée en août par les autorités contre la criminalité croissante.

C'est ce qui ressort de témoignages de voyageurs et d'informations publiées dans la presse locale. Ainsi seize personnes ont été exécutées, essentiellement pour vols et viols, à Hangzhou, à Fuzhou et dans un district du centre du pays. Des avis d'exécution ont été placardés dans la gare de la station balnéaire de Beidaihe, proche de Pékin.

Quarante-huit criminels auraient récemment été passés par les armes dans deux villes du nord du pays, Tianjin (Tientsin) et Qinghuangdan. Des voyageurs ont vu passer dans les rues de Harbin, de Dalian ou de Guilin des camions transportant des condamnés à mort, la tête rasée et portant des pancartes sur lesquelles étaient inscrites leurs condamnations.

Une cinquantaine de criminels ont été exécutés récemment à Pékin, tandis que les arrestations non seulement de meurtriers mais aussi de voleurs, de violateurs de délinquants juvéniles, d'évadés de camps de rééducation se comptent par dizaines de milliers. — (A.F.P.)

VOICI LA RÉIMPRESSION FIDÈLE DE LA PRÉCIEUSE ÉDITION EN GOTHIQUE DE L'ÉTRANGE

Romman de la Rose

Cette œuvre mystérieuse et grandiose, présente sur le plan symbolique de curieuses correspondances avec ces « livres de pierres » que sont les cathédrales d'autant. Peu connu en profondeur, hormis des gens de haute culture, ce chef-d'œuvre n'a rien perdu de son charme envoûtant. C'est la clé d'or pour comprendre le Moyen Âge et la Renaissance dont cet ouvrage développe les thèmes secrets sous les dehors d'un passionnant roman d'amour et d'aventures chevaleresques. Presque introuvable, souvent en fragments épars ou dénaturé par les transcriptions et les mises en page modernes, j'ai voulu le restituer intégralement dans sa chair et dans son habit gothique de l'époque. Voici donc intact le plus grand texte de notre littérature du XIII^e siècle reproduit exactement d'après un exemplaire rarissime de 1538 gardien de la tradition. Les érudits, les curieux d'hermétisme et surtout les amoureux de littérature authentique comprendront l'intérêt de disposer du texte in-extenso restitué dans sa disposition originelle sur une colonne.

Ses 840 pages grand in-octavo (14 x 21 cm) sont serties dans une magnifique reliure XV^e siècle, travaillée avec art en plein cuir de mouton tanné au naturel. Voir ci-joint la Charte Jean de Bonnot pour les autres raffinements de cette édition.



Le Roman de la Rose

imprimé en 1538 par Jehan Longis avec 50 merveilleux bois gravés par un artiste anonyme du XV^e siècle

CADEAU

En envoyant votre Bulletin dans la semaine, vous recevrez en remerciement une gravure sur bois originale représentant un paysage. Cette estampe 14 x 21 cm est une pièce de collection numérotée et signée par l'artiste. Elle restera votre propriété quelle que soit votre décision.

GARANTIE PERMANENTE DE RACHAT

Cet ouvrage édité sous ma signature a bénéficié de toutes mes attentions (peausserie : reliure plein cuir de mouton façonnée d'une seule pièce; plis et dos ornés de fers originaux exclusifs frappés à froid et à chaud; titres et tranche de tête dorés à la feuille d'or enroulé à 22 carats; papier vergé bibliophile de bonne main fabriqué à la forme ronde et filigrané à nos armes dans la masse; somptuosité et charme de la composition manuelle ancienne fidèlement reproduite; finition raffinée : dos galbé, mors marqués, gardes de style, signet et tranche-fiches tressés, cahiers cousus au fil robuste, etc.).

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les belles livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

JEAN DE BONNOT
Livres de Collection

A TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

• M. CHRISTIAN NUCCI, ministre délégué à la coopération et au développement est arrivé mardi 13 septembre, à Ouagadougou pour une visite de quarante-huit heures au cours de laquelle il doit notamment s'entretenir avec le capitaine Thomas Sankara, nouveau chef de l'Etat voltaïque. C'est la première visite à Ouagadougou d'un membre du gouvernement français depuis le renversement le 4 août dernier du médecin-commandant Jean-Baptiste Ouédraogo par le capitaine Sankara. — (Reuter.)

Madagascar

• LE PROCÈS DE QUATRE OFFICIERS accusés de complot contre la sécurité de l'Etat s'ouvrira le 20 septembre, a-t-on appris mardi 13 septembre à Tananarive. Il s'agit du commandant Richard Andri Am Abotison, ancien ministre de l'Information, des capitaines Jean-Astier Rakoto Abel et Marson Rakotomi-

ASTUCIEUSE

la formule du DEPOT VENTE DE PARIS 81, rue de Lagry (20^e) tel. 372.13.91, qui permet à toute personne, sans risque et sans frais, de vendre très facilement et à juste prix aussi bien ses réfrigérateurs, lampes, matelas et livres de poche que son amour nationale ou ses bibelots de valeur.

Vietnam

• LES AUTORITÉS ONT REÇU, mardi 13 septembre, la création d'une commission d'enquête sur les exactions commises, selon de nombreux témoignages, par l'armée contre la population civile du Matabeland (sud-ouest du pays), a annoncé le ministre d'Etat à la sécurité, M. Sydney Sekeramayi. Selon le ministre, quatre membres composent la commission aut ée nommée le 28 juin dernier: M. Simplicius Chihambake, un avocat d'Harare, qui en sera le président, le général de division Mike Shino et les avocats John Ngara et Peter Machaya. — (A.F.P.)

Zimbabwe

• LE GOUVERNEMENT a annoncé, mardi 13 septembre, la création d'une commission d'enquête sur les exactions commises, selon de nombreux témoignages, par l'armée contre la population civile du Matabeland (sud-ouest du pays), a annoncé le ministre d'Etat à la sécurité, M. Sydney Sekeramayi. Selon le ministre, quatre membres composent la commission aut ée nommée le 28 juin dernier: M. Simplicius Chihambake, un avocat d'Harare, qui en sera le président, le général de division Mike Shino et les avocats John Ngara et Peter Machaya. — (A.F.P.)

BULLETIN de RÉSERVATION

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Fbg. St-Honoré, 75392 Paris
Cedex 08

Veuillez m'envoyer, pour un prêt gratuit de dix jours, le volume du « Roman de la Rose » auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 225 F (+ 17,60 F de frais de port).

NOM
PRÉNOM
ADRESSE COMPLÈTE
CODE POSTAL
VILLE
SIGNATURE

Vente exclusive chez Jean de Bonnot
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

LOIRE : MM. Neuwirth et Durafour réconciliés

Mille six cent cinquante grands électeurs désigneront au scrutin majoritaire les quatre sénateurs de la Loire, dimanche 25 septembre. En termes politiques, le résultat ne paraît pas faire de doute : la Loire enverra à la Haute Assemblée quatre sénateurs de l'opposition nationale. Depuis la Libération, la droite ou les modérés sans étiquette ont toujours dominé ce scrutin.

L'intérêt se concentre donc sur les ambitions de neuf candidats de droite, dont un seul sortant, M. Claude Mont (U.D.F.-C.D.S.). Les trois autres sénateurs du département : MM. Paul Pillet (C.D.S.), ancien maire de

Roanne ; Louis Martin, maire de Sury-le-Comtal ; et François Dubanchet (C.D.S.), maire de Saint-Etienne, ne se représentent pas.

Une « grande liste » a été établie par les états-majors U.D.F. et R.P.R. M. Claude Mont, maire de Noiretable, qui conduisent les anciens frères ennemis, MM. Lucien Neuwirth (R.P.R.) et Michel Durafour (U.D.F.-rad.), y font cause commune. Leurs vifs affrontements antérieurs, notamment lors des élections municipales de 1965 à Saint-Etienne, où le second avait battu le premier à l'issue d'une « triangu-

laire » très disputée, ont été dépassés. Un « Roannais », M. Louis Mercier, maire de Coutourve, complète la liste. Une doublette (MM. Guy Poirieux, maire U.D.F.-P.R. de Montrison, et Claude Metton, maire U.D.F. de Neuville) ainsi que trois candidats « individuels » membres du groupe des « républicains majoritaires » du conseil général (MM. Vital Merlet, deuxième adjoint au maire de Saint-Etienne, Paul Guillaud, maire de Charlieu, et Jean Alligier, maire de Saint-Just-Saint-Rambert) troubleront la compétition.

De notre correspondant régional

Les quatre candidats de la liste de l'opposition nationale ne sont pas tous assurés d'une élection... de sénateur !

Le favori, d'abord, M. Lucien Neuwirth est donné gagnant, peut-être même dès le premier tour. L'ancien député R.P.R., balaïé en 1981 par la vague-rose, devrait faire son retour dans le monde parlementaire. Il a beaucoup d'influence. Sa personnalité chaleureuse, sa réputation justifiée de travailleur et sa position de président du conseil général de la Loire. Depuis 1979, date à laquelle il a succédé au président Antoine Pinay, M. Neuwirth, a manifestement su entretenir le contact avec les maires du département.

A l'élection sage, propos sages. M. Neuwirth, qui refuse « de partir avec son drapeau dans la poche », ne met cependant pas particulièrement en exergue son étiquette R.P.R. parce que « tout le monde la connaît ». Il insiste sur son œuvre décentralisatrice : « Dans la Loire, nous avons fait quelque chose d'original en transformant les deux sous-préfectures de Roanne et de Montrison en véritables préfectures d'arrondissement. Les maires du Roannais, par exemple, sont ravis, et dans dix-huit mois ils auront même l'information à leur service. » D'ailleurs, poursuit M. Neuwirth, le président de la République a été très intéressé par cette expérience. Le message est simple. En substance : je suis entre autres l'interlocuteur de M. François Mitterrand. Les maires, y compris ceux de gauche, le Roannais est le chef du secrétariat d'Etat chargé de l'énergie, M. Jean Auroux, m'apprecient. Et, au Sénat, je me battra pour la décentralisation : « Je veux, précisez-le, que la machine marche. »

M. Neuwirth explique sa toute nouvelle entente avec son éternel rival modéré, M. Michel Durafour, par la « leçon » des élections municipales de Saint-Etienne en mars dernier, où la droite réunie a repris la ville.

Le quitte ou double de M. Durafour

Pour M. Michel Durafour, le scrutin du 25 septembre est un quitte ou double. Elu, il se remettrait en selle après une série de revers électoraux. Battu, il devrait renoncer à la vie politique, pour se consacrer à l'enseignement supérieur et à la recherche avec des étudiants de l'université Lyon-II. M. Durafour, l'ancien maire de Saint-Etienne, semble serein.

Le péché d'impatience de M. Poirieux

Parmi les autres candidats de l'opposition, un homme semble dominer : M. Guy Poirieux, maire de Montrison. Il fait équipe avec un Roannais agriculteur, M. Claude Metton (U.D.F.), alors que lui-même, ancien responsable départe-

mental de cette formation, s'est mis « au congé de parti » après avoir rejoint l'U.D.F. en août 1981, parce qu'« on était venu me chercher en pleine débâcle », assure-t-il. Bon orateur, les interventions de M. Poirieux au conseil général, dont il est un des vice-présidents, sont appréciées. De plus, il détient le poste stratégique de responsable des finances au sein de l'assemblée départementale.

La gauche, pour sa part, ne nourrit pas d'illusions. M. Jean-Claude Frécon, maire de Pouilly-les-Fleurs, chef de file des quatre candidats socialistes, mène une campagne d'« explications » et tente de « rectifier beaucoup de fausses informations répandues, notamment par le sénateur sortant, Claude Mont ».

Il se bat pour rassurer les maires sur les nouveaux taux de la dotation globale d'équipement (D.G.E.) ou sur... la part de l'indemnité de loge-

ment des instituteurs qui revient à l'Etat. Autre argument de M. Frécon : « La démocratie gagnerait beaucoup si tous les sénateurs du département n'étaient pas de la même tendance. »

M. Paul Desroches, maire de Mably, un candidat du P.C.F., profite de cette campagne pour « faire connaître les options de son parti », notamment sur la décentralisation, et insiste sur la nécessité d'un contact « le plus étroit possible avec les grands électeurs ».

La solidarité roannaise, nourrie par un particularisme aigu, ne permettra vraisemblablement pas à la gauche de remonter son handicap théorique. Elle ne peut que compter sur le vote « politique » de 330 grands électeurs socialistes et 220 communistes, un total très éloigné de la barre majoritaire des 803 suffrages.

CLAUDE RÉGENT.

Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAINS COURS INTENSIFS le 19 septembre 1983



INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



POUR LE 8^e CENTENAIRE DE NOTRE-DAME

«Une cathédrale ce sont deux mains qui s'unissent en prière» (Rodin)



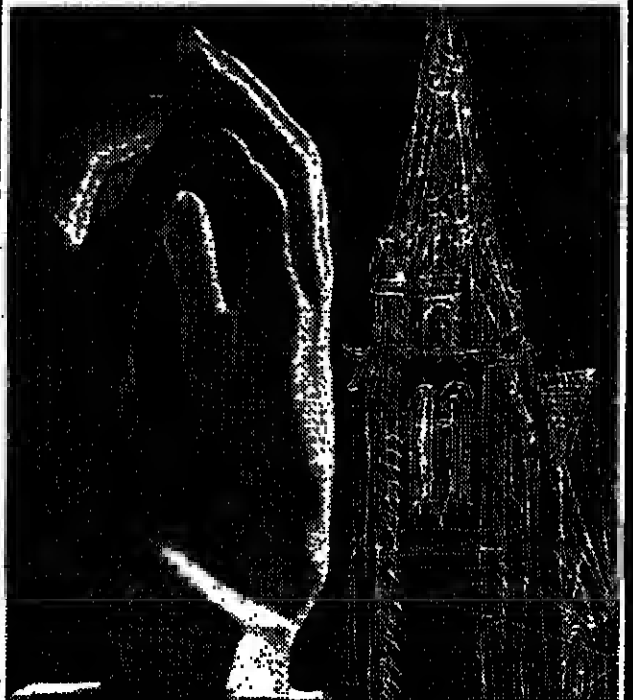
Auguste Rodin, génie de la sculpture, a écrit ce seul livre : Les Cathédrales de France.

19 Mai 1182 :

Tout Paris est en liesse. On consacre la cathédrale de Notre-Dame pour laquelle ont travaillé les plus grands architectes de l'époque et des milliers de compagnons : tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, vitriers, charpentiers. Son architecture nouvelle bouleverse les idées reçues, mais les fidèles ressentent profondément l'impression d'envolée vers le ciel traduite par la hauteur des voûtes et le jeu de lumière de la nef. L'art gothique s'est trouvé son épanouissement.

Pour fêter cet événement, Jean de Bonnot imprime le seul livre d'Auguste Rodin, génie de la sculpture : « Les Cathédrales de France ».

C'est plus qu'un livre, c'est son testament spirituel.



Jean de Bonnot publie en édition d'art les **Cathédrales de France d'Auguste Rodin**. C'est le seul livre écrit par ce génie de la sculpture. C'est aussi son testament spirituel.

Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

«Je lègue aux Français leur plus grand trésor artistique : Les Cathédrales de France» (Rodin)

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fil et à mesure des demandes, la date de la poste faisant loi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Dès aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin, sans aucun engagement de votre part. Les 1500 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce grand livre d'art : prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclame une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la « forme ronde », inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entrelacent naturellement et forment un papier solide et souple. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle voire un

filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantissant sa qualité.

Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : nancier, massicot, lers à dorel gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

Description de l'ouvrage.

1 vol grand in-quarto (21 x 27 cm) 670 pages environ 138 dessins de Rodin. Papier chiflon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos à l'or fin 22 carats, plats repoussés à l'or et à l'ivoire. Tranchettes et signet tressés assortis. La reliure de ce livre a reçu le prix Aspra de Rome 1982, pour la plus belle reliure artistique de l'année. En effet, l'artiste Ingo Avolta a réussi à exprimer merveilleusement le symbolisme profond de la cathédrale.

Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire.

Nos décors sont gravés à la main 163 cm de hauteur d'œuvre, tirés 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'âme une éclatante satisfaction inéprouvée. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'œuvre véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à l'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage.

Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours « Les Cathédrales de France » d'Auguste Rodin, en un seul volume 21 x 27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

J'attendrai le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 345 F (+22,80 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.



POLITIQUE

La préparation des élections sénatoriales

YRÉNÉES-ATLANTIQUES : la gauche s'amuse des divisions de l'opposition

De notre envoyé spécial

Pau. — Dix candidats de l'opposition briguent les trois sièges de sénateurs des Pyrénées-Atlantiques, sous les yeux amnésiques de M. André Barrière, ministre délégué aux relations avec le Parlement et maire socialiste de Pau. Sur le papier, la gauche, effectivement, n'est pas dans la course. Elle ne peut guère compter que sur un peu plus de six cents des cinquante-cinq grands électeurs. Profitant de cette confortable avance, la droite règle de vieux comptes. Et il y a eu manœuvres dans ce pays de basses montagnes où, depuis toujours, chaque vallée étend farouchement ses particularismes.

Les Basques comme les Béarnais l'aiment pas beaucoup ceux qui osent trop ouvertement en leaders. Depuis la libération, nul n'a pu se vanter du patron des Pyrénées-Atlantiques.

Les blessures reçues dans les incantations batailles ne sont pas toutes cicatrisées. Il convient d'y ajouter la puissance des attaches locales. Ici on est du Pays basque ou du Béarn avant d'être des Pyrénées-Atlantiques. Dans de telles conditions, l'union était un objectif trop ambitieux, d'autant que la disparition ou le retrait de tous les représentants légitimes laissait la porte grande ouverte aux ambitions.

Des trois sénateurs élus il y a neuf ans, deux sont morts. Michel Labeguerie (C.D.S.) est décédé il y a trois ans et si son suppléant, M. Jacques Moutet (rad.-U.D.F.), se représente, il n'a pas encore acquis le prestige d'un vrai sortant. Pierre Sallénave (R.I.) est décédé le 31 mai dernier, après son suppléant. Le troisième, M. Guy Petit (R.I.), a estimé que son âge (soixante-dix-huit ans) ne lui permettait pas de briguer un nouveau mandat. L'U.D.F., qui détenait les trois sièges, était prête à en céder un au R.P.R. Mais celui-ci estime que son implantation, renforcée aux dernières municipales, lui permet d'être plus gourd.

L'accord n'a pu se faire, chacun ayant décidé de présenter sa liste. L'U.D.F. a inscrit sur la sienne MM. Jacques Moutet, Didier Borotra (C.D.S.), conseiller général et premier adjoint au maire de Biarritz, et Henri Grenet (U.D.F.), conseiller général, maire de Bayonne, qui fut député de 1962 à 1967.

Le R.P.R. a choisi naturellement pour conduire sa liste le président du conseil général, M. Franz Duboscq. Contesté par ses pairs de l'assemblée départementale, il a su habillement user des nouvelles prérogatives de l'exécutif départemental pour se mettre en valeur auprès des maires, mais il a refusé de soutenir M. Maurice Plantier qui fut pourtant député gauliste de la deuxième circonscription, de 1968 à 1978, date de son entrée comme secrétaire d'Etat aux anciens combattants, dans le gouvernement de M. Barre. On ne lui pardonne pas d'avoir appelé à voter, en 1981, pour M. Giscard d'Estaing. Les responsables locaux du R.P.R. expliquent qu'il leur faut des élus disciplinés, que soient les circonstances. M. Plantier est donc candidat indépendant et mène une campagne acharnée contre le second de la liste du R.P.R., M. Auguste

Cazalé, qui était suppléant de M. Plantier lorsque celui-ci siégeait à l'Assemblée nationale.

Cette querelle de grands partis a incité quelques indépendants à jouer leur propre carte. C'est le cas de M. Jean Récapet, conseiller général de Sauveterre-de-Béarn, qui bénéficie du soutien des instances nationales du CNIP et qui reproche à M. Duboscq la manière personnelle dont il dirige le conseil général. C'est aussi celui de M. André Lubetrag, conseiller général indépendant d'Ustaritz. Il estime que le Pays basque intérieur est mal représenté, bien que M. Duboscq soit conseiller général de Saint-Palais. Enfin, M. Gérard Gaston pense que l'honneur de porter le drapeau du radicalisme lui revenait, à lui, et non à M. Moutet.

Pendant que les candidats indépendants et U.D.F. mènent des campagnes individuelles en ordre dispersé, ceux du R.P.R. conduisent une action de parti fermement appuyée sur un réseau de militants. Pour les amis de M. Chirac, ces élections sénatoriales ne peuvent plus être une simple affaire de notables. Solidement structuré, le R.P.R. entend profiter de cet avantage et ses adhérents sont fortement invités à glisser dans l'urne le ticket complet de leur formation. Les notables acceptent-ils cette entorse aux plus solides traditions ?

Amusé, la gauche regarde cette division de la majorité départementale. Le P.C., dont le seul conseiller général, M. Jean Abbade, conduit la liste, n'a aucune chance. Théoriquement, le P.S. non plus. En désignant comme chef de file M. Raymond Delorme, conseiller général et maire d'une commune de la banlieue paillaise, il n'a pas choisi, semble-t-il, un candidat capable de mordre sur l'électorat modéré. Alors que le premier adjoint de M. Labarère, à la mairie de Pau, le pouvait, de l'avis de tout le monde. Mais... Un changement de candidat est toujours possible entre les deux tours. Certes, les dix postulants de droite ont tous pris l'engagement de se retirer en faveur des trois d'entre eux arrivés en tête au premier tour. Mais si l'équipe ainsi désignée n'était pas représentative de la diversité géographique et politique du département ? Si Basques ou Béarnais s'estimaient mal représentés ? Un socialiste ne pourrait-il pas en profiter, d'autant que des voix de gauche judicieusement distribuées peuvent perturber le jeu de la droite ?

THIERRY BRENIER.

MAYENNE : la succession de M. Raoul Vadepied (C.D.S.)

De notre correspondant

Laval. — Dans la Mayenne, les élections sénatoriales demeurent l'affaire de la droite et du centre droit. Avec l'espoir d'obtenir tout au plus un tiers des voix, la majorité ne gaspille pas son militantisme à faire campagne (1). Du côté de l'opposition, la réélection de M. René Bailayer, sénateur sortant (U.C.D.F.) et président du conseil général, semble ne faire aucun doute.

Mais, au grand désespoir des notables locaux, deux hommes prétendent à la succession de M. Raoul Vadepied (C.D.S.), qui ne sollicite pas le renouvellement de son mandat : MM. Henri de Gastines, député (R.P.R.), maire de Craon, et Jean Arthuis, maire U.D.F.-C.D.S. de Château-Gontier. Tous les deux sont vice-présidents du conseil général.

On a tenté, « en famille », d'éviter cette concurrence, mais en vain. M. Arthuis a refusé le marché proposé : laisser M. de Gastines être le seul prétendant de l'opposition le 25 septembre et être, en cas de victoire de celui-ci, l'unique candidat de l'opposition à l'élection législative partielle qui suivrait.

Hormis M. Raoul Vadepied, qui a publiquement désigné M. Jean Arthuis comme son dauphin, personne ne soutient ouvertement personne. Le 25 septembre ne donnera pas lieu à un affrontement R.P.R.-U.D.F., mais à un duel d'hommes de terrain. A fleur de mouchettes.

Mercredi après-midi 7 septembre, M. Henri de Gastines fait campagne à la mairie de Fougères-sur-Ouche, chef-lieu de canton à la frontière de la Manche, à 100 lieues de sa circonscription. Au terme de la réunion, le député est invité à « trinquer » avec les grands électeurs par le maire du lieu, M. Roger Lestias, député (U.D.F.) de la 3^e circonscription. On fait vite toutefois, car les deux députés sont attendus dans les autres mairies du canton. A la voir décoller en trombe à bord de la même voiture, on jurerait qu'il s'agit d'un U.D.F. roulé pour le R.P.R.

« J'ai fait exactement la même chose pour M. Jean Arthuis la semaine dernière », précise M. Lestias. Agriculteur, sur ses terres et loin de Paris, il sourit quand on évoque la discipline électorale : « Entre ce qui se dit dans la capitale et ce qui se passe ici... » Et il n'a rien à cacher : « Je ne me mouille pas. Je ne prends pas part. C'est une affaire d'hommes. Que le meilleur gagne ! ». M. Lestias n'est pas le seul à observer cette neutralité. M. François d'Aubert, député U.D.F. de la première circonscription, s'est gardé jusqu'à ce jour d'apporter clairement son soutien à M. Arthuis. Celui-ci fait remarquer : « A part celui de M. Raoul Vadepied, je ne demande et n'attends aucun parrainage ».

« Ce n'est pas une candidature de parti », précise pour sa part M. de Gastines. Faute d'union, l'opposition fait au moins preuve d'unanimité sur ce point. Le député R.P.R. ajoute : « Depuis six ans, ce n'était un secret pour personne. J'ai simplement attendu que les municipales soient passées. C'est logique et six mois de campagne ça suffit ».

A cinquante-quatre ans, M. de Gastines est élu dans ce département « depuis trente ans », mais quinze en qualité de député. « Mais c'est comme en sport, dit-il, il y a un âge pour en pratiquer certains, et un autre pour devenir entraîneur et faire profiter les autres de son expérience ». Une façon de laisser le mandat de député à quelqu'un de plus jeune. Quelqu'un qui aurait le profil de M. Jean Arthuis par exemple ? « Absolument », M. de Gastines ne veut surtout pas mettre de l'huile sur le feu. Il se contente d'exprimer son étonnement devant le refus du maire de Château-Gontier de prendre le relais. « La députation ne l'intéresse pas. Je suis surpris, d'autant plus qu'en 1973 il a été candidat contre moi ».

M. Arthuis, « un homme qui monte »

Malicieusement M. Jean Arthuis renvoie la balle : « Le Sénat, j'y pense depuis cinq ans. J'ai considéré que dans la circonscription la fonction de député était durablement assurée par M. Henri de Gastines. Battu largement en 1973 (23 % des voix) le jeune maire de Château-Gontier en a très vite tiré cet enseignement : « M. de Gastines avait la confiance de son électeur, donc pas question d'entrer en concurrence avec lui sur ce terrain ». Il ajoute : « C'est un bon député et je souhaite le garder comme tel. Si aujourd'hui nous nous retrouvons en concurrence, ce n'est pas de mon fait ».

A trente-huit ans, le maire de la troisième ville de la Mayenne se permet donc le luxe de refuser un siège à l'Assemblée nationale pourtant offert sur un plateau. Rapporteur du budget départemental, reconnu comme excellent gestionnaire même par ses adversaires, M. Jean Arthuis figure au catalogue local des « hommes qui montent ».

Le maire de Château-Gontier trouve deux bonnes raisons à sa candidature. D'une part, il ne se présente pas comme un « dauphin » de la dernière heure du sénateur sortant : « Il y a cinq ans, il m'a invité à réfléchir à sa succession. D'autre

Les convents maçonniques : continuité d'abord

Les convents annuels du Grand-Orient de France (G.O.F.) et de la Grande Loge de France (G.L.D.F.), qui s'étaient réunis au cours du week-end des 9, 10 et 11 septembre à Paris, ont confirmé la volonté de continuité qui prévaut à l'égard des deux principales obédiences françaises de la franc-maçonnerie (1).

An Grand-Orient de France, cette continuité se caractérise par un statu quo général. Le grand maître en exercice, M. Paul Gourdot, a obtenu sans opposition un troisième mandat. Vingt-huit des trente-trois membres du conseil de l'ordre — instance exécutive — lui ont accordé leurs suffrages. Il y a eu cinq bulletins blancs. M. Gourdot conservera donc sa charge pendant un an encore et sous son autorité le Grand Orient demeurera à la fois « vigilant » et « critique » dans tous les domaines, y compris à l'égard du pouvoir politique.

Au cours des travaux du convent, quelques délégués se sont interrogés sur l'opportunité de certaines des initiatives prises par le grand maître ces derniers mois, regroupant notamment à M. Gourdot d'avoir mis une certaine vivacité d'abord dans sa lettre du 22 décembre 1982 à M. François Mitterrand (lettre dans laquelle le grand maître du G.O.F. insistait surtout sur la nécessité d'arrêter rapidement « les mesures destinées à la construction d'un grand service unifié et latique d'éducation » et d'envisager une réforme constitutionnelle pour « construire une République fondée sur la démocratie renouvelée », ensuite dans ses déclarations du 12 avril dernier dénonçant les « attermolements » du gouvernement dans l'affirmation de la laïcité (le Monde du 19 avril). Mais ces critiques, peu nombreuses au demeurant, visaient plus la forme que le fond.

Il n'en est résulté aucun contentieux, et M. Gourdot soulignait, lundi matin 12 septembre, devant la presse, que les options du G.O.F. sur le thème de la laïcité avaient été

entérinées à l'unanimité du convent. Les délégués ont même incité leur grand maître à continuer de faire pression sur les pouvoirs publics en ce domaine. M. Gourdot a ainsi exprimé à nouveau son regret de constater des « lenteurs » dans les réformes engagées par la gauche, sur lesquelles il porte un jugement globalement positif.

« Le combat obscur que mènent actuellement les tenants de la vérité confessionnelle contre l'Etat doit se terminer par des décisions claires », a souligné le grand maître du G.O.F. La laïcité de l'Etat est contenue dans la Constitution de la République, et il ne peut y avoir de dualité dans l'enseignement de la République. Si l'enseignement privé veut être inclus dans l'enseignement financé par l'Etat, il ne peut conserver l'aspect ségrégatif qui est son caractère propre. Regretions qu'un aussi large débat, important et coéquant, qui engage l'avenir du pays, se déroule en sourdine et non devant la nation tout entière ».

En revanche, M. Gourdot parlant implicitement de l'attitude du président de la République à l'égard du pape lors de la visite de Jean-Paul II à Lourdes, à la mi-août, a noté que « les autorités civiles avaient renoncé sur certains sens de la relation des rapports avec les Eglises », contrastant avec les attitudes précédentes ».

Les loges du G.O.F. ont été invitées à travailler, durant l'année à venir, sur les thèmes de la laïcité, de l'immigration, du pacifisme et de la faim dans le monde.

Affaire de style

A la Grande Loge de France, le remplacement de M. Georges Marcon, parvenu au terme de son mandat, par M. Henri Tort-Nougues ne devrait provoquer aucun infléchissement. Dans sa première déclaration publique, lundi après-midi, le nouveau grand maître a exprimé son « volonté de respecter » scrupuleusement la tradition « de la franc-maçonnerie française, qui accorde, elle, une primauté absolue au spirituel sur le temporel ». « Nous nous soumettons au pouvoir légitime de la République », a-t-il répondu à une question sur les relations de la G.L.D.F. avec le pouvoir politique. Rendant compte des travaux du convent, M. Tort-Nougues a insisté sur le triple objectif de son obédience : « bûche d'homme, bûche d'homme, bûche d'homme », tâche d'autant plus urgente que « nous assistons, avec une sorte d'effroi, dit-il, à la désintégration de la société et de l'homme dans son être biologique, social, intellectuel et culturel ». M. Tort-Nougues a été élu en recueillant les deux tiers des suffrages des « députés » (délégués des loges) constituant le conseil fédéral de la G.L.D.F.

Il y avait un autre candidat, M. Michel de Just, ancien grand maître, mais entre les deux postulants, tous deux professeurs de philosophie, la différence était surtout affaire de style. M. Tort-Nougues a bénéficié, semble-t-il, d'une meilleure image personnelle grâce à une conception peut-être plus collégiale de l'exercice de la charge suprême.

ALAIN ROLLAT.

(1) Le Grand-Orient de France annonce 30 000 membres, dont 27 700 cotisants actifs répartis entre 600 loges en métropole, outre-mer et à l'étranger. La Grande Loge de France, avec 15 200 membres et 158 loges, est la deuxième obédience française par les effectifs.

INFORMATIQUE La raison

Métier d'avenir, intégré aux réalités actuelles où la position du demandeur d'emploi est souvent confortable. Rémunération élevée, des offres d'emploi très nombreuses, mais quel sera l'impact de l'évolution des techniques sur la nature des besoins des entreprises ?

Voir page 25

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e années) Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement) CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris Tél. 874.85.94 Documentation M sur demande

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA SAN FRANCISCO

Master of Business Administration

spécialisé en Management International en 14 mois à compter du 6 septembre 1983

ou

American Management Studies

Finance, Marketing, Information Systems, Economics, International Business. Visites d'entreprises et de sites culturels Niveau requis : 2^e cycle universitaire programmes spécifiques de 8 semaines pour l'obtention du

Diploma of Graduate Studies in Management

Sessions 1983 du 6 septembre au 28 octobre ou du 31 octobre au 23 décembre. Clôture des inscriptions au 31 juillet 1983 ou sans préavis en fonction des places disponibles. En cours d'homologation

European University of America, 650 Pine St. San Francisco, CA. 94108 USA Renseignements et inscriptions : Centre d'Information Pour l'Europe 32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

Le Monde

SELECTION HERMIN

Votre BMW en prend soin

SECURITY-FILM

BLIND VOS VITRE

POLITIQUE DÉFENSE

APRÈS LA VICTOIRE DE L'OPPOSITION A DREUX

Le débat sur les immigrés est possible à condition de refuser « le racisme et ses profits politiques » estime M. Gallo

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a répondu mardi 13 septembre au cours de son point de presse à la demande formulée la veille par M. Jacques Chirac, maire de Paris, de création par le gouvernement de groupes de travail sur le problème de l'immigration avec « les représentants de toutes les familles politiques et des maires ». Après avoir observé que « le gouvernement n'a de leçon à recevoir de personne » en ce qui concerne les immigrés, le porte-parole du gouvernement a affirmé qu'il n'est pas question de « susciter des rencontres » afin d'examiner « ce problème de société qui concerne tous les Français quelle que soit leur appartenance politique ».

Cependant, a souligné M. Max Gallo, il existe « une préalable, une condition » à ces rencontres : « Cette confrontation doit partir de la réalité : plus de 70 % des immigrés sont en France depuis plus de dix ans et l'on ne peut donc résoudre ce problème en invoquant des formules simplistes et démagogiques utilisées en campagne électorale. »

« Parler ensemble, a-t-il ajouté, le gouvernement est prêt dès lors que l'on refuse vraiment d'accepter le racisme et ses profits politiques et

**A l'extrême droite
LES DIRIGEANTS DU P.F.N.
FAVORABLES À UNE ALLIANCE
AVEC LE FRONT NATIONAL**

Il se confirme qu'un rapprochement pourrait intervenir prochainement entre les deux principales formations d'extrême droite, le Front national, que préside M. Jean-Marie Le Pen, et le Parti des forces nouvelles, dont la direction collégiale est animée par M. Roger Girard, secrétaire général.

Le bureau politique du P.F.N. estime que « ce serait une erreur de sa part, ainsi que de la part du Front national, d'entretenir les querelles du passé » entre les deux partis, nous a indiqué, mardi 13 septembre, M. Roland Hélie, membre de ce bureau. Les dirigeants du P.F.N. se déclarent favorables à une alliance avec le parti de M. Le Pen lors des prochaines élections européennes. Ils ont déjà eu des contacts en ce sens, depuis plusieurs semaines, avec les représentants du Front national, notamment avec le secrétaire général de cette formation, M. Jean-Pierre Surbois, qui vient d'être élu conseiller municipal à Dreux.

Ce changement de stratégie sera débattu début octobre par le conseil national du P.F.N. La dernière tentative d'alliance entre les deux formations remonte aux élections européennes de 1979. Elle s'était soldée, à l'époque, par un échec.

Dans l'immédiat, le P.F.N. a décidé de lancer sa propre campagne pour une limitation de l'immigration en organisant, le 29 septembre à 20 h, 30, à Marseille, un meeting sur le thème : « Trop d'immigrés, c'est trop ! ».

« L'organisation de la troisième fête des bleu-blanc-rouge, qui doit avoir lieu les samedi 17 et dimanche 18 septembre au parc de Saint-Vrain, à l'initiative du Front national, suscite de vives protestations de la part des élus et des dirigeants de gauche du département de l'Essonne. Le maire des Ulis, M. Paul Lorient (P.S.), notamment, a écrit au commissaire de la République pour affirmer que « toutes les forces de progrès attachées à la démocratie et aux institutions républicaines ne sauraient accepter que le département de l'Essonne devienne une terre d'élection des forces fascistes ». Pour lui, demander de « prendre les mesures qui s'imposent, allant jusqu'à l'interdiction de cette manifestation ».

M. Jean-Michel Baylet, député du Tarn-et-Garonne (app. P.S.), président par intérim du Mouvement des radicaux de gauche, a annoncé qu'il briguera la présidence du M.R.G. lors du congrès de ce parti, les 1^{er} et 2 octobre à Paris. M. Baylet, qui a remplacé M. Schwartzberg entré au gouvernement en avril dernier, a souhaité, le 11 septembre à Toulouse, « la création d'un grand centre gauche ». Il a noté « quelques divergences » de son parti avec le P.S. en matière fiscale et préférait que « l'état fasse des économies sur son train de vie plutôt que d'augmenter les impôts ».

Un collectif des écologistes du parti socialiste a annoncé, le lundi 12 septembre, son adhésion à la motion présentée au congrès de Bourges-Bresse du P.S. par les rocardistes « dissidents ». Ces écologistes sont partisans d'un « modèle économique fondé sur les valeurs nouvelles ». Il leur paraît nécessaire de favoriser « un type de production et de consommation axé sur des produits durables », de valoriser le temps libre et les activités créatives qu'il permet, d'organiser la gestion et le contrôle démocratique des ressources communes.

LE GÉNÉRAL BOONE : on oublie l'homme au profit de l'atome.

« On oublie l'homme au profit de l'atome ». Cette affirmation figure dans une lettre que le général d'armée Wilfrid Boone-Arbois Borsat de Lapérouse, commandant le V^e régiment militaire et gouverneur militaire de Lyon, vient d'adresser à ses chefs de corps subordonnés à l'occasion de son départ anticipé, de six mois, de l'armée de terre (le Monde daté 28-29 août). Nommé en janvier 1980 à ce poste, élevé au rang et à l'appellation de général d'armée en novembre 1981, Wilfrid Boone quitte son commandement ce mercredi 14 septembre au soir alors qu'il pouvait demeurer jusqu'en avril 1984.

« Je pourrais, certes, écrit le général, vous donner des détails, vous dire que l'on oublie l'homme au profit de l'atome, ce pavé de l'ours aussi démolitionneur que la ligne Maginot de 1939 : vous expliquer que certaines réformes vont aboutir à rendre le commandement quasi impossible — mais, pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? — déplorer avec vous, chefs de corps, l'absence de contact du concret, l'indulgence du règlement de discipline générale, les fâcheuses conséquences de la suppression des tribunaux militaires, etc. Mais, vous en savez autant que moi. Plus peut-être. Alors, je pars ! ».

Le général Boone appelle, cependant, ses subordonnés à rester dans l'armée « avec un espoir raisonnable de servir encore dix ou quinze années et de voir, pendant ce laps de temps, se résoudre les difficultés actuelles. Mon départ se veut un signal... ».

A partir du jeudi 15 septembre, le général Boone sera remplacé à Lyon par le général de corps d'armée Jean Cuq, qui, initialement, était destiné à prendre la direction de l'artillerie.

Le Haut Comité français pour la défense civile (*), qui groupe environ deux cents parlementaires, sous la présidence du général Billotte, ancien ministre, affirme dans un communiqué qu'il est « urgent d'envisager en France un programme de défense civile antinucléaire sur le modèle mis en place par la Suisse ». Il organise au Sénat, le 4 octobre, une « journée de défense civile » à laquelle il convie les élus locaux et parlementaires.

(*) 18, rue Dughot, Paris (11^e), tél. : 296-87-27.

**TRANSIT INTERNATIONAL
AUTOMOBILES - BAGAGES**
U.S.A. - CANADA - ALGERIE
TUNISIE - MAROC - AFRIQUE
DOM-TOM - MOYEN ORIENT etc...
TOUTES DESTINATIONS
CARSHIP SAIL • (1) 500-03-04
20, rue Le Sueur - 75116 Paris

C.S.A.
CHAMPAGNES / GRANDS VINS
ALCOOLS DE MARQUES
INVITATION
14-15-16 sept.
3 jours réservés aux dirigeants d'entreprises et responsables des comités d'entreprises
«SPECIAL CADEAUX»
FIN D'ANNÉE
Alcools - Chocolats - Vins
Exposition autour d'un buffet de 12 h à 19 h
65 bis, rue La Fayette
Paris 75009 Métro Cadet
Présenter l'annonce

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?
LOCATION DEPUIS 250 F/mois (région parisienne)
VENTE DEPUIS 298 F/mois* (sans apport ni caution)
Liv. gratuite dans tte la France
* Ex. : STEINMANN 10 900 F 61 mensualités (61 x 298 F)
26 MARQUES REPRÉSENTÉES
Garantie jusqu'à dix ans
Ouv. du lundi au samedi 9 h-19 h
DAUDE
75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17
227-88-54/783-34-17

Brassage

Qu'est-ce qu'il veut, M. Le Pen ? Je ne comprends pas très bien. Aurait-il dans l'idée, s'il venait au pouvoir, de bouter hors de France des centaines de milliers de Français. Des Français maghrébins, pentistes, mais des Français quand même. Il ne peut pas les renvoyer chez eux, ils y ont déjà. Au même titre que moi, moi, pour reprendre les critiques de pureté de la race aryenne, en vigueur pendant l'occupation, j'étais bon pour la déportation.

C'est à ça qu'il songe, M. Le Pen ? A aller cueillir les gens chez eux, entre deux gardarmes, aux petites heures du matin, et à les parquer au Vel d'Hiv avant de les expédier par trains, ou plutôt par charniers entiers dans des camps installés à leur intention en Afrique du Nord ? Ou à la Guadeloupe ? Parce que, attendez ! Sur ce chemin-là, où va-t-on s'arrêter ? Il n'y a pas que des juifs et des Arabes, il y a des Nègres tout ce qu'il y a de plus Français.

Mardi soir, sur FR 3 (Les immigrés sont-ils tous ?), on est allé faire un tour à Dreux et on a croisé un travailleur portugais — il a gardé sa nationalité — très bien dans sa peau. Il nous parlait des ennemis du seul Français de sa famille, son genre national : lui, ce n'est pas compliqué, chaque fois qu'il dé-

barque quelque part, on lui clique la langue au nez !

Autre rencontre très révélatrice, celle d'un jeune Français — à nous a montré sa carte d'identité — maghrébin qui a adopté à l'égard des immigrés de fraîche date la distance un peu gênée, un rien méprisante, des « juifs de tour » vis-à-vis des « Polaks », ces hordes sauvages venues de l'Est : s'abrite entre les deux guerres sur cette terre d'Asie, au risque de tenir l'image respectueuse des « Israélites » de la douzième ou treizième génération. Attitude déçue. Même si votre pedigree ramonte au Moyen Âge, en temps de crise vous serez encore et toujours figure d'étranger aux yeux de certains.

Ce qui est complètement dingue. Parce qu'enfin, depuis les Huris, à n'y a pas plus métié que le sang gallo-romain. Il faut se faire une raison. Les citoyens de Paris, de Dreux ou de Marseille sont là pour rester, essentiellement les cheveux frisés. Et pour s'intégrer dans le grand melting pot d'une Europe ouverte, à l'ère du jet, à des mouvements de population réglés par la loi. La loi de l'offre et de la demande. Ce mouvement, on peut le stopper. On ne peut pas l'inverser.

CLAUDE SARRAUTE.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

Votre BMW : On en prend soin chez Zol
Le haut niveau technologique de BMW nécessite maintenant un service après-vente d'une compétence exceptionnelle. Chez Zol Auto, voilà 20 ans que nous suivons de près l'évolution des BMW. Nous avons su nous équiper et former les meilleurs techniciens en électronique, porteurs les réglages, bref entretenir votre BMW et la maintenir au meilleur de sa forme.
44 av. Ed. Bellet 92100 Boulogne. Tél. 809.81.43

avec **sécurité-film**
BLINDEZ VOS VITRES
Invisible, très efficace et peu onéreux.
POLYPROTEC Importateur exclusif
8, place de la Madeleine 75008 Paris **TÉL. 261.58.59**

enjeu
POUR LA RÉPUBLIQUE ET LE SOCIALISME
Dans le N° 5
Septembre 83
Exclusif
Jean-Pierre Chevènement : Comment réussir ensemble
Abonnements :
52, rue de Bourgogne 75007

INDISPENSABLE L'ATLAS STRATEGIQUE

Géopolitique des rapports de forces dans le monde

**Gérard Chaliand
Jean-Pierre Rageau**



Cet atlas géopolitique et géostratégique, unique en son genre, comble un vide insupportable.

Général Georges BUIS

Un instrument indispensable à la compréhension des phénomènes de notre temps.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE

Indispensable pour réfléchir aux tensions du monde, connaître leurs origines, prévoir leurs résultats.

Général Pierre GALLOIS

Des cartes suggestives, un commentaire intelligent, une vision nouvelle. Un très utile outil de travail pour mieux comprendre l'histoire de 1939 à 1983.

Yves LACOSTE

Ouvrage cartonné comprenant 235 cartes couleurs 150 F

FAYARD

هكذا من الامم

Le Monde

société

L'assassinat en Corse de M. Massimi

(Suite de la première page.)

On le disait lié aux « barbouzes » locaux parce qu'il avait rempli naguère les fonctions de directeur de cabinet du préfet de région, M. Yves Buralat, en un temps où le gouvernement avait utilisé les services de France, l'organisation clandestine créée dans l'île par l'ex-SAC pour contraindre les nationalistes.

Surtout, expliquait-on, Pierre Massimi était un Corse « sans environnement ». Malgré un père qui fut magistrat d'Asco (Haute-Corse), il comptait « au village » comme en ville trop peu d'amis — donc de fusions — et de relations politiques pour compenser le nombre croissant de ses ennemis. Il paraît et courtoisait trop, s'aventurant même imprudemment dans la fréquentation de quelques compagnons en rupture de totale honnêteté.

Les enquêteurs n'écartent pas bien sûr cette hypothèse d'une vendetta toujours possible dans une île où, en ces heures de grande tension, on tire parfois pour ce qui, ailleurs, vaudrait une brouille passagère. Et

M. Robert Broussard, commissaire de la République, délégué pour la police, s'est bien gardé, mardi soir à Bastia, de rejeter l'éventualité d'une « affaire à caractère sentimental ».

Mais y croit-il vraiment ? La prudence du commissaire paraît être de mise et il traite dans le sens de l'opinion et de la classe politique pour ne pas écarter ce qui pourrait apparaître très vite comme le plus grave des traumatismes insulaires depuis le début du septennat. Une vendetta, soit. Mais alors que dire de la gêne ambiante quand on évoque — même avec d'innombrables précautions — la plus immédiate des hypothèses : celle du premier règlement de comptes politique visant un Corse membre de l'appareil d'Etat ?

L'affaire Orsoni

Les Corses gardent, malgré l'expérience des heures de grande tension de cet été, l'espoir de ne pas voir le terrorisme local basculer dans « une terreur à l'italienne ».

Les soupçons pourtant sont précis : Pierre Massimi avait été publiquement accusé à la fin du mois de juin par les nationalistes d'être l'un des instigateurs d'un « complot de l'Etat » fomenté pour liquider Guy Orsoni, l'un des membres de l'ex-F.L.N.C. Après la disparition, le 17 juin, de ce militant, les responsables de la C.C.N. (Consulte des comités nationalistes), la façade légale du mouvement séparatiste, avaient fait buer par leurs sympathisants le nom du secrétaire général ainsi que ceux de MM. Joseph Franceschi, Robert Broussard et François Giacobbi, sénateur et président (M.R.G.) du conseil général de la Haute-Corse, autres artisans du « complot » dénoncés avec les services secrets et les troupes corse arrêtées après la disparition de Guy Orsoni.

Ces accusations, servies plusieurs semaines durant sans la moindre preuve, auraient pu n'être que l'abulution délirante des nostalgiques des répressions passées, au mieux une ébauche de stratégie politique

fort risquée visant à déstabiliser l'Etat après la visite présidentielle de juin. Elles sont allées de pair, hélas, avec de fortes et inhabituelles poussées de violence. Avec, aussi, quelques signes éloquentes d'un durcissement de tout ou partie de l'ex-F.L.N.C.

Le plus inquiétant pour simplifier : la radicalisation sous le signe nouveau de l'A.L.N.C. (Armée de libération nationale de la Corse), d'un commando localisé dans la région bastiaise, auteur présumé des attentats les plus graves de ces derniers mois, notamment de la tentative d'assassinat de deux C.R.S.

Menaces

Pierre Massimi nous avait confié cet été qu'il se sentait menacé depuis la campagne publique de la C.C.N. par des nationalistes du courant « dur », apparemment décidés à préciser leurs cibles et à faire le coup de feu sur les représentants, fonctionnaires ou policiers, du gouvernement. Après plusieurs appels téléphoniques anonymes il avait même demandé une autorisation de port d'arme.

PHILIPPE BOGGO.

LES RÉACTIONS

Le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a déclaré mardi 13 septembre : « Le gouvernement ne peut que condamner avec la plus grande vigueur cet assassinat et s'engager à tout mettre en œuvre pour que le ou les coupables et les éventuels complices soient recherchés et traduits devant la justice. »

M. Anicet Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique et aux réformes administratives, qui participe à un colloque de l'Institut régional d'administration à Bastia, a indiqué : « Responsable de la fonction publique, je rends hommage à ce fonctionnaire de haut mérite qui savait allier compétence et dévouement dans la mise en œuvre concrète de la politique de décentralisation du gouvernement. L'expression de sa famille ma sympathie et mes condoléances. »

La fédération de Haute-Corse du parti communiste a condamné cet acte odieux avec la plus grande énergie.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, « en exécution Pierre-Jean Massimi, les terroristes corses ont pour la première fois attaqué un représentant du pouvoir national et du pouvoir régional ». « Cet assassinat, que nous condamnons en commun de cœur et d'esprit avec tous les Français, engage une nouvelle phase du combat que des extrémistes mènent contre la souveraineté nationale et l'unité de la République française. Nous demandons solennellement au gouvernement d'en tirer toutes les conséquences. »

L'Association amicale des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur en fonctions auprès des collectivités locales et des régions que préside M. Michel Deniau, ancien préfet de région, aujourd'hui secrétaire général en Seine-et-Marne, a exprimé son émotion après l'assassinat de M. Massimi qui était membre de cette association.

Vives protestations après l'inculpation du directeur de Radio-Corse

L'inculpation de M. Jean-Louis Eyssartel, directeur de Radio-Corse, pour propagation de fausses nouvelles, par le juge d'instruction M. Gérard Pancherz (Le Monde du 14 septembre), a provoqué des réactions dans les milieux professionnels.

Le P.D.G. de Radio-France (dont dépend la station décentralisée en Corse), M. Jean-Noël Jeanneney, a notamment déclaré : « Dans les conditions difficiles de travail que connaissent les collaborateurs de Radio-France, le président-directeur général de Radio-France tient à les assurer sans exception de son entière confiance. »

Le Syndicat national des journalistes (S.N.J.), autonome, estime qu'un pas de plus a été franchi, après la réquisition de l'antenne et après les saisies répétées de reportages (...). C'est le droit d'information qui est menacé. Les informations incriminées étaient parfaitement situées et présentées avec les précautions d'usage. La question est alors de savoir s'il faut désormais soumettre son texte à la censure d'un

juge d'instruction pour rendre compte d'une conférence de presse.

Le Syndicat des journalistes français (S.J.F.-C.F.D.T.), de son côté, déclare que cette affaire « met en cause le droit d'information » et fait deux remarques : « Notre confrère s'il a transgressé la loi, n'a fait que divulguer le secret de l'instruction, pratique courante dans les pays où l'information est libre. Est-il normal que notre confrère soit le seul inculpé dans cette affaire qui devrait concerner, en droit, la présidence de la société Radio-France ? »

En Corse même, le personnel de Radio-Corse s'est déclaré solidaire de son directeur. Les syndicats de journalistes de Radio-France, de FR 3, de l'A.F.P., et de La Corse-Le Provençal estiment que le pouvoir doit « incriminer tous les journalistes qui ont donné les mêmes informations et qui entendent continuer d'exercer leur métier librement et honnêtement, sans en référer à un juge ou à un policier censeur ».

FAITS ET JUGEMENTS

Le nombre des détenus progresse de nouveau

Le nombre des détenus dans les prisons françaises était de 37 772 le 1^{er} septembre contre 36 934 le 1^{er} août. Cette progression de 838 est une des plus fortes de l'année. Après une légère diminution les deux derniers mois, elle marque une reprise de la progression observée précédemment, même si ce chiffre de 37 772 reste inférieur à celui, record, du 1^{er} juin, soit 38 165. La chancellerie espérait plutôt une nouvelle baisse, le chiffre du 1^{er} septembre correspondant à une moindre activité des tribunaux au mois d'août.

Seule satisfaction pour le ministère : le nombre de prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'être jugés, était de 19 154 le 1^{er} septembre contre 19 174 le 1^{er} août. La proportion de prévenus baisse ainsi légèrement : 50,70 % contre 51,91 % le mois dernier (la proportion record était celle du 1^{er} juin : 53,47 %). La chancellerie redoute cependant qu'il y ait 40 000 détenus à la fin de l'année pour moins de 30 000 places en prison.

Coup de poing contre l'Institutrice

M. Christian Artigaud, trente ans, a été condamné, le lundi 12 septembre, par le tribunal correctionnel de Versailles à huit mois de prison avec sursis et trois ans de mise à l'épreuve. M. Artigaud, qui s'indignait auprès d'un instituteur de l'école de Carrières-sous-Poissy (Yvelines), le 10 septembre, de la perte — du vol, selon lui — d'un stylo de son fils, n'a pas supporté l'appel au calme d'une autre institutrice. Il l'a violemment frappée au visage. La jeune femme a dû être soignée à l'hôpital le plus proche où il lui a été prescrit un arrêt de travail de neuf jours. Dans les heures qui ont suivi, le père violent a été inculpé pour coups et blessures volontaires et placé sous mandat de dépôt. Il est resté incarcéré pendant deux jours à la prison de Bois-d'Arcy jusqu'à son jugement.

Plus de sept Américains sur dix sont favorables à la peine de mort

Chicago (A.F.P.). — Plus de sept Américains sur dix sont favorables à la peine de mort, selon un sondage de l'université de Chicago. Réalisé auprès de 1 600 adultes, le sondage fait apparaître que 73,1 % des personnes interrogées — 80 % chez les Blancs, 50 % chez les Noirs — sont partisans de la peine capitale. En 1972, un sondage similaire avait donné 52,8 % pour la peine de mort.

Un responsable de l'Institut de sondage de l'université a commenté ces résultats en déclarant qu'il s'agit « presque d'un consensus social ». « Cette tendance reflète le taux de criminalité, a-t-il ajouté, et la peine capitale est une réponse appropriée. »

Pour M. Bob Gross, responsable de la coalition contre la peine de mort, le seul message à tirer de ce sondage est que : « Les gens ont peur ». Selon lui, il s'agit d'une « réponse émotionnelle », qui ne prend pas en compte la question de savoir si la peine de mort est vraiment efficace.

Le code pénal de trente-sept Etats américains autorise actuellement la peine de mort. A la date du 20 août dernier, 1 230 détenus avaient été condamnés à cette peine et, depuis 1977, huit personnes ont été exécutées. Plusieurs Etats envisagent de simplifier les procédures pour accélérer l'application de la peine.

ATTENTAT A BIARRITZ

Un attentat à l'explosif a endommagé mardi 13 septembre peu après dix-neuf heures, les bureaux du syndicat d'initiative-office de tourisme de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), qu'habite une grande demeure du centre de la ville, le Château Javalquinto. Sous prétexte d'obtenir un dépliant, deux hommes avaient convoqué le gardien de leur ouvrir les grilles, fermées depuis peu. Une fois à l'intérieur des locaux, ils allaient sous le menace de leurs armes tenir en respect le gardien, sa fille et la directrice de l'office, puis deux autres hommes se trouvant dans les étages.

Rejoints par un complice qui transportait l'engin explosif dans un sac à dos, les terroristes devaient encore contraindre deux femmes qui se trouvaient dans une voiture stationnée devant le bâtiment à rejoindre les autres personnes, avant de faire sortir leurs sept « prisonniers » par l'arrière des bureaux. Les trois hommes venaient de s'enfuir à bord d'une voiture lorsque l'explosion s'est produite.

Quatre des témoins auraient affirmé aux policiers que l'un des trois hommes pourrait être Joseph Etchebeste, l'un des quatre militants basques soupçonnés d'avoir participé à la fusillade survenue le 8 août près de Loup, au cours de laquelle un gendarme avait été tué (Le Monde du 10 août). Les témoins ont indiqué en outre que les trois hommes s'étaient réclamés d'Iparretarak, organisation basque clandestine. L'office de tourisme de Biarritz avait déjà fait l'objet d'un attentat à l'explosif dans la nuit du 8 au 9 juillet dernier (Le Monde du 12 juillet).

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

Tél. : 288-58-06

• 100 000 livres en stock dans tous les domaines.

• Service de recherches gratuites.

• 5 catalogues par an.

• Achat au comptant.

Le « patron » de l'administration départementale

Depuis la loi du 2 mars 1982 intitulée « Droits et libertés des régions, départements et communes », le pouvoir exécutif, détenu auparavant par les préfets, a été transféré aux présidents des conseils généraux (dans les départements) et des conseils régionaux (dans les régions). Parallèlement, de nombreuses tâches et compétences qui relevaient auparavant de l'Etat et de ses agents ont été transférées aux départements.

Où coup, l'Etat se « dégraisse » et les départements, au contraire, « prennent du corps » à cause de la réforme, il fallait que les présidents des conseils généraux, désormais à la tête d'une grande machine administrative, s'entourent de collaborateurs de haut niveau pour diriger les nouveaux services.

La plupart des présidents des conseils généraux (et aussi régionaux pour ce qui les concerne) ont fait appel à des membres des grands corps de l'Etat, rodés à ces tâches, et notamment à des préfets, des sous-préfets, des administrateurs civils, des ingénieurs placés auprès des exécutifs locaux selon la procédure du détachement, voire des personnes du secteur privé.

De nombreux sous-préfets ont, depuis un an, été appelés comme collaborateurs par les présidents des conseils généraux, au point que la ministère de l'Intérieur et de la décentralisation s'en est ému, craignant de ne pouvoir pourvoir aux postes vacants de sous-préfets territoriaux dans les arrondissements.

M. Massimi, qui avait pour fonctions de coordonner et d'animer les administrations du département de la Haute-Corse, faisait partie de ces fonctionnaires d'Etat détachés. Il était de ce fait le « bras droit technique » du président — élu — du conseil général, M. François Giacobbi, et « régnait » sur des services administratifs distincts de ceux qui continuent de relever de l'Etat et

du représentant, le commissaire de la République.

Pour ne pas introduire de confusion entre les administrations locales et d'Etat, le ministère de l'Intérieur avait demandé que les collaborateurs directs des présidents des conseils généraux portent le titre de « directeur des services du département » et non pas celui de « secrétaire général ». Mort : ne pas confondre cette fonction avec celle des secrétaires généraux des préfectures.

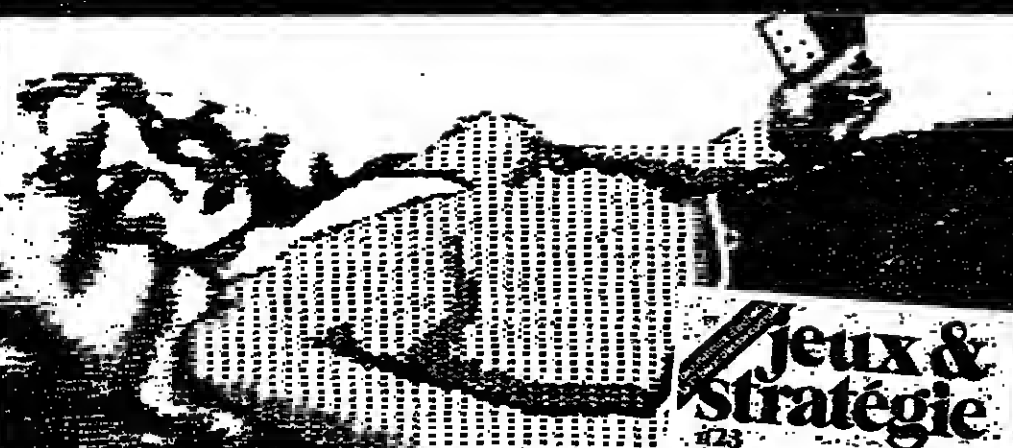
Dans la nouvelle organisation administrative de la France, le directeur des services du département joue un rôle comparable à celui du secrétaire de mairie dans une ville. Il a désormais, grâce aux premières lois sur les transferts des compétences, la haute main sur les crédits d'équipement des routes et d'autres secteurs des transports, l'action sanitaire et sociale, l'aide sociale. Les services départementaux d'animation économique ont aussi été renforcés, et en Haute-Corse M. Massimi avait créé un service de conseil et d'aide aux communes.

FRANÇOIS GROSCHARD.

[Né le 4 avril 1946 à Paris, M. Pierre-Jean Massimi était licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. En sortant de cette école, il est affecté à la préfecture de police et nommé, en 1975, sous-préfet. Il occupe plusieurs postes de directeur de cabinets de préfets dans l'Arrière et en Haute-Corse. En 1977, il devient directeur de cabinet du préfet de la région Corse à Ajaccio, M. Yves Buralat. Par la suite, il est nommé secrétaire général du Cantal, puis réintègre le corps des administrateurs civils. Il occupera alors la fonction de chef du service conseil des maires à la direction générale des collectivités locales, où il participe à la réforme de la décentralisation. Il avait été appelé par M. François Giacobbi pour diriger les services du département de la Haute-Corse le 1^{er} avril 1982.]

TELEX PARTAGE
ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS 03 345 21 62

TOUT POUR JOUER AVEC LES MICRO-ORDINATEURS



Sur quels micro-ordinateurs peut-on jouer ? Lequel choisir ? Quels sont les meilleurs ordinateurs d'échecs ? Jeux & Stratégie répond à toutes ces questions et à bien d'autres, dans son numéro 23 "Spécial Ordinateurs pour jouer". En vente chez tous les marchands de journaux. 17 F

jeux & stratégie

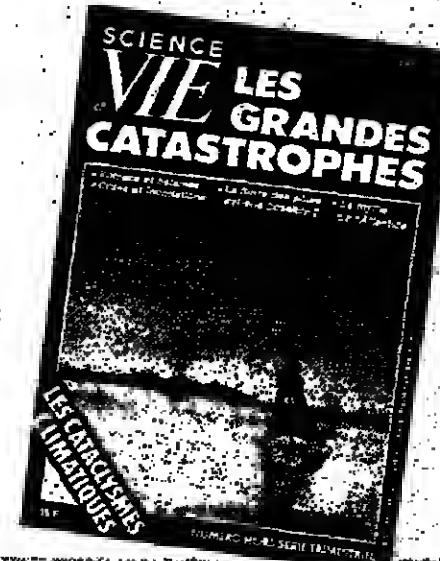
CATASTROPHES !

Menaces cosmiques, tremblements de terre, inondations, éruptions volcaniques, raz de marée, typhons, cataclysmes climatiques...

Ce numéro hors série exceptionnel de Science & Vie fait le point des connaissances actuelles sur les catastrophes naturelles. Comment les prévoir ? Comment les prévenir ?

15 F

Chez tous les marchands de journaux



SCIENCE
VIE

UN HORS-SERIE

**FAITS
ET JUGEMENTS**

**Le nombre des détenus
progresses de nouveau**

Le nombre des détenus dans les prisons françaises a continué d'augmenter en 1982. Selon les statistiques de la Direction de l'Administration pénitentiaire, le total est passé de 42.000 à 43.500. Cette hausse s'explique par une augmentation de la population carcérale masculine, qui passe de 38.000 à 39.500, tandis que la population féminine reste stable à 4.500. Les motifs de détention les plus fréquents restent les infractions contre la sécurité publique et les délits de violence.

**Coup de poing
contre l'insécurité**

Une loi de 1982 a été votée pour renforcer la lutte contre l'insécurité. Elle prévoit notamment l'augmentation du nombre de policiers et de gendarmes, ainsi que la création de nouvelles unités spécialisées. Le gouvernement s'engage à réduire de moitié le nombre de délits non résolus d'ici 1985.

**Pas de sept Américains
sur dix sort favorable
de la peine de mort**

Une enquête menée par le Pew Research Center révèle que 70% des Américains sont opposés à la peine de mort. Cette opinion est partagée par 65% des hommes et 75% des femmes. Les opposants invoquent principalement le risque d'erreur judiciaire et l'absence de preuves scientifiques de l'efficacité de la peine capitale.

**Le Japon
se prépare à la guerre**

Le Japon a récemment augmenté ses dépenses militaires, ce qui a suscité l'inquiétude de ses voisins. Le gouvernement japonais affirme que ces augmentations sont nécessaires pour maintenir la paix en Asie du Sud-Est.

**Le monde
se prépare à la guerre**

Les tensions internationales continuent de s'accroître, avec des risques de conflit armé dans plusieurs régions du monde.

**LES GRANDES
ASTROPHES**



SCIENCE
SERIE VII

Flics: ce qui bouge.

Si la gauche n'a pas le monopole du cœur, la droite n'a pas non plus celui de la sécurité. En ouvrant le dossier "Police", **les Nouvelles** bouscule quelques vieilles fausses idées et nous révèle ce qui bouge chez les flics, et ce qui ne bouge pas assez...

Egalement au sommaire de cette semaine :

Deux, une victoire d'arrière-droite. Tout le monde est perdant : la gauche au tapis, la droite disqualifiée, les émigrés K.O.

Jean-Paul II, la foi qui cogne ! Sur l'amour libre, la contraception, les homos, les prêtres-

tres-camarades et les religieuses en jeans. On ne se libère pas dans la nouvelle Eglise !

Les enragés de Pasteur : Chercheurs contre vendeurs, il y a de l'eau dans le gaz à l'Institut !

Kafka en V.F. : il n'y a pas de quoi en rire ! Riez avec Woody à perdre Allen.

Et encore :

Avise à la population : trois scénarios pour le sport français - Astronomie : la résistible ascension de Trio - Micro-ordinateurs : ça va brader - Edith Cresson : en vitrine chez Bloomingdale - L'invité de la semaine :

Jacques Fauvet - Entretien : Alphonse Boudard interpellé Philippe de St-Robert - Livre : "Roman roi" de Renaud Camus - Peinture : la stratégie des galeries - Musique : Edgard Varese 100 ans après - Chanson : Souchon n'est plus grognon - Atelier : Denis Roche - Les Chroniques : Cavanna, Bernard Frank, Félix Guattari, etc... etc.

Les Nouvelles, du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

Les Nouvelles, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

L'hebdo qui a un bon gauche.

سكزا من الامم

حکومتی اصلاحی

MÉDECINE

Hôpitaux : strict contrôle des dépenses par l'administration centrale

(Suite de la première page.)

Surtout, le gouvernement décidait que les dépenses d'assurance-maladie devaient cesser d'augmenter plus vite que le produit intérieur brut : c'était instaurer le blocage budgétaire dans les hôpitaux, d'autant que, parallèlement, les pouvoirs publics supprimèrent la pratique des « budgets supplémentaires » traditionnellement accordés aux établissements à l'automne. En outre, en quelques mois, la Sécurité sociale récupéra 1,5 milliard de francs d'avances qu'elle avait consenties aux hôpitaux, ce qui eut pour effet d'assécher leur trésorerie. Enfin, le

gouvernement commençait à utiliser une disposition légale selon laquelle les préfets étaient en droit de supprimer des lits excédentaires.

Un schéma idéologique

Survint l'élection présidentielle et la nomination d'un ministre communiste à la Santé, M. Jack Rallie et les membres de son cabinet, inspirés par un schéma idéologique, sous-tendant la rénovation très réelle du parc hospitalier entrepris depuis plus d'une décennie, annoncèrent leur décision de rompre avec le « rationnement » instauré par l'équipe antérieure.

L'édifice économique mis en place en 1979 s'effondra : on renoua à « gager les surcoûts », rétablit la pratique des budgets supplémentaires, et on s'abstint de fermer les lits excédentaires. Les

trente-neuf heures furent appliquées à l'hôpital, des emplois nouveaux furent créés et la logique ancienne fut dénoncée sans trêve. Dans le même temps, M. Rallie annonçait des réformes de fond, dont l'application devait être immédiate : la « départementalisation » des hôpitaux, la refonte du statut des médecins hospitaliers et — paradoxe — l'entrée en vigueur du budget global. Paradoxe parce que la mise en œuvre de cette réforme budgétaire contredisait, sur le plan économique, toute la politique d'ouverture des vannes, dans les hôpitaux, qu'il mettait en place par ailleurs.

Cette attitude à l'égard de la maîtrise des coûts hospitaliers et les graves retentissements du printemps dernier dans les hôpitaux eurent raison de la présence de M. Rallie au ministère de la Santé. Elles provoquèrent la mise sous la tutelle de M. Bérégovoy d'une administration réputée difficile à gérer.

Aujourd'hui, le ébangement de cap est complet. La mise en œuvre du budget global d'appareil plus comme un étranger relevant d'une logique ancienne, mais bel et bien comme l'instrument essentiel d'une stratégie de rigueur accrue avec laquelle on renoue. Désormais, le budget des hôpitaux, délivré par les caisses douze fois par an, sera éligé comme le dit sobriement le projet de loi, sur les « hypothèses économiques générales ». C'est dire clairement que la centralisation dans ce domaine sera absolue, que le

gouvernement indiquera lui-même dans quelles « hypothèses », c'est-à-dire dans quelle fourchette, pourront évoluer les dépenses hospitalières.

La loi de décentralisation, d'ailleurs, a délibérément exclu les hôpitaux de son champ d'application. La maîtrise pourra être ainsi plus autoritaire encore qu'elle ne l'était dans le dispositif de M. Barre, puisque celui-ci se référait à l'évolution du produit intérieur brut, c'est-à-dire à un indice : à présent, aucune indication chiffrée n'est fournie à l'avance.

Avant même l'adoption de la loi, le financement des hôpitaux a été considérablement resserré (1). Les budgets de 1984 s'annoncent extrêmement difficiles, d'autant que la Sécurité sociale va renouer à une pratique qui jouait un rôle de ballon d'oxygène pour les hôpitaux. En effet, 30 % des investissements lourds des établissements étaient financés par des « prêts » de la Sécurité sociale (des « prêts » sans intérêt, et sur trente ans). Bon an mal an, la Sécurité sociale versait ainsi aux établissements environ 1 milliard de francs. En 1983, cette somme n'a été que de 500 millions. La Sécurité sociale va renouer totalement à cette pratique. D'ores et déjà les dépenses d'investissement, et même d'entretien, ont chuté.

La « départementalisation » des établissements, deuxième pan de la réforme d'aujourd'hui, c'est-à-dire l'introduction à l'hôpital d'une hiérarchie électorale, n'a pas à proprement parler une visée financière. Elle tend néanmoins à responsabiliser les médecins en leur conférant des rôles de gestionnaires, dont ils étaient jusqu'à présent pratiquement dépourvus.

Les gestionnaires et les médecins savent que des gains de productivité considérables peuvent encore être acquis dans les hôpitaux, qu'une rationalisation des dépenses s'y impose, que la pénurie règne dans certains secteurs et la pléthore dans d'autres. Ils savent aussi qu'il faut payer aujourd'hui, dans des conditions extrêmement difficiles, plus d'une décennie d'ivresse technologique.

Le rationnement dont on agit le spectre ne pourra être évité qu'à la condition d'admettre plusieurs réalités que le discours politique a jusqu'à présent constamment éludées : il faudra à la fois réserver les équipements les plus perfectionnés aux malades le plus gravement atteints ; accepter de traiter des affections bénignes à l'aide de techniques moins élaborées ; bref, introduire une véritable sélectivité, non pas tant pour décider de « qui » l'on soigne, mais de ce « que » l'on soigne avec tel procédé ; il faudra aussi accepter l'idée d'une « contraction » de l'appareil hospitalier dans son ensemble ; hospitaliser moins, moins longtemps ; il faudra enfin repenser — à long terme — la planification des équipements, sans exclusive, en incluant le secteur privé dans cette réflexion.

Ainsi l'annonce des remaniements profonds que la loi annonce aujourd'hui inaugure. Ils n'ont été précédés, jusqu'à présent, que par un discours passionnel.

C. B.

(1) M. Jean de Kervadon, directeur des hôpitaux, vient d'annoncer une « réduction » budgétaire de 200 millions pour cette année.

Les principales dispositions

Le projet de loi se propose de renouer la « loi hospitalière » de 1970. En voici les principales dispositions.

● Le rôle du commissaire de la République est précisé. — Ce représentant de l'Etat aura le pouvoir, en fonction notamment des hypothèses économiques générales, de « diminuer ou supprimer les provisions de dépenses dont la nécessité n'est pas justifiée par l'établissement ». Il pourra aussi « augmenter celles qui paraissent insuffisantes ». C'est donc lui qui « arrête la dotation globale » versée à l'hôpital par les organismes de Sécurité sociale. Les versements seront effectués par douzièmes, chaque mois. Ce système devrait avoir un effet stabilisateur et permettre des prévisions plus fines.

● Création d'un budget global. — Le système de la dotation ou du budget global, que consacrera la loi, a fait l'objet d'un décret paru au Journal officiel du 12 août (le Monde du 13 août). Il implique des discussions budgétaires entre gestionnaires des hôpitaux, représentants des caisses de Sécurité sociale et des directions départementales de l'action sanitaire et sociale, avant le début de chaque année, pour fixer la dotation globale dans des limites arrêtées à Paris. La pratique quasi systématique des rallonges (les « budgets supplémentaires ») devra cesser : cette dotation globale ne pourra être révisée en cours d'année qu'en cas de modification importante et imprévisible des

conditions économiques ou de l'activité médicale.

● Les services seront rattachés par des départements.

— Le projet de loi prévoit la mise en place de la « départementalisation » des hôpitaux, mais à une date encore inconnue. Les délais d'application, de même que le détail de l'organisation des départements, sont renvoyés à des décrets. Mais le principe majeur est fixé par la loi : le responsable du département sera un médecin élu par ses pairs. On ignore encore la durée de son mandat (sans doute quatre ans, renouvelable deux fois). Le département réunira « des personnels et des équipements qui répondent à des objectifs communs ou des techniques ». Cette disposition implique la disparition de l'organisation en services qui, depuis un texte de 1943, constituait la base du fonctionnement hospitalier.

● Le directeur aura autorité sur les personnels « dans le respect des règles de la déontologie médicale ». La précision vise à épurer l'émotion des médecins.

● Un rapport annuel sur la qualité des soins dispensés par l'établissement sera examiné chaque année par la « commission médicale consultative » de l'hôpital, c'est-à-dire l'organisme représentatif des praticiens. Le même rapport sera communiqué « au comité technique pédiatrie » et au conseil d'administration, où siègent notamment les représentants du personnel.

C. B.

UN ENTRETIEN AVEC M. EDMOND HERVÉ

« Ce n'est pas une révolution »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la Santé, refuse de considérer les nouvelles structures financières des hôpitaux comme une centralisation et conteste que la départementalisation soit « une révolution ».

« Depuis que vous avez été nommé secrétaire d'Etat à la Santé, vous semblez avoir été chargé de passer les plaies d'un milieu qui s'estimait injustement méprisé. Qu'en est-il ? »

— Quand nous sommes arrivés, il régnait, c'est un fait, une atmosphère de protestation active. Pour certains, il s'agissait d'une interrogation face à une évolution du système

de santé que tout le monde s'accorde à juger nécessaire. Pour d'autres, moins nombreux, ce n'était que calcul politique.

— L'hôpital, est-ce la révolution, comme le disent vos adversaires ?

— Ce n'est pas une révolution. Cette organisation novatrice de l'hôpital existe déjà depuis longtemps par exemple aux Etats-Unis. Elle est expérimentée en France depuis plusieurs années. Son objectif est double : faire de l'hôpital une structure plus accueillante et plus performante pour les malades ; donner plus de responsabilités aux médecins et au personnel non médical.

— La mise en œuvre du budget global dans les hôpitaux ne semble pas être particulièrement décentralisatrice.

— Bien au contraire, le budget global sera négocié entre les représentants des caisses de Sécurité sociale et les responsables des hôpitaux. Ce sera aux directeurs et aux médecins, aux commissions médicales consultatives d'apprécier la meilleure répartition de cette enveloppe en vue de la meilleure organisation des soins.

— Qui détiendra le pouvoir hiérarchique dans l'hôpital ? Que pensez-vous du conflit qui vient d'éclater à ce propos entre les directeurs d'établissement et certains syndicats de médecins ?

— Dans un hôpital, comme dans toute entreprise, il faut un responsable général, qui ne peut être que le directeur. Il manquait à cet égard une précision dans nos textes. Mais il est certain que ce pouvoir est d'une nature particulière : il doit bien évidemment respecter la déontologie et la responsabilité médicales. Tels sont les termes que nous proposons à l'approbation du Parlement. Je ne comprends pas le sens de cette polémique.

— Quelle orientation le gouvernement veut-il donner à la situation des médecins hospitaliers ?

— Après une très large concertation et en tenant compte des propositions des cinq médiateurs, nous avons engagé la rédaction de ces statuts. L'objectif est de simplifier et d'élargir les procédures de recrutement, d'égaliser les chances d'accès à la fonction hospitalière et hospitalo-universitaire ; d'assurer un meilleur déroulement des carrières et la mobilité entre les établissements.

— Pourriez-vous mettre en œuvre une politique sanitaire

plus offensive et plus élaborée alors que les contraintes économiques sont de plus en plus lourdes ?

— Ce n'est pas une politique subtile mais une politique volontaire destinée à organiser un système de santé qui réponde à l'évolution des techniques et des mentalités et aux besoins des années à venir.

— Les contraintes économiques existent : nous devons avoir le courage d'y répondre en envisageant le long terme. C'est ce que nous faisons, lorsque nous plaçons pour une meilleure formation des médecins, pour la maîtrise de la démographie médicale ; pour un nouveau rôle du médecin généraliste.

— Le développement de l'alternative à l'hospitalisation et celui de la prévention, de la même façon, ne répondent pas à une simple logique financière.

— Votre prédécesseur avait affirmé que l'hôpital public devait être créateur d'emplois. Est-ce cas ?

— Il faut que l'on renonce à analyser l'hôpital en fonction de deux indicateurs : les lits et les emplois. Je pense — comme Jack Rallie — que l'ensemble du secteur de santé doit être un moteur industriel et par conséquent créateur d'emplois. Je vous rappelle que depuis 1981 plus de vingt mille emplois ont été créés dans le secteur hospitalier.

— Il faut aussi développer des formules nouvelles, telles que par exemple la chirurgie de jour, ou la dialyse rénale à domicile, qui se traduiraient par un redéploiement des personnels.

— Quels sont les objectifs prioritaires de votre politique ?

— Ils peuvent s'exprimer en termes simples : augmenter la durée et la qualité de la vie, réduire les inégalités qui, dans ce domaine, existent bien avant la naissance. Il faut à mon sens développer une approche culturelle de la santé ; elle a été trop souvent négligée.

— L'une de nos priorités majeures est certainement de développer la prévention. Une autre est de renforcer nos actions de formation et de recherche ; une troisième d'améliorer la coopération sanitaire internationale, notamment avec l'Afrique francophone, d'autant que nos objectifs n'ont jamais été aussi proches de ceux de l'Organisation mondiale de la Santé. Notre devoir est de répondre à cette demande.

— En bref, je souhaite que la santé devienne réellement la chose de tous.

Propos recueillis par CLAIRE BRISSET.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, rue de la Harpe, 75001 PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

L'ANGLAIS DE LA BBC

LES LANGUES DU MONDE OMNIVOX

Manuels - Cassettes - Vidéo
Corps avec explications en français.

Documentaire primé sur demande : EDITIONS OMNIVOX
OMNIVOX & BBC-M (France)
8, rue de Berri - 75008 Paris

RÉGIONS

L'AIN « CHAMPION » DES CATASTROPHES NATURELLES

Entre le mois d'août 1982 et le mois d'août 1983, quatre-vingt-huit départements français, soit la quasi totalité du territoire, ont été déclarés sinistrés au titre de la loi sur les catastrophes naturelles, entrée en vigueur le 14 août de l'année dernière, indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.).

En un an, les pouvoirs publics ont ainsi publié vingt-huit arrêtés interministériels reconnaissant l'état de catastrophes naturelles, le « record » étant détenu par le département de l'Ain déclaré huit fois sinistré, totalement ou partiellement.

Le montant des indemnités versées aux victimes de ces intempéries dépassera 3 milliards de francs. Or, précise le C.D.I.A., le montant des primes encaissées par les assureurs pour couvrir ce risque (soit 5,5 % de la prime multirisque des habitants et de la prime incendie des entreprises commerciales, industrielles ou agricoles, et 9 % de la prime incendie de l'assurance auto) est inférieur à 1,5 milliard de francs.

C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics ont décidé de faire passer, dès le 1^{er} octobre prochain, la surprime « catastrophes naturelles » de 5,5 à 9 % pour les particuliers et les entreprises commerciales, industrielles et agricoles (le Monde du 14 septembre).

SPORTS

ATHLÉTISME. — Deux records de France ont été battus mardi 13 septembre. A Casablanca, à l'occasion des Jeux méditerranéens, Aldo Camil a amélioré de 7/100^e de seconde son propre record du 400 mètres en 45 sec. 28. A Apia (Iles Samoa), où se disputent les Jeux du Pacifique sud, le Calédonien Jean-Paul Lakafio a battu sa meilleure performance de 1,18 mètre en lançant le javelot à 84,74 mètres.

AUTOMOBILISME. — L'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl, champion du monde des pilotes de rallye, qui portait les couleurs de l'écurie italienne Lancia, vient de signer un contrat avec la société allemande Audi. Il percevra l'équivalent de 3 millions de francs pour la saison et recevra une prime de 450 000 F pour les épreuves du championnat du monde auxquelles il participera.

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 633.01.23/23.03.71/23.45.57

COURS D'ESPAGNOL
organisé par le LYCÉE ESPAGNOL DE PARIS

Quatre niveaux : débutant, moyen I, moyen II et supérieur. Les trois premiers niveaux en deux options : cours de base et cours intensifs.
Lycée agréé par la convention de formation professionnelle continue.
Inscriptions au cours : Renseignements au lycée : 39, boulevard Victor-Hugo, Neuilly (M^{rs} Louise-Michel ou Sébaste)
Tél. : 767.51.75

DES CARRIÈRES D'AVENIR
dans LE TOURISME ET L'ACCUEIL

Niveau seconde Niveau Bac ou Terminale

E.T.T.S.
(Ecole privée)
50, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : (1) 563-36-36

Atelier de poterie
« LE CRU ET LE CUI »
Accueil en groupe
les amateurs de 3 à 83 ans
8, RUE LACÉPÈDE, PARIS-8
Téléphone (le soir) : 707-85-84

l'écriture lasser
UNI-BALL feutre à bille
le plus fin du monde
en vente chez PRISUNIC

Publicité
PRÉPARATION B.T.S.
— services informatiques, — comptabilité et gestion des entreprises (statut étudiants),
FAX
École privée fondée en 1950
6, rue d'Amsterdam, Paris 8^e
M^{rs} Saint-Lazare - Tél. : 280.48.00

UN TREMPIN pour votre avenir

ESD SOUFFLOT

● BTSS bilingue, trilingue en 2 ans (après le bac).
● Année préparatoire pour élèves en fin de 1^{re}.
● Examen de qualification à la sténotypie de conférence.
● Chambres de commerce étrangères.

STAGE EN ENTREPRISE SERVICE DE PLACEMENT

Ecole des Secrétaires de direction
(enseignement privé)

15, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 325-44-40

Nom
Adresse
Diplôme
Niveau études

Jeune ou adulte
éloigné, malade, engagé dans la vie professionnelle,
Vous pouvez suivre - ou reprendre - des études !

LE CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE (ex CNTE)

Etablissement Public du Ministère de l'Education Nationale
(7 centres d'enseignement - 240 000 élèves)

Propose des formations de tous niveaux :

● Formations scolaires (du cours préparatoire à la classe terminale).
● Enseignements technologiques et professionnels.
● Certaines formations universitaires conduisant au DEUG.
● Préparation à la capacité en droit.
● Préparations aux concours de recrutement relevant du Ministère de l'Education (Carrières administratives et de l'Enseignement).
● Concours administratifs et techniques d'autres Départements Ministériels : Police, SNCF, Métiers sportifs, Secteur para-médical et social, etc...
● Préparation à l'expertise comptable.
● Actions de formation continue et de promotion sociale, dans le cadre de conventions avec des organismes publics ou privés (Loi du 16 Juillet 1971).

Scolarité : Droit d'inscription annuel pour la France Métropolitaine : de 216 à 539 F.
POUR OBTENIR TOUS RENSEIGNEMENTS : ECRIRE A

CNEC - Ministère de l'Education Nationale
Tour Paris-Lyon - 209/211, rue de Bercy
75585 PARIS CEDEX 12

CNEC

AU CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHES NUCLÉAIRES

M. Mitterrand invite l'Europe à ne pas manquer la « troisième révolution industrielle »

De notre envoyé spécial

Genève. — Voyage d'initiation au monde de l'infiniment petit ou voyage politique ? Le président de la République, M. François Mitterrand, en donnant mardi 13 septembre le coup d'envoi au chantier du futur « collisionneur » de particules (LEP) que le Centre européen de recherches nucléaires (CERN) va construire près de Genève, a fait un peu les deux.

Certes, il n'était guère question pour lui, pas plus que pour le président de la Confédération helvétique, M. Pierre Aubert, qui l'accompagnait dans sa visite, d'assimiler en si peu de temps l'ensemble des connaissances acquises en physique des particules. Dans une ambiance de fête foraine avec chapiteau de cirque et fanfare, M. Mitterrand s'est plus simplement contenté de sceller une cavité dans laquelle un résumé de toutes ces connaissances a été déposé. Là sont sans doute enfermées les contributions récentes des physiciens du CERN (mise en évidence en 1983 des particules « W » et « Z ») à l'étrange bestiaire de la physique des hautes énergies. Grâce à ces découvertes, l'année 1983 restera dans l'histoire de la physique. C'est à ces travaux de recherche-là qui, au bout de vingt-cinq ans de course-poursuite, ont permis à l'Europe de contester la suprématie américaine, que M. Mitterrand est venu rendre hommage.

Après avoir rappelé que tout serait fait pour concilier intérêt scientifique et environnement, le président de la République a déclaré que, grâce au CERN, qui a su « créer une communauté de compétence unique », « l'Europe a regagné une place prépondérante dans ce domaine de la physique et des hautes énergies ». Pour M. Mitterrand, le CERN illustre parfaitement ce que doit être une politique de la recherche, c'est-à-dire une action volontaire et continue, mais aussi ce que doit être la coopération euro-

péenne dans le domaine de la science pour ne pas manquer la « troisième révolution industrielle ».

Pour toutes ces raisons, « la France, n'a dit le président de la République, lancera de nouvelles initiatives (...) lorsqu'elle sera bien sûr à la présidence des Communautés européennes. Elle compte beaucoup également, a-t-il ajouté, sur la conférence des ministres de la recherche du Conseil de l'Europe, qui se réunira très probablement l'an prochain à Paris, pour faire germer de nouvelles idées et de nouveaux projets de coopération ».

Voyage d'initiation donc, mais aussi voyage à coloration politique. En venant au CERN pour rendre hommage à une recherche des plus fondamentales, à une recherche dont les retombées à court terme ne sont guère palpables, M. Mitterrand a insisté une nouvelle fois sur la « priorité nationale » que le gouvernement veut donner à la recherche française. La réunion, à l'aube du septennat, du colloque sur la recherche, les déclarations rassurantes du ministre de l'Industrie et de la recherche et le déplacement récent en région parisienne du premier ministre dans des laboratoires de recherche scientifique (le Monde du 14 septembre) en ont témoigné. Mais au-delà des mots, cette foi dans la recherche, dont il a été souvent dit que ses résultats devaient aider à sortir de la crise, trouvera-t-elle, comme pour le LEP (3,4 milliards de francs), une traduction dans les faits ? Les dernières informations données par le premier ministre sur la préparation du budget pourraient le laisser croire. Mais les « objectifs ambitieux de la loi d'orientation et de programmation ne pourront — et loin s'en faut — être tenus.

J.-F. A.

APRÈS CEUX DU NORD, DU SUD-OUEST, DE L'ALSACE ET DE L'ORLÉANAIS

Les pommiers et poiriers d'Ile-de-France sont menacés par le « feu bactérien »

Limité jusqu'à maintenant au nord du pays et à quelques zones localisées du Sud-Ouest et de l'Alsace, le « feu bactérien » vient, après l'Orléanais, de toucher l'Ile-de-France. Poiriers, pommiers et certaines plantes ornementales sont les victimes désignées de cette maladie qui, à terme, pourrait faire disparaître complètement des variétés de poires comme la passe-crassane.

Depuis une quinzaine de jours, les pépiniéristes et les arboriculteurs fruitiers de l'Ile-de-France sont sur le pied de guerre, mobilisés par l'apparition dans cette région d'une petite bactérie, *Erwinia amylovora*, déjà responsable d'importants ravages dans une grande partie de l'Europe du Nord (le Monde du 15 juillet). Le mal, auquel l'on donne le nom de « feu bactérien », tant les végétaux atteints paraissent avoir été brûlés par un incendie, est apparu de manière brutale dans la région de Montmorency, au nord de Paris. Deux vergers ont été touchés, et leurs arbres sont ou seront brûlés pour endiguer tout risque d'épidémie.

Le service de protection des végétaux comme les ingénieurs agronomes ne plaisantent pas avec le « feu bactérien » qui, outre certaines variétés de poiriers et de pommiers, attaque aussi les néfliers et des plantes ornementales telles que les aubépiniers, les pyracanthas, les cotoneasters et les sorbiers. L'action engagée après la découverte récente d'un foyer de feu bactérien dans un verger du Sud-Orléanais témoigne de l'urgence de cette lutte. Pas moins de deux cent mille hectares, à cheval sur les quatre départements du Loiret, du Loir-et-Cher, de l'Eure-et-Loir et du Cher, ont été placés sous contrôle en juin, avec pour

conséquence l'abattage systématique de tous les arbres des parcelles infectées.

En région parisienne, la découverte de ces premiers foyers de feu bactérien a conduit à définir une zone contaminée de cinq kilomètres autour des deux foyers et une autre, plus vaste — la zone de protection, — s'étendant jusqu'à quarante-cinq kilomètres et englobant Paris et l'ensemble des départements de la couronne. Dans ces zones, même si des dérogations obtenues auprès du ministère de l'Agriculture sont toujours possibles, l'arsenal juridique offre une panoplie de mesures pouvant aller jusqu'à interdire la multiplication, la commercialisation et la plantation, par quiconque, de végétaux très sensibles à cette maladie.

Inéductable

Premières victimes de ces tentes, les exploitants agricoles, dont les vergers sont infectés, mais aussi les pépiniéristes, dont certaines productions ne sont nullement à l'abri. Pour tous ceux-là, le manque à gagner peut être considérable, à moins que ne soit mis en place un système d'indemnisation efficace. Pour ces raisons, il convient donc d'effectuer un contrôle strict des exploitations et des pépinières, de façon à éliminer le plus tôt possible les sujets malades afin d'éviter toute nouvelle contamination. La tâche est ardue car elle implique que soient prises, lors de chaque opération d'assainissement, des « mesures prophylactiques analogues à celles des chirurgiens en salle d'opération », mais aussi que soient soumis également au contrôle les espaces verts et les jardins des particuliers. En région parisienne, zone pavillonnaire par excellence, cela paraît insurmontable, à moins, peut-être, d'une éducation préalable des jardiniers du dimanche.

Malgré les mesures prises — arrachage et brûlage des arbres, — le feu bactérien étend toujours sa zone d'influence. Le problème est qu'il ne s'étend pas trop vite. Déjà la France présente, dans le nord du pays, un foyer qui, « bien que surveillé, n'est pas maîtrisé ». Son front, selon certains, avancerait de vingt à vingt-cinq kilomètres par an. Dans le Sud-Ouest, où la maladie intéresse surtout les vergers, celle-ci est beaucoup mieux contrôlée. Cependant, note M. Paulin, de l'Institut national de recherche agronomique, il est clair que le « feu bactérien ne sera jamais éliminé de ces zones ». « La généralisation du feu bactérien, ajoute-t-il, est quasi inéluctable ». D'une part, parce que les moyens de lutte dont on dispose actuellement ne permettent pas de l'éradiquer, et, de l'autre, parce que les vecteurs supposés de la maladie (les insectes, les oiseaux — en particulier, l'écorneille, — le vent mais aussi l'homme) ne sont pas facilement contrôlables.

A terme, si des moyens de lutte efficaces ne sont pas développés, plane donc la menace de voir disparaître diverses variétés d'arbustes et de fruits. Une perspective qui ne laisse pas indifférents les producteurs de fruits conscients qu'une extension du feu bactérien à l'ensemble du verger méditerranéen, qui concentre à lui seul 86 % de la production de poires et 69 % de la production de la Communauté économique européenne (Espagne comprise), serait catastrophique. De même pour les pyracanthas, les cotoneasters, les sorbiers et les aubépiniers, dont les jardins publics et les sociétés d'arboriculture font si largement usage.

Face à cette situation, une seule solution : lutter avec les moyens du bord avec pour ambition, « non pas de stopper la maladie, mais de vivre

avec », disent les spécialistes. Le temps pour les chercheurs de mettre au point des produits phytosanitaires spécifiques de la bactérie, de développer des méthodes de lutte biologique qui ont donné quelques résultats en laboratoire, d'améliorer les espèces par sélection par variété, mutagenèse et hybridation pour trouver des variétés plus résistantes et d'identifier, enfin, les facteurs favorisant la progression du « feu ».

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

Prix Nobel en 1952

LE PHYSICIEN FÉLIX BLOCH EST MORT

M. Félix Bloch, prix Nobel de physique 1952, est décédé le 10 septembre à Zurich (Suisse) des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

[Né en 1905 à Zurich (Suisse), Félix Bloch a passé son doctorat à l'université de Leipzig (R.F.A.) en 1928. Il a quitté l'Allemagne pour les États-Unis en 1933, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler et a acquis la nationalité américaine en 1939. Il enseignait la physique depuis 1934 à l'université de Stanford (Californie) et avait été en 1954-55 directeur général du CERN à Genève. Il était membre des Académies des sciences américaine et néerlandaise. Spécialiste de physique atomique et nucléaire, Félix Bloch avait été co-lauréat du prix Nobel de physique en 1952, avec Edward Purcell et une équipe de l'université Harvard, pour avoir découvert en 1945 la résonance magnétique nucléaire (R.M.N.). Ce phénomène traduit la faculté qu'ont les noyaux de certains atomes de résonner lorsqu'ils sont mis en présence d'un champ magnétique intense. La R.M.N. est couramment employée par les chimistes, les biochimistes et les biologistes pour analyser la structure de la matière. Elle commence à être utilisée en médecine pour l'observation du corps humain].

Télécel.

La puissance
de l'informatique.
La simplicité
du téléphone.

Voici Télécel : tout un monde de services en direct.

Télécel va donner une nouvelle dimension à votre vie professionnelle, à votre entreprise, quelles que soient sa taille et son activité, et vous ouvrir l'accès à des ressources informatiques de toutes natures et de toutes puissances.

Télécel, informez-vous en direct. Chacun peut, de son poste de travail, interroger des banques de données professionnelles ou des services d'information pratique.

Sans intermédiaire, sans connaissances spéciales, sans contrainte d'horaire.

Télécel, communiquez en direct. En concevant des services internes (boîtes à lettres électroniques, journal d'entreprise...) vous optimisez les circuits de communication dans votre entreprise, sans modifier vos structures, sans bousculer vos habitudes.

Télécel, agissez en direct. Vous dynamisez votre force de vente, vous resserez vos liens avec vos distributeurs, vos clients, vos fournisseurs, grâce à des services de

consultation (cotologies, stocks, tarifs) et de commande en direct.

Bientôt vous pourrez même proposer directement vos services ou vos produits au grand public (3 millions de terminaux seront installés par les PTT d'ici 1986).

Voici Télécel, un nouvel outil de compétitivité, une nouvelle liberté pour travailler et entreprendre.

Simple, pratique, économique : le terminal MINITEL 1 coûte 70F par mois en location entretien, la communication coûte 0,30F la minute, indépendamment de la distance.

Télécel est maintenant disponible pour toutes les professions, partout en France. Pour recevoir un dossier "Spécial Entreprises", écrivez à DGT/Télécel - BP 111 - 75722 Paris Cedex 15 ou téléphonez au

NUMERO VERT Appel gratuit 16.05.00.00

teletel

UNE NOUVELLE LIBERTÉ

PTT

Télécommunications

PARIS & ASSOCIÉS



هكذا من الاجل

RELIGION

LA FIN DE LA VISITE DU PAPE EN AUTRICHE

Jean-Paul II appelle à prier pour les victimes de l'oppression et du terrorisme

De nos envoyés spéciaux

Vienne. - C'est par une visite à deux lieux symboliques, la basilique de Mariastell et le couvent de Kahlenberg, que Jean-Paul II a achevé, mardi 13 septembre, sa visite en Autriche.

A Mariastell, Jean-Paul II est allé se recueillir sur la tombe du cardinal Josef Mindszenty, ancien primat de Hongrie mort à Vienne, en 1975, qui fut en son temps le symbole d'un catholicisme intransigeant.

Jean-Paul II a appelé à prier pour les victimes de l'oppression, de rivalités et du terrorisme. Il a notamment cité les victimes de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Afrique. Il a également évoqué les victimes de l'aviation sud-coréenne.

A un groupe de Polonais, le pape a déclaré dans sa langue maternelle : « La route vers la victoire et la reconquête de la liberté passe par la conversion intérieure ». Sachant que toutes les populations des pays socialistes limitrophes de l'Autriche, et notamment de Pologne, étaient attentives au moindre message du pape, on peut noter que Jean-Paul II a été particulièrement évasif et général dans ses propos. Il n'a à aucun moment cherché à adresser un message aux Polonais, sinon en leur rappelant les vertus de la foi intérieure.

Dans l'avion qui le ramenait à Rome, il a cependant déclaré, en réponse aux questions des journa-

listes : « Je suis convaincu que cette visite en Autriche aura un effet positif sur les pays voisins. »

Pour l'Autriche, et en particulier pour Vienne, le bilan de la visite papale est satisfaisant. Ce pape polonais a redonné pour quelques jours à l'ancienne métropole politique, culturelle et spirituelle de l'Europe centrale sa gloire et son rayonnement. En dirigeant son regard à plusieurs reprises vers l'Est, au-delà des frontières « naturelles, nationales et artificielles », il s'est adressé à l'Europe tout entière. Au cours de son allocution à la communauté polonaise, le pape a salué dans leur langue les fidèles de Tchécoslovaquie, regrettant ouvertement l'absence d'événements tchécoslovaques à Vienne.

Les tentatives de manifestation contre le pape sont restées sans effet et notamment un rassemblement organisé par les jeunes socialistes pour critiquer la politique de Jean-Paul II en Amérique latine et ses positions conservatrices sur le divorce et l'avortement. Huit cents personnes seulement ont participé à ces manifestations alors qu'à la même heure plus de quatre-vingt mille jeunes s'étaient rassemblés au stade de Vienne pour rencontrer le pape.

PHILIPPE PONS et WALTRAUD BARYLL

LE PÈRE KOLVENBACH, NOUVEAU « GÉNÉRAL » DES JÉSUITES

Un orientaliste polyglotte

De notre envoyé spécial

Rome. - Le Père Peter-Hans Kolvenbach, qui a été élu préposé général de la Compagnie de Jésus, mardi, au premier tour de scrutin (le Monde du 14 septembre), est un Néerlandais âgé de cinquante-quatre ans. Il présidera la congrégation générale des jésuites, réunie à Rome, jusqu'à son terme, dans un mois environ, puis aura la tâche de guider la compagnie dans sa nouvelle phase de « normalisation » avec le Saint-Siège.

De taille moyenne, portant une barbe grisonnante et de grosses lunettes, le successeur du Père Pedro Arrupe, rassemble à un prêtre oriental. Oubliant ses origines néerlandaises (par son père) et italienne (par sa mère), grâce à dix-huit années passées au Liban, il s'est coulé dans le moule de l'Orient sans pour autant se départir de sa réserve nordique ni perdre son humour anglais. Lors de son élection au généralat, il a assuré l'assistance en rappelant que saint Ignace avait commencé par refuser cette charge, pour ajouter après un moment de suspense : « Mais il a interdit à ses successeurs d'en faire autant. »

Après l'élection, les confrères qui le chachaient dans sa chambre ont trouvé celle-ci vidée de ses affaires

avec un écriteau sur la porte : « Je suis parti chez le général. »

Le nouveau général possède avant tout la première qualité prescrite par saint Ignace pour cette charge, à savoir « une grande union à Dieu notre Seigneur et une grande familiarité avec lui dans la prière et dans toutes ses actions ». En effet, le Père Kolvenbach est un homme d'une spiritualité profonde dont la vie austère est, selon les paroles malicieuses d'un proche, « plus franciscaine que jésuite ».

Longtemps professeur de linguistique générale, puis d'allemand et d'arménien, ce polyglotte, qui parle au moins huit langues, est un pédagogue né, qui, selon le Père Henri Madelin, provincial des jésuites français, « possède la clarté du professeur sans l'idéologie ou le dogmatisme ». Les jésuites français le connaissent bien puisqu'il a fait ses études de linguistique orientale à Paris.

Le Père Kolvenbach n'est taillé une réputation d'homme de dialogue et d'unité à travers les déchirements de la nation libanaise. Refusant de se laisser annexer par tel ou tel groupe et veillant à ce que les jésuites soient implantés dans plusieurs secteurs de Beyrouth pour ne pas conforter la

thèse maronite de la partition, il a fait de l'université jésuite de Saint-Joseph un havre de paix où Syriens et Libanais vivaient en harmonie.

Un choix subtil

L'élection de cet orientaliste apparaît comme un choix politique habile de la Compagnie. Entre un candidat dans la ligne de Jean-Paul II, comme les Pères Dazzi ou Pittau, ou dans la ligne du Père Arrupe, comme le Père Vincent O'Keefe, les délégués ont préféré choisir le représentant d'une troisième sensibilité : ni Romain ni tiers-mondiste, mais orientaliste.

Ce choix est subtil, car le recteur de l'Institut pontifical oriental de Rome, qui s'intéresse aux relations avec les orthodoxes et notamment avec l'Eglise orthodoxe russe, ne peut qu'intéresser Jean-Paul II. Or il est aussi un homme du Père Arrupe, qui l'avait nommé provincial de la vice-province du Proche-Orient, avant de l'appeler à Rome pour diriger l'Institut oriental. Moins tourné vers l'extérieur que le Père Arrupe, moins porté aux grands discours, plus tolérant envers les « retardataires », le Père Kolvenbach est d'accord avec les textes votés par la dernière congrégation générale. Selon le Père Madelin : « Il fallait tourner la page Arrupe... pour mieux préserver l'héritage d'Arrupe ». Après l'élection

du nouveau supérieur général, la congrégation générale entre dans sa troisième phase. Il va lui falloir examiner les griefs formulés par les derniers papes (le Monde du 14 septembre) ainsi que les nombreux « postulats » (demandes écrites envoyées par les jésuites du monde entier). On laissera sans doute de côté les questions controversées comme la censure sacerdotale de l'ordre (la distinction entre « frère » et « père » que beaucoup voudraient abolir) ou l'élargissement du quatrième vœu (l'obéissance spéciale au pape) à tous les membres de la Compagnie.

ALAIN WOODROW.

« Mgr Ducaud-Bourget prend sa retraite. - En raison de son âge et de son état de santé, Mgr Ducaud-Bourget, quatre-vingt-cinq ans, chef de file des catholiques intégristes parisiens, a décidé de ne plus assurer la direction de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet. Il est allé à la charge à l'abbé Philippe Laguerre, trente ans, ancien directeur adjoint de l'école Saint-Michel de Châteauneuf (Indre). Mgr Ducaud-Bourget avait occupé, en 1977, l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet avec le concours de prêtres et de fidèles traditionalistes. En dépit des protestations de l'archevêque de Paris, il en avait fait le paragon des catholiques ultraréactionnaires du concile Vatican II. »

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Créteil le JEUDI 22 SEPTEMBRE 1983 à 14 h 30
UN PAVILLON D'HABITATION
Un rez-de-chaussée de 2 p. cuis. s. de b. avec jouissance de 85 m² de terrain à JOINVILLE-LE-PONT (94)
17, avenue de Joinville
MISE A PRIX : 33 000 F
S'adr. M^{re} BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avocats associés à Paris (8)
14, r. d'Anjou, tél. : 265.92.75
M^{re} PINOT, ans. Paris, 12, r. Bayen
Tél. : 265.92.75, Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, S/Lx pr vis.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 22 SEPTEMBRE 1983, à 14 heures
IMMEUBLE INDUSTRIEL A VIERZON
(Cher)
rue du Bas-de-Grange
MISE A PRIX : 1 000 000 DE FRANCS
S'adr. à M^{re} CHEVROT, avocat, 8, rue Tronchet, à PARIS, 75231-15
M^{re} FRECHOU, syndic à PARIS, 18, rue Ségur, 633-64-17

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES aux enchères publiques le MARDI 11 OCT. à 14 h 30 à la CHAMBRE des NOTAIRES de PARIS
3 APPART - 2 STUDIOS - 4 CHAMBRES
(Dont 1 appart 4/5 pièces 113 m² env., avec chambre indépendante - 2 chambres sont contiguës) à PARIS (16)
ENTRE LE BOULEVARD SUCHET ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL
M^{re} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLAERT, LIÈVRE, not. assoc., 14, rue des Pyramides, PARIS (19) - Tél. 260-31-12.

Vie s/sais. Pal. Just. Protocole (95) 22 septembre - 14 heures
PAV. avec PARK. à ERMONT (95)
5, r. de la Vigne - 5 pces principales
MISE A PRIX : 90 000 F
Consign. 25 000 F (ch. cert. bque)
Rens. M^{re} BUISSON, avocat
Tél. : 032-31-62
29, rue P.-Buis à Fontaine (95)

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny le MARDI 27 SEPTEMBRE 1983, à 13 h 30
UN PAVILLON à BONDY (93)
29, rue Yvonne
MISE A PRIX : 75 000 F
S'adr. à M^{re} GUY BOUDRIOT, avocat à Paris (8)
55, boulevard Malesherbes
Tél. : 522.04.36

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny, le MARDI 27 SEPTEMBRE 1983 à 13 h 30
UN APPARTEMENT
de 4 PIÈCES au 3^e ét. gauche de l'escalier 2 du bâtiment B : UNE CAVE au sous-sol de ce cas. immob. sis à BOBIGNY (93)
44, rue Jean-Jaures
MISE A PRIX : 88.000 F
S'adr. à la Société civile professionnelle d'avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 854-90-87.

Vente sur folle enchère au Palais de Justice de BOIGNY le MARDI 27 SEPTEMBRE 1983 à 13 h 30
EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ A AULNAY-SOUS-BOIS (93)
25, allée de Turcotte
comportant une MAISON D'HABITATION élevée sur terrain d'un rez-de-chaussée divisé en cuisine, salle à manger - d'un premier étage divisé en deux chambres, salle de bains, w.-c., placards - Chauffage central au mazout. TERRAIN d'une contenance cadastrale de 23 6 ca.
Mise à prix : 100 000 F
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 Rosny-sous-Bois - Tél. 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983, à 14 h
UN APPARTEMENT
3 P. PRINC. AU 4^e ETG CCHE, BAT. 3 ET CAVE DANS IMM. A PARIS (4)
12, RUE DE SÉVIGNÉ
angle 11, rue de Jarente
MISE A PRIX : 80 000 F
S'adr. M^{re} BAILLY, GUILLET, DELMAS, avocats associés à Paris (19), 18, rue Duphot, tél. : 260.39.13. T. avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY, le MARDI 27 SEPTEMBRE 1983 à 13 h 30
UN LOGEMENT
de 2 pces dans le groupe B, au 1^{er} et 2^e étages, première porte dans la cour : une cuisine et w.-c. dans le groupe D au 1^{er} et 2^e étages, deuxième porte dans la cour. Dans un immeuble sis à AUBERVILLIERS (93)
MISE A PRIX : 40.000 F
S'adr. à la Société civile professionnelle d'avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. 854-90-87.

Vente s/saisie immob. Palais de Justice BOIGNY, MARDI 27 SEPT. 1983 à 13 h 30
TERRAIN DE 350 M.
sur lequel se trouve une construction inscrite
19, AVENUE JEAN-JAURES, à NEUILLY-PLAISANCE (93)
MISE A PRIX : 55.000 F
S'adr. M^{re} BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avoc. associés à Paris (8), 14, r. d'Anjou - T. 265-92-75
M^{re} PINOT, luis, 12, r. Bayen, Paris; ts avocats pr. Trib. gde inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente sur surenchère du 10^e après liquidation de biens, Palais Justice PARIS, le jeudi 29 septembre 1983 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
ENSEMBLE DE CONSTRUCTIONS-LIBRE usage d'
HOTEL-RESTAURANT à MOULLE (GUADELOUPE)
avocat
M. A P. : 3.300.000 F
S'adr. M^{re} JOHANET, Paris (8) 43, avenue Hoche - T. 766-03-40
M^{re} LYONNET DU MOUTIER, Avocat PARIS (19), 182, rue de Rivoli - Tél. : 260-20-49

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983 à 14 h
UN STUDIO A PARIS 16^e
66, rue de la Faisanderie (1^{er} étage)
MISE A PRIX : 72 000 F
S'adresser à M^{re} Claude-Alain Naze, avocat à Paris (17), 10, rue de Phalsbourg - Tél. 766-47-87. Et tous avocats à Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil.

Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice de NANTERRE le Mercredi 28 septembre 1983, à 14 h.
EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ
comp. corps de bât. à us. d'hab. const. en pierres rom. d'un bout : élargissement du four, gde pièce av. cheminée s/l'arr. pièce en appentis de la cuis. ch. à la suite, collier, bôcher, rem. à l'autre bout, grenier/s/l'ent. tout. d'éc. : terrain derrière et s/l'ent. côté de ce bâtiment - LIBRE
148, La Bousière - chem. vic. n° 3
ST-QUENTIN-DE-BLAVOU
(Orne)
Mise à prix : 50 000 F
S'adr. à M^{re} M. GUILBERTAULT, Av. Le Val-de-Vie, 38, sq. de la Brèche-au-Loup - 260-30-49. M^{re} QUEZILLE, Synd. 72, av. G.-Clemenceau. Au Greffe du T.G.I. de Nanterre, où le cahier des charges est déposé. S/lieux pour visiter.

Vente après Liquidation de Biens au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 29 septembre 1983 à 14 h
EN UN SEUL LOT
UNE MAISON
dén. bât. A. élevée partie s/cave et part. s/terro-plein d'un t.-de-ch. de 2 p. d'hab. et 1 pièce à us. d'al. av. w.-c., joints, enclos, et part. de la cour située devant la maison, lot n° 1 de sept sis à 6, meubler des Eberlises et 7, Impasse de la Paix
à IVRY-SUR-SEINE
OCCUPÉ PAR LE LIQUIDE DE BIENS
Mise à prix : 60 000 F
S'adr. à M^{re} J. LYONNET DU MOUTIER, Av. 182, r. de Rivoli à Paris (19), Tél. : 260-20-49
M^{re} J.M. GARNIER, Synd. 63, bd St-Germain, à Paris (5), Au Greffe du T.G.I. de Paris où le cahier des charges est déposé. S/lieux pr vis.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983 à 14 h
UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL
au rez-de-chaussée et une CAVE au sous-sol dans un immeuble sis à
PARIS (1^{er}) - 7, rue des Déchargeurs
Mise à prix : 100 000 F
S'adresser à M^{re} André Valenti, avocat à Paris (15), 72, rue Gay-Lussac, tél. : 633.74.51. Et tous avocats à Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 29 SEPTEMBRE 1983 à 14 h
UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL
au rez-de-chaussée et une CAVE au sous-sol dans un immeuble sis à
PARIS (1^{er}) - 7, rue des Déchargeurs
Mise à prix : 100 000 F
S'adresser à M^{re} André Valenti, avocat à Paris (15), 72, rue Gay-Lussac, tél. : 633.74.51. Et tous avocats à Paris, Nanterre, Bobigny et Créteil.

Vente Palais Justice NANTERRE, Mercredi 28 septembre 1983 à 14 h
PUTEAUX (92) 14 à 18, rue J. JAURES
Bât. 1: Eclairier, cour. Rez-de-chaussée 3 pièces
Bât. 2: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. C: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. D: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. E: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. F: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. G: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. H: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. I: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. J: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. K: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. L: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. M: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. N: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. O: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. P: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. Q: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. R: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. S: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. T: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. U: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. V: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. W: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. X: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. Y: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. Z: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. AZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. BZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. CZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. DZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. ED: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. ER: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. ES: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. ET: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. EZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. FZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GV: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GW: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GX: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GY: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. GZ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HA: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HB: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HC: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HD: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HE: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HF: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HG: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HH: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HI: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HJ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HK: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HL: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HM: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HN: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HO: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HP: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HQ: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HR: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HS: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HT: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HU: 1 pièce, cuis. au 1^{er} ét. Bât. HV: 1 pièce, cuis. au

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

MUSIQUES AUSTRALIENNES



Quelque chose d'ancien

L'HOMME moderne, l'Homme sapiens, a colonisé l'Australie il y a plus de quatre mille ans. Dans les îles du Sud-Est asiatique il développe déjà un mode de vie en parfaite harmonie avec l'environnement. Ses ressources de survie physique sont minimales, sa culture excessivement riche.

À l'époque de la colonisation anglaise, il y a presque deux cents ans, de par le vaste territoire australien vivent environ trois cent mille aborigènes disséminés en quelque cinq cents tribus, parlant pas moins de deux cents langues bien distinctes, dont beaucoup se sont perdus.

Les cycles de vie s'organisent à travers des systèmes enchevêtrés de croyances, à travers une mythologie jaillie du temps des songes, du temps d'avant que la terre ait l'homme, à travers leur caractère physique. La mythologie se transmet à travers la littérature orale, les chants, les danses, les rites sociaux, la connaissance à travers un rituel aux codes très précis. Des objets innombrables sont investis par des esprits qui insistent perpétuellement la terre et son peuple. Les « sites sacrés », dont l'existence est controversée, dont bon nombre ont été détruits, et qui, encore aujourd'hui, sont menacés par des intérêts miniers, représentent pour les aborigènes autant de stations émotives d'informations codées qui assurent

la pérennité de leur vie et de leur culture.

La voix constitue la sonorité primordiale : le chant « capte » ou « capture » l'attention des ancêtres. Ensuite, l'instrument le plus important est le didgeridoo, sorte de longue trompette de bois creux, originaire de la région d'Arnhem et que l'on trouve à présent dans d'autres contrées. Il donne une note profonde, fondamentale, quand on le fait vibrer avec les lèvres. Le musicien expire dans l'embouchure tout en inspirant par le nez, de sorte qu'il ne perd pas son souffle, et ses joues produisent une sorte de mugissement.

Il est fascinant d'entendre la voix en même temps que l'instrument, d'entendre ces bourdonnements, ces paroles, l'imitation des vrais oiseaux et autres animaux. Le son des aborigènes, perçant, nasal et qui démarre généralement par un registre haut se terminant en un décliné tonique, est remarquable. Quant au son du didgeridoo, avec sa résonance profonde de territoire antique, sec comme la poussière, intemporel, et qui semble naître au cœur du désert accompagné par les cliquetis grinçants des *clap sticks*, il est l'un des plus perturbants jamais entendus.

Selon l'expression fameuse du compositeur Peter Maxwell Davies, c'est le summum de l'art rituel musical, il échappe totalement à tous nos critères de jugement. Les aborigènes

de la nouvelle génération, bien que décimés par les premiers colons jusqu'au XX^e siècle et dans certaines régions, toujours privés de leurs droits fondamentaux, font montre d'un esprit novateur, d'une nouvelle énergie. La culture indigène se réaffirme, la population est en pleine croissance.

David Gulpiül, vedette des films *Walkabout* et *The Last Wave* a dit : « Je sais d'où je tiens depuis les trente mille dernières années, je sais où je vais dans les trente mille prochaines ». Qui, dans nos civilisations occidentales, peut se permettre un tel discours sur un tel ton de certitude qu'il en devient crédible ?

et quelque chose de nouveau

DANS la société blanche australienne, la création musicale ne s'est affirmée que récemment. Pourtant, l'Australie est depuis toujours considérée comme une nation musicienne : les opéras du monde entier résonnent de nos voix, nos concitoyens écoutent quotidiennement de la musique, du moins lui prêtent-ils une oreille distraite. La musique est chez nous l'art le plus populaire, et le plus conventionnel.

Jusqu'à l'émigration européenne, massive après la seconde guerre

mondiale, le pays demeure obstinément anglo-saxon. Or, musicalement l'Angleterre en est au point mort. Pendant les deux siècles qui séparent la mort d'Henry Purcell en 1695 et la mort d'Henry Purcell en 1695 et les variations énigmatiques d'Edward Elgar en 1899, l'Angleterre est une « terre sans musique » comme disent les Allemands. Dans l'Australie coloniale, piano-forte et *liedertafels* ronnent avec une médiocrité accablante. L'extrême isolement — la « tyrannie de la distance » — marque profondément le psychisme national, blanc autant que noir.

L'homme noir a trouvé en Australie un espace où sa spiritualité se déploie, où sa culture se développe, s'enrichit de cet éloignement, de cette solitude. Pour l'homme blanc, elle n'est qu'oppression, elle le réduit à une mentalité de salon. Son monde intellectuel et spirituel est cerné par la lueur d'une lampe halogène et ne dépasse pas les limites de son fauteuil. Le noir de la nuit, plus la nuit noire de son âme... C'est bien trop effrayant !

L'Australie demeure largement une société anti-intellectuelle. Mais, il y a vingt ans, un ensemble de fac-

teurs se coajugue pour déchirer cette torpeur musicale : la puissance de la communication moderne, y compris les enregistrements de longue durée. Plus un nouveau régime sur le réseau national de diffusion. Les subventions d'Etat. L'apparition d'un groupe de jeunes compositeurs, sophistiqués, éclectiques, dont les œuvres fortes et dures font monter le taux d'adrénaline. Trois nouveaux courants créateurs — ce ne sont pas des écoles — se dégagent bientôt, qui digèrent rapidement les œuvres précédentes, et d'ailleurs tous les styles de musique occidentale. Après le goût pour l'épénème des années 60-70, on écrit à nouveau pour la postérité.

À l'heure actuelle existe une avant-garde qui rejette ces recherches dans l'oubli, et tente d'apporter le public à écouter non plus des structures, mais des sons. L'Australie a achevé son exploration de l'internationalisme, elle a atteint sa maturité musicale. À la pointe des techniques modernes, ses artistes ne manquent ni d'habileté ni de références.

Plus important, un corps de travail s'est constitué, qui s'appartient qu'à lui-même, possède un potentiel de développement rare dans la création musicale et que la présence physique du pays a commencé de pénétrer. On trouve souvent la lente pulsion propre à la respiration profonde d'une immense masse de terre.

Le pays se tourne vers l'extérieur, en particulier vers ses voisins du nord, que l'Europe appelle l'Extrême-Orient. Les musiques asiatiques, celles de Java et Bali, celles de Chine et du Japon, ont déjà été assimilées. Et c'est comme écouter à nouveau, après quelques faux départs, la musique des premiers Australiens nés pas dans une imitation mélodique ou rythmique, mais de façon plus viscérale, pour ce qu'elle dit du pays.

Finalement, la musique existe, née d'une société polyglotte et multiculturelle, la société de l'Australie contemporaine, où ne habitent sur cinq vient d'ailleurs.

JAMES MURDOCH,
journaliste australien.

La semaine prochaine, exceptionnellement, « Le Monde des arts et des spectacles » paraîtra non pas le mercredi, mais le jeudi 22 (le Monde daté du vendredi 23).

Un souffle qui jamais ne s'arrête

PAR séquences très courtes, par vagues, descendant comme la mer se retire, le chant des voix perçantes s'élève à l'unisson s'installe, se développe, décroît et disparaît. Au préalable, les baguettes qu'on frappe schématiquement ont indiqué la régularité du rythme. Elle peut être de toutes formes. On tient la première en son milieu, à plat. L'autre, plus ronde, moins longue, vient la frapper franchement. Il arrive plus rarement qu'on les frotte, qu'un chanteur clique régulièrement des boomerangs, ou que le groupe ensemble batte des mains, frappe du plat de la main différenciée par la partie du corps : le rythme au début s'installe, s'établit et soutient la plus grande part du chant qui s'étendrait seul en écho, dans la coda d'un murmure ou dans les éclats de rire.

Quand le rythme est établi, intervient alors cette longue trompette en bois légèrement évasée où les lèvres vibrent : le didgeridoo. Sur la fondamentale grave, augmentée d'une série complexe d'harmoniques, la son est ininterrompu et profond.

Ces dernières années, les musiciens occidentaux se sont exercés au souffle continu. La méthode d'apprentissage est simple : une palette, un verre d'eau, contrôler assez la respiration pour ne jamais arrêter de faire bulles dans le verre. Résultats variables et relativement humides au début... Pas un souffleur aujourd'hui qui n'y soit expert, surtout chez les musiciens de jazz, et avec n'importe quels vents : saxophones, clarinettes, trompettes, trombones ou tubas. Mais le didgeridoo résiste encore au savoir-faire occidental.

Il s'agit d'une branche d'arbre, creusée naturellement et creusée encore par les termites, que les aborigènes coupent à la longueur vou-

lue. Les extrémités sont agrandies, l'embout est adouci, on écorce le bois pour le peindre et le décorer. Il ne reste plus qu'à souffler régulièrement, sans rupture ni à-coup.

Base d'accompagnement du chant, le didgeridoo est aussi utilisé en solo. Les coups de langue rythment le souffle, lui donnent accents et pulsion. Du didgeridoo sort alors une longue mélodie faite d'harmoniques altérées et de motifs rythmiques que le souffleur reprend, retourne et relance. Mais on peut aussi imiter les cris d'animaux, les chants d'oiseaux, n'abandonner aux effets cocasses et faire rire.

« Temps du rêve »

Parfois, un chanteur en reproduit le timbre. Rires. La fond de l'exercice reste lié au souffle, à la puissance du souffle, à son contrôle parfait et à sa continuité où se défilent les nuances. Pour ces raisons, le joueur de didgeridoo est souvent un homme jeune. En fin de solo, le motif rythmique et les intervalles de notes, le resserrement du son comme son expansion supposent une énergie physique impeccablement dominée. Faute de quoi, cette assemblée respiration colorée de musique qui se mêle au rêve des légendes et à l'inspiration des héros sumériens s'effondre.

Un joueur de didgeridoo dont le souffle faiblirait n'a plus sa raison d'être. Même règle pour les chanteurs : il n'y a plus de place, et c'est la pire condamnation qu'il puisse supporter, pour un chanteur qui vient à manquer de souffle.

Depuis le commencement des temps qu'on nomme avec bonheur le « temps du rêve », c'est la voix qui demeure l'instrument de base de la musique aborigène. La mai-

trise des pratiques respiratoires et la connaissance approfondie des chants et des rites d'initiation vont alors de pair. Qu'il s'agisse du *Manikay* du nord-est de l'Arnhem Land (courtes improvisations) ou des chants dansés de l'Arnhem Land occidental, et malgré leurs profondes nuances formelles, la principale identité sans trop de difficultés.

Au début, les baguettes ou les mains. Le didgeridoo s'insinue, se place et s'associe au rythme marqué. L'équilibre se trouve et s'établit, parfois tissé de motifs opposés, souvent complexes.

Après cette brève introduction, les voix pénètrent avec décision le tissu rythmique, à l'unisson ou en polyphonie, souvent guidées par un chanteur qui lance les phrases. Répétitive, variée à peine les temps et les schémas mélodiques, l'incantation est brève, suit une succession descendante, va de la tension des eigne au relâchement des graves en parcourant des régions sonores d'amplitude assez faible. La phrase est répétée, se prolonge au-delà de la section rythmique, meurt, se disperse, se confond ou se mue en conversation retrouvée et reprise.

Il n'y a pas à proprement parler de fin. Vers la fin, simplement, le chant glisse vers le rythme hétéroclite de la parole. Et il n'est pas rare que, après avoir installé d'emblée la tension de son ressassement rituel à son plus haut niveau, cette machine sonore décroisse et s'éteint d'un roulement de langue (chez les femmes), dans le bruit des conversations ainsi qu'on termine une chanson entre amis, ou par des éclats de rire qu'il nous semble alors reconnaître et comprendre, comme saisi par leur familiarité et rassurante étrangeté. Mais ce n'est très certainement qu'une illusion de

plus, et nul n'ira s'abandonner, si non pour rêver, à cette vision trop approximative du « temps du rêve ».

Toujours portés par les accents des cris et la régularité du souffle, les motifs répétés paraissent simplement identiques à eux-mêmes. Ce mouvement du « même », infatigablement varié, dont les musiques contemporaines ont su parfois si joliment exploiter l'idée, ces voix qui chevroient, perçantes et nasales pour se rendre propres à la propagation la plus flatteuse en plein air, nous renvoient à un inconnu dont la répétition, loin d'en dévoiler la mystère, resserre l'énigme.

Recommandations

En termes plats, et même si cela reste encore pour nous l'effet d'une illusion d'écoute, nous sommes « pris » sous le charme de l'incantation. Le balancement des voix, quelquefois en surprenant canon, glisse sur les vagues du souffle. À force d'être redite, la phrase en son reflux fait repérer quelques phénomènes flottants. Puis quelques mots. Au fur et à mesure, moins elle comprend, mieux l'écoute perçoit et, pour ainsi dire, se surprend à reconnaître.

Les cris et les voix des aborigènes, les contours ondulants de leurs chants, ne sont pas seulement liés aux éléments, au rêve, à la terre et aux devoirs sacrés qu'il convient de préserver et de transmettre. Ce n'est pas de relation qu'il s'agit dans leur exercice. Ils sont ce lien même, le lien de ce souffle, entièrement et sans plus.

Aujourd'hui, la musique australienne se porte à l'écoute de ces cycles invariables de danses et de musiques.

En retour, les jeunes aborigènes des villes fondent des groupes de rock comme la « Ne Fixed Address ».

Mais les chanteurs et les danseurs que présente la Festival d'automne n'ont pour autant rien d'un groupe folklorique. Choisis avec soin par les chefs de communauté (Gawirrin Gumana au nord-est d'Arnhem Land, et Maurice Juppulule Luther dans le Désert central), désignés en accord avec les autres chefs religieux, ils représentent en actes toute la vitalité des traditions aborigènes.

Qui pourrait, d'ailleurs, lire sans être intimidé les recommandations apposées sur les quelques disques rares, difficiles à trouver en Australie et susceptibles d'être entendus par des aborigènes : « Les voix enregistrées de chanteurs maintenant disparus pourraient accabler leurs parents. Les chœurs exclusifs, d'hommes ou de femmes, ne sauraient être diffusés devant des publics mixtes ou en présence d'enfants aborigènes. En général, dans toute communauté, il convient de faire entendre la musique enregistrée aux anciens qui sauront décider à qui elle peut sans risque s'adresser. »

Bref, les chants des cérémonies aborigènes restent profondément attachés au sacré qui les porte et au secret qui les instruit. Incapables de soutenir l'image des disparus et la reproduction obligatoire des sons, les aborigènes ne savent rien des finesses culturelles où s'avancent les plus modernes de leurs spectateurs parisiens : ceux qui écoutent Haendel en faisant du jogging et Brahms dans les hypermarchés. En dehors de la beauté intrinsèque de leurs chants et de leurs danses, c'est aussi à ce message discret qu'ils nous renvoient sans même s'en douter.

FRANCIS MARMANDE.

سكز من الالهي

«THE CIVIL WARS» AU FESTIVAL D'AUTOMNE

Bob Wilson, stratégie et prologues

Le spectacle de Bob Wilson est le premier acte d'un opéra qui en comporte cinq. Il a été créé le 6 septembre à Rotterdam (le Monde du 22 août) devant un public international - et l'ambassadeur de France à La Haye. L'action se passe en quatre saisons qui se suivent dans un ordre insolite : hiver, automne, été, printemps. On y voit des patineurs, un ours blanc, la reine Wilhelmine en traineau, Mata Hari en gondole avec un officier, dans un bel uniforme blanc, et qui parle russe avec l'accent hollandais, la femme la plus grande du monde, un nain qui devient un géant, un enfant blond qui escalade un haricot... Un conte de fées, l'enchantement wilsonien.

Le spectacle ira à Nîmes du 23 septembre au 1^{er} octobre, à Grenoble du 5 au 8, à Villeurbanne du 12 au 15, à Nice du 19 au 22, à Bordeaux, salle du Conservatoire, du 26 au 28, à Lille les 4 et 5 novembre, au Havre les 9 et 10 novembre. La France est le seul pays où tant de villes se sont réunies pour faire venir *The Civil Wars*. Mais déjà, dans d'autres pays, Bob Wilson a commencé son étonnant travail. - C. G.

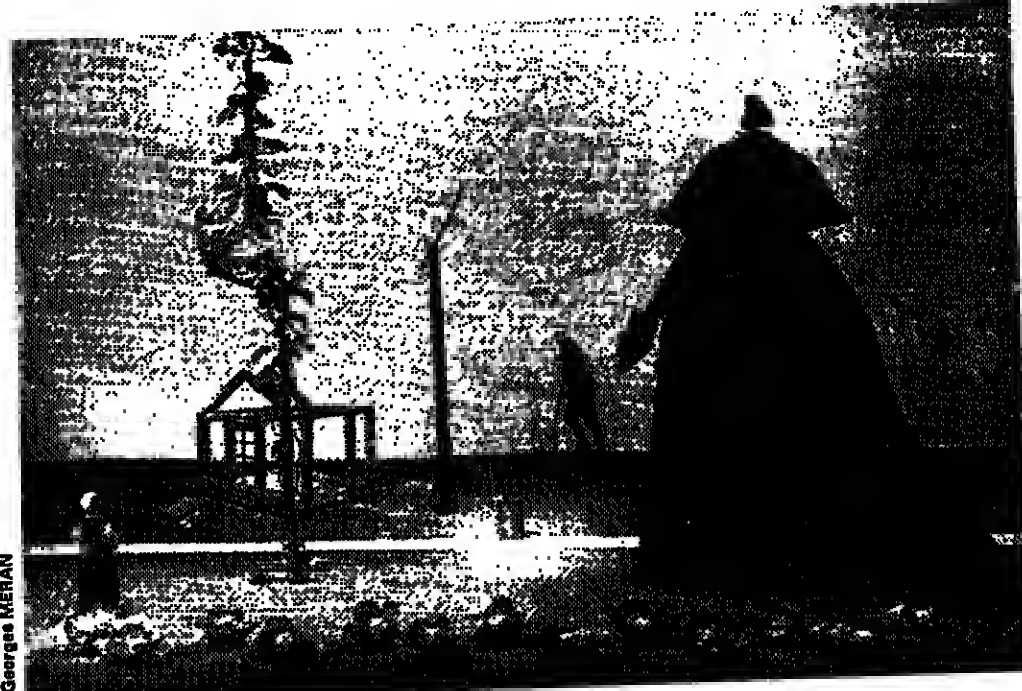
On ne sait pas encore si «le plus grand spectacle du monde» arrivera au terme prévu, si les cinq parties de *The Civil Wars* pourront être montrées dans leur intégralité à Los Angeles à l'occasion des Jeux olympiques de 1984. Le projet a déjà été réduit de douze à neuf heures. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que l'histoire de la construction de ce «colosse», auquel participent des compagnies indépendantes comme dans les coproductions cinématographiques internationales - et ce n'est pas un hasard si le titre évoque *Star Wars*, - est en elle-même le scénario d'un film à grand spectacle.

Bob Wilson a composé sa mosaïque pendant des années, en utilisant la technique des entreprises multinationales. Il a stupéfié le monde du spectacle par l'efficacité d'une stratégie publicitaire qui réunit les méthodes de Broadway et celles de la mode - avec défilé, il a monté de brefs spécimens de la grande œuvre en juin 1982 à Fribourg, où lui a été confié le Théâtre municipal, plus quelques salles de l'université. Là, Bob Wilson a convoqué ses fidèles :

noms illustres de l'avant-garde, anciens collaborateurs, élèves des conservatoires, Américains, Allemands, et quelques minorités nationales, quatre-vingt personnes, participant gratuitement - la plupart sans même le remboursement de leurs frais - à cette sorte de séminaire, doit le but était de créer, de répéter avec Bob Wilson la synthèse d'un spectacle que tous ne joueraient pas.

A la fin du stage, pendant deux week-ends fatigants, Bob Wilson a convoqué des amis, des gens de théâtre, des organisateurs de tournées, d'éventuels sponsors pour leur offrir la démonstration pratique de son projet. Le thème et la structure du spectacle étaient minutieusement illustrés par des dessins exposés et mis en vête. Ensuite, il y a eu pendant cinq heures des échantillons de spectacle. Cinq heures emplies de mots, sans décors, peu représentatives de ce spectacle qui s'annonce hyper-riche, et surtout visuel.

Chacun lisait son texte, brochure à la main, mimait les mouvements. Et peu importe si des échelles te-



naient lieu d'arbres, si des paravents indiquaient les montagnes, et si des chants s'efforçaient de suivre une musique enregistrée et d'ailleurs provisoire. Les sponsors pouvaient comparer cette ébauche avec la perfection sophistiquée d'une maquette où tous les changements compliqués de décor étaient déjà réalisés.

La chaleur, l'effet claustrophobique, auraient pu agir comme un boomerang. Mais la fascination des temps ralentis - comme dans les premières œuvres de Bob Wilson - a fini par agir comme un lavage de cerveau. C'est à Fribourg que le

spectacle a trouvé les bases de son imposant budget. C'est là que Bob Wilson a trouvé de nouveaux fans dans la grande finance, et que la ruine de ces Jeux olympiques de l'illusion visuelle a pris naissance. En mariant sa fille mégalomane d'artiste à un génie du commerce tout à fait inattendu, Bob Wilson a continué pendant des mois à parcourir le monde, à visiter des sponsors, à spéculer sur leur crainte d'être exclus de l'événement, à les organiser séparément, en affirmant que le reste, bien entendu, était en train de

se monter ailleurs... Admirable travail de persuasion.

De cette manière, Bob Wilson est parvenu à arracher un contrat à l'Opéra de Rome, qui, comme tout théâtre lyrique italien, s'aime particulièrement pratiquer la signature qui engage. Et le travail a continué, alors même que, fermé pour cause de sécurité, le théâtre avait suspendu toute activité. Finalement, Bob Wilson a réuni une troupe de chanteurs, y compris une star comme la soprano noire Ruby Hinds, pour un stage de quinze jours, au mois de juillet, sept mois

avant la première... Un miracle quand on songe au petit nombre de répétitions auquel sont habitués les chanteurs... Et d'autant plus que Phil Glass n'avait pas encore composé la musique de l'acte V.

Cet acte V durera une heure et demie, ce sera un véritable opéra avec des parties de ballet et deux acteurs seulement, des textes en italien, en latin, en anglais. Bob Wilson a appliqué sa méthode habituelle, qui prévoit le stade A - un *work shop* pour l'étude du texte et des mouvements, - précédant de quelques mois le stade B - le montage définitif.

Dans la chaleur étouffante du juillet romain, dans la salle d'une galerie non climatisée, on a pu assister à la partie A. Après deux jours, le mouvement était fixé, sauf pour les danseurs, engagés ailleurs. Les comédiens jouaient sans costumes. Il y avait une chaise de spiritualité, des animaux, des personnages de l'histoire américaine - M^{rs} Lincoln, Robert Lee - ou italienne - Garibaldi, le héros préféré du président Craxi, - le fameux d'Hercule... Chacun à son tour se déplaçait doucement, selon le rythme prévu, se soumettait à une comptabilité obsessionnelle, comptait jusqu'à cinq avant de partir, comptait jusqu'à seize pour parcourir 10 mètres, jusqu'à trente pour tourner la tête de 45 degrés... Et Phil Glass était là, enregistrant les mouvements, définissant les temps avec une précision maniaque, échantillant les chanteurs, leurs gestes, leur caractère... Et recueillait les propositions. Comme s'il s'agissait d'une musique de film. Comme dans un film, dans l'opéra selon Wilson, la musique vient après l'image.

FRANCO QUADRIL

LE CALENDRIER

THE CIVIL WARS, opéra de Bob Wilson, au Théâtre de la Ville, du 17 au 24 septembre.

LE GARDIEN DU TOMBEAU, de Kafka, par Jean-Marie Patti, du 21 septembre au 23 octobre à la Bastille.

CERVANTES-INTERMÈDES, par Jean Jourdeuil et François Peyret, du 27 septembre au 23 octobre, au Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis.

LA ROBE DE CHAMBRE, de Georges Bataille, par Richard Foreman, du 27 septembre au 30 octobre, au Théâtre de la Ville.

MAISON, par Gérard Tamest, six pièces instrumentales électro-acoustiques, du 28 septembre au 7 octobre, au Centre Georges-Pompidou.

BRIAN ENO, cinéma-musique, du 28 septembre au 3 octobre, au Centre Georges-Pompidou.

SORTILÈGES, par le groupe TSE, du 4 octobre au 23 décembre, au Théâtre de la Ville, petite salle.

KAGEL, films, du 5 au 10 octobre, de 12 h à 22 h, au Centre Georges-Pompidou. - *Die Erschöpfung Der Welt*, version concert, le 11 octobre à la Maison de la radio, grand auditorium. - *La Trésorisation*, Théâtre musical, du 27 octobre au 13 novembre, salle Gémier. - *Journée Kagel*, le 6 novembre, sur France-Culture.

WEBER, par l'Orchestra da Paris, le 5 octobre, salle Pleyel; par l'Ensemble contemporain, le 28 novembre; un concert de solistes, le 30 novembre; par le Quatuor Lusselle, le 7 décembre, au Théâtre des Amateurs, Nanterre; par le London Symphony Orchestra, les 9 et 10 décembre, salle Pleyel; par l'Orchestra de l'Opéra, palais Garnier, les 22 et 23 décembre.

ABORIGÈNES, MUSICIENS ET DANSEURS, du 5 au 15 octobre, aux Bouffes du Nord (le 10, concert Aperçus).

LE FRIGO, de et par Copi, du 7 octobre au 6 novembre, au Fontaine.

MACBETH, par Carmelo Bene, du 11 au 18 octobre, au Théâtre de Paris.

DANA REITZ, danse sur une musique de Malcolm Goldstein, du 12 au 17 octobre, au Centre Georges-Pompidou.

PEPPE et CONCETTA BARRA, variétés napolitaines du 18 au 23 octobre, au Théâtre de Paris.

NOUVELLES MUSIQUES AUSTRALIENNES, du 19 au 23 octobre, au Centre Georges-Pompidou (plus des films d'Arthur et Lorinne Carrill, de 12 h à 14 h).

REMONDI et CAPOROSSI, clownes italo-beckettien, du 28 au 31 octobre, au Centre Georges-Pompidou.

LEIGH HOBA, vidéo expérimentale australienne, du 27 au 30 octobre, de 13 h à 18 h; *Performances*, les 28 et 29 octobre, à 20 h 30, à l'ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

JAN FABRE, performer flamand, les 27, 28 et 29 octobre à partir de 18 h jusqu'à minuit, à la Bastille.

TANGO, spectacle de Claudio Segovia, du 11 au 17 novembre, au Théâtre musical de Paris.

TONID KRÖGER, de Thomas Mann, par Pierre Romans, du 14 octobre au 10 décembre, au Théâtre des Amateurs, Nanterre.

LES BLOUSES, de Jérôme Deschamps, du 15 novembre au 4 décembre, à la Bastille.

TRISHA BROWN danse du 15 au 20 novembre, et **KAROLE ARMITAGE** (sur des musiques

de Jeffrey Lohn), du 22 au 27 novembre, au Théâtre de Paris.

LUCINDA CHILDS danse sur des musiques de John Adams, du 29 novembre au 4 décembre à 18 h 30, au Théâtre de la Ville.

NO, du 2 au 7 décembre, deux programmes, au Théâtre du Rond-Point.

Expositions

ARCHITECTURE ET MYTHOLOGIE, par Anne et Patrick Poirier, à la Chapelle de la Salpêtrière, du 4 octobre au 5 décembre.

AUSTRALIE, Reconstructed Visions, du 28 septembre au 7 novembre. Peintures sur écorces, à partir du 28 septembre au Musée des arts africains et océaniques. - *Papunya*, peinture du désert, du 28 septembre au 30 octobre, à l'ambassade d'Australie. - *D'un autre continent*, du 4 octobre au 5 décembre, à l'ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Cinéma

Du 30 novembre au 10 décembre, aux Olympic Saint-Germain, Manly, Luxembourg-Club, à l'Escurial, au République Cinéma, la semaine des *Cahiers du cinéma*, le panorama du cinéma chinois contemporain; *Berlin Alexander-Platz*, de Fassbinder, version intégrale; *Flotilla* du cinéma pornographique; rétrospective Oum Kalsoum, Farid El Atrache, Elisabeth Taylor, Sonja Henie; Robert Bresson; Max Ophüls; le cinéma de propagande politique; les maîtres du cinéma scientifique; les écrivains cinéastes de Gide à Susan Sontag; le documentaire britannique, etc.

* Location-enseignements: FNAC MONTFARNASSE, 136, rue de Rennes, 75006 Paris (549-05-28).

PLAISIR DE LA MUSIQUE
5 STAGES VOIX ET INSTRUMENTS
avec
GIOVANNA MARINI ET SES MUSICIENS
AUX BOUFFES DU NORD
A PARTIR DU 27 OCTOBRE
inscriptions et renseignements :
Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis
téléphone 243.00.59

PIANO ***
SALLE PLEYEL
Mardi 4 octobre,
20 h 30
ENGLISH CHAMBER ORCHESTRA
Direction et soliste
PERAHIA
MOZART - BACH
LOC. 563.88.73

EN EXCLUSIVITÉ AU STUDIO DES URSULINES
2 FILMS INÉDITS DE BORIS BARNET
Un extravagant dans la Russie de Staline!...
LA JEUNE FILLE AU CARTON À CHAPEAU
et
OKRAINA
COSMOS 76 rue de Rennes M. St-Sulpice 544.28.80
CYCLE
Dostoïevski
7 FILMS
L'IDIOT (av. Gérard Philipe) • LA DOUCE • CRIME ET CHÂTIMENT
L'IDIOT (de KUROSAWA) • LES FRÈRES KARAMAZOV
LES NUITS BLANCHES • 26 JOURS DE LA VIE DE DOSTOÏEVSKI

THEATRE DE LA VILLE
ANIMATEUR-DIRECTEUR JEAN HERCULE
saison 83/84
du 17 au 24 septembre
the CIVIL wars
un opéra de
ROBERT WILSON
abonnements
adhésions
2 place du Châtelet
274.22.77

BRYAN ADAMS
VENDREDI
23 SEPTEMBRE
19H30
avec Radio 7
THEATRE Le PALACE
Locations: 3 FNACS CLEMENTINE NEW-ROSE
Album et cassette "Cuts like a knife" AML 64 911

San corp
par la musique
Flasko

DEUX EXPOSITIONS PIAZZETTA A VENISE

Le peintre du renouveau

L n'y a pas de phénomène plus mystérieux dans l'histoire de la peinture que la résurrection au dix-huitième siècle de la peinture vénitienne. La race, le milieu et le moment d'y sont pour rien, d'autant que l'âge baroque avait été à Venise particulièrement morne, même en architecture, et malgré l'exception glorieuse de Longhena, et que sa décadence politique et économique paraissait, comme d'ailleurs aujourd'hui, ne plus laisser d'autre issue que celle de la survie pittoresque et décorative. La Venise de président De Brosses, de Rousseau, de Casanova était même devenue une sorte de ville coloniale dont l'activité et la fortune étaient liées à l'afflux d'amateurs étrangers, de touristes de haut vol, venus admirer ses trésors, se divertir à ses fêtes, à ses plaisirs et à ses jeux.

Si la présence de ces amateurs explique dans une grande mesure le développement de la peinture des vedutisti, elle n'intervient en rien dans le renouveau de la peinture religieuse et même de la peinture décorative. Et si la naissance d'un grand peintre est toujours inexplicable, plus inexplicable encore est l'apparition dans une même génération d'artistes travaillant avec un égal bonheur dans le même sens et dans le même lieu et qui se nomment à Venise Giovanni Antonio Pellegrini, Giovanni Battista Pittoni, Federico Bencovich, nés respectivement en 1675, 1687 et 1677. Sans parler de l'infatigable Sebastiano Ricci, né en 1659 mais toujours actif dans le premier tiers du siècle, et, bien sûr, de Tiepolo, né en 1696, et qui conclut en étourdissant feu d'artifice, en ultime fêre d'illusion romanesque, l'histoire de la peinture italienne.

Dans ce concert quasiment céleste, dans ce retour de l'art vénitien à sa plus fastueuse lumière, celle de Véronèse, un homme a joué un rôle de premier plan, même si sa gloire a été quelque peu obscurcie par celle de Tiepolo, qui d'ailleurs lui doit beaucoup et dont il est à certains égards l'antithèse.

Cet homme, c'est Gianbattista Piazzetta, auquel Venise consacre cette année deux expositions qui célèbrent le troisième centenaire de sa naissance. La première, celle des tableaux, est présentée au palais Vendramin : c'est tout près de la gare, au-dessous du vaparato à San-Marcuola ; et l'on ira voir la seconde, celle de l'œuvre graphique, à l'île Saint-Georges, dans ce lieu de paix et de ferveur absolue qu'est, loin de la foule importune et des crimi-

nelles pigeons de Saint-Marc, attente à la sublime église de Palladio et à ses sublimes Tintoret (celui de la chapelle des Moris en particulier), la fondation Cini.

Fils d'un sculpteur sur bois, qui a laissé de grandes preuves de son talent à l'église Saint-Jean-et-Saint-Paul, sérieux, de mine un peu sévère et sans doute passablement égoïste, si l'on en juge par ses autportraits, plus laborieux que virtuose (sa lenteur d'exécution était proverbiale et sa production n'est pas très abondante), mais travaillant avec une conviction que l'on a pu opposer au « scepticisme hautilien » de Tiepolo (R. Longhi), Piazzetta est assurément le plus vénitien des peintres de son temps, le plus déterminé à récupérer l'héritage par-delà les divers compromis qui, autour de 1700, marquent presque toute la peinture italienne.

Le clair-obscur et peintre de genre attentif aux petits maîtres hollandais, transposant l'imagerie religieuse dans un registre de sensibilité familière que l'on qualifierait presque de vérité. C'est peut-être à Crespi que Piazzetta doit, mais sur un mode plus réservé, plus ardent, certains aspects de pastorale et d'évocation de la vie populaire que manifeste son œuvre, ainsi dans la *Jeune Paysanne endormie*, conservée à la Résidence de Salzbourg, ou dans la *Saint Jean-Baptiste de Rovigo* qui évoque avec une vigueur et une sensuelle bonhomie le souvenir de Caravage.

Les premières toiles de Piazzetta, le *Sacrifice d'Isaac*, de la collection Thyssen, *Suzanne et les vieillards* (Offices), se caractérisent par une composition compacte et diagonale affroutée, par de puissantes réserves d'ombres, par la vigueur tactile, presque turgescence, du rendu anatomique. La touche est déjà grasse, onctueuse, gorgée de couleurs roussâtres où crépitent des éclairs de lumière, et dans les grands formats verticaux, le *Rapt d'Hélène* (musée Grasset, Aix-en-Provence) et surtout dans ces deux chefs-d'œuvre que sont *Lo Vierge apparaissant à saint Philippe de Néri*, de l'église de la Fava, et *L'Exaltation de saint François*, du Musée de Vienne, la disposition des personnages en zigzag, le pathétique abandon de leur expression et de leurs gestes, donnent à la scène une intensité dramatique qui rappelle les plus hauts moments de la piété tridentine.

En 1722, Piazzetta reçoit commande, en même temps que onze de ses confrères, d'une toile destinée à la nef de l'église San-Stae : c'est un *Saint Jacques conduit au supplice* qui est présenté au palais Vendramin, à côté des œuvres correspondantes de Pittoni, Pellegrini, Sebastiano Ricci et Tiepolo. Il n'est pas difficile de voir à quel point la conviction, la concision sculpturale de Piazzetta l'emportent sur la virtuosité un peu fatiguée de ses confrères, sur Tiepolo lui-même, qui le suit ici de très près mais s'effiloche un peu dans une assez vaine gestualité.

Vers 1725, autre commande, celle d'un plafond, la *Gloire de saint Dominique*, destinée à l'une des chapelles de l'église Saint-Jean-et-Saint-Paul. Inspirée peut-être de Crespi, contemporaine des premiers plafonds de Tiepolo (au palais Sandini), cette décoration est la seule que Piazzetta ait exécutée, et l'on comprend mal que Venise n'ait pas davantage fait appel à lui dans un domaine où son coup d'essai apparaît comme un coup de maître par la verve du mouvement héliocidal qui anime la scène et le superbe aplomb des personnages qui se regardent du haut de leur émyrène, par l'extraordinaire luminosité surtout qui baigne l'ensemble dans une sorte de transfiguration, de jubilation céleste.

Voilà le moment capital, la révolution de la peinture vénitienne dans la troisième décennie du siècle : le retour à la peinture claire, aux « galetés blanches de la nature », comme disait Zola à propos des impressionnistes, à cette « lumière solaire » dont Alessandro Longhi accordait en 1762 l'inventio à Piazzetta et qui fera la fortune de Canaletto et du merveilleux Guardi.

C'est la lumière de Venise dont il faudrait parler comme Chateaubriand a parlé de la lumière de Rome. Une lumière qui, lorsqu'on se promène « loin de la foule importune » à la Giudecca ou vers la Madonna dell'Orto, vous fait suffoquer d'espoir, de mélancolie et de

teodresse dans les grands beaux jours de l'été triomphant.

Venise sauvée en somme, pour un temps et pour reprendre le titre d'une tragédie d'Otway ébère à Balzac. Mais calmons nos transports et pénétrons dans la salle des œuvres « solaires », où manque, hélas ! l'*Assommoir*, du Louvre, et quelques autres tableaux de même importance. Pour le registre sacré, voici l'éclatante symphonie du retable de *Saint Louis Bertrand, saint Vincent Ferrier et saint Hyacinthe*, destiné à l'église des Gesuati, et une délicieuse *Rebecca au puits* (Milan, Brera), qui dit sans affecterie toute la grâce du rococo et transporte l'épisode biblique dans un décor de pastorale contemporaine.

Le plus beau bourreau

Le monde pastoral eber aux Vénitiens, ouais ici de sensualité ironique et traduit avec une vigueur souriante qui le fait échapper aux conventions du genre, apparaît encore dans la toile la plus célèbre de Piazzetta, la *Diseuse de bonne aventure*. Un enchantement, et si l'on avait pu présenter à côté de cette énigme un peu libertine la *Promenade champêtre* de Chicago ou l'*Idylle sur la plage* de Cologne un nom serait sans doute venu à l'esprit de chacun : Watteau.

Les dernières œuvres de Piazzetta passent pour marquer un fléchissement de son inspiration et de ses moyens. Ce n'est pas très avisé. Certes, il n'est pas très à l'aise dans la peinture d'histoire (le *Sacrifice d'Iphigénie*), mais, malgré l'éreintement dont elle a été l'objet de la part de Roberto Longhi, une toile comme la *Décollation de saint Jean-Baptiste* apparaît comme un chef-d'œuvre de monumentalité dramatique, avec en particulier le personnage du bourreau qui se rejette en arrière et retourne ses manches avant de saisir l'épée que dégage un de ses aides. Voilà le plus beau bourreau de l'histoire de la peinture avec celui que Paul Delacroix a peint dans l'*Exécution de Jean Grey*.

Il faudrait aussi parler des salles où sont rassemblées les œuvres des élèves et des continuateurs de Piazzetta. C'est une des parties les plus intéressantes de l'exposition, et l'on voudrait pouvoir s'attarder sur la religion réussit moins bien que le genre (le *Joueur de tambour*). Encore plus sur celui de la curieuse Giulia Lama, l'autre femme peintre du dix-huitième siècle vénitien avec Rosalba Carriera. Autant la Rosalba fut fêlée, autant la Giulia Lama se cassa d'être persécutée par ses confrères masculins. Elle était la laideur même, mais aussi la sincérité et la passion. Une passion « outrée », comme on disait, super-virile et à probable composante sado-masochiste.

ANDRÉ FERMIGIER.

Lumière solaire

Alors que la plupart de ses confrères sont des vedettes européennes que se disputent princes et amateurs et qui, avant qu'à Venise, exécutent commande sur commande à Londres, à Paris (où Pellegrini décora pour le régent la galerie du Mississippi), à Madrid, à Wurtzbourg, à Varsovie, à Dresde, voire à Pétersbourg, Piazzetta, lui, a passé sa vie à Venise. Il y travaille pour les églises et les maisons d'édition, pour certains amateurs comme le Prince Eugène ou le maréchal Schulenburg, qui commandait les troupes de la Sérénissime. Très tôt, il semble avoir ouvert une école de dessin, il forme de nombreux élèves et il sera le premier directeur de l'Académie fondée en 1750 à l'exemple des

autres académies italiennes et dont, après sa mort survenue en 1754, Tiepolo sera président.

Il a tout de même quitté Venise une fois, lorsqu'il est terminé son apprentissage auprès d'Antonio Molinari, bon représentant de la tradition des tenebreux. Ce fut, dans sa vingtième année, pour aller à Bologne et y étudier « con somma attenzione », nous dit un de ses biographes, « les merveilleuses œuvres des Carrache et plus encore celles du Guercino, dont il semble avoir voulu imiter le goût et la manière ».

A Bologne, Piazzetta suit également les leçons de Giuseppe Maria Crespi, personnalité psychologique et très intense et d'envergure internationale qui, interprète magis-

En V.O. : FORUM HALLES (Dolby) - PARAMOUNT MERCURY (Dolby) - U.G.C. BARRUTZ - PARAMOUNT ODEON (Dolby) - ST MICHEL CINE BEAUBOURG - KINO PANORAMA (Dolby) - en V.F. : PARAMOUNT OPERA (Dolby) - PARAMOUNT MARIVAUX (Dolby) - U.G.C. OPERA - PARAMOUNT MONTMARTRE (Dolby) - PARAMOUNT MONTMARTRE - CONVENTION ST CHARLES - PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT GALAXIE - U.G.C. GOBELINS - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT MAILLOT (Dolby) - 3 MURAT (Dolby) - CLICHY PATHE (Dolby) - 3 SECRETAN (Dolby) - REX LA VARENNE Paramount - VITRY Robespierre - COLOMBES Club - VERSAILLES Cytano - VELIZY Studio - ST GERMAIN C2L (Dolby) - RUEIL Ariat - ENGHEN Français (Dolby) - ARGENTEUIL (Dolby) - LA DEFENSE 4 Temps - POISSY U.G.C. - VIRY CHATILLON Calypso - CRÉTEIL Arnel - MARNE-LA-VALLÉE Arnel - PANTIN Carrefour (Dolby) - SARCELLES Flanados - MONTREUIL Mado - ROSNY Arnel - EVRY Gaumont (Dolby)

San corps est passé
par la musique et par la danse...

Flashdance

Musique interprétée par
IRENE CARA
MICHAEL SEMELLO
DONNA SUMMER
LAURA DRANIGAN
KIM CARNES
ETC.

Le vendredi 16 septembre 19h30
Le PALACE

THEATRE PRESENT
L'OPERA DE QUAT' SOUS
de Bertolt BRECHT et Kurt WEILL
Mise en scène Mario Francese
« La public en sera pour son argent » (Le Point). « Vous prescrivez plaisir à cette reprise grâce à des comédiens de talent » (L'Espresso). « Nous avons là un spectacle à la hauteur humaine et musicale » (Le Parisien). « On ne s'ennuie pas une seconde, tout est pour le mieux » (Le Figaro). « La pièce trouve son bonheur en allant voir l'Opéra de Quat' sous » (Télé 7 Jours).

A 18 h : La suite de l'opéra (18 h 30) F

ORCHESTRE DE PARIS
Directeur musical Daniel Barenboim
Salle Pleyel
concert inaugural de la saison 83/84
29, 30 septembre - 20h30
DANIEL BARENBOIM
MARTHA ARGERICH
WAGNER - BEETHOVEN/LISTZ - LISZT
co-production
Festival d'Automne
5 octobre - 20h30
MATTHIAS BAMERT
JANE MANNING
WOLFGANG SCHÖNE
GROUPE VOCAL DE FRANCE
(Dir. : M. Tranchant)
WEBER - SCHÖNBERG
LOCATION
SALLE PLEYEL 01.67.07.36

AMERICAN IN V.O. AT THE
AMERICAN CENTER
261, bd Raspail, 75014 PARIS
633-67-28
ENGLISH FOR EVERYBODY
SESSIONS INTENSIVES
renouvelables tous les 15 jours
- Début : 12 septembre
SESSION D'AUTOMNE
du 26 septembre au 17 décembre
Learn to speak american
Cours tous les jours, le soir et le samedi
PRÉPARATION AU T.O.E.F.L.

IRCAM
Centre Georges Pompidou
MUSIQUES DE POLOGNE
ORCHESTRE DE CHAMBRE DE POLOGNE
Direction JERZY MAKSYMUK
avec ALAIN MARION, flûte
ELISABETH CHOJACKA, clavecin
Co-production IRCAM/Radio France
Vendredi 16 septembre à 20h30
Centre G. Pompidou, Grande Salle
Loc. 278 79 95

DERNIÈRE LE 25 SEPT.
COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
JEAN LEFEBVRE
OUVERT TOUT L'ÉTÉ
pauvre France!
600
ANNIK ALANE
RICHARD DARBOIS
NADINE CAPRI
GEORGES BELLER
"ALLEZ LES RIRE"
LOUEZ 720.08.24 723.37.21 et AGENCES

Théâtre de la Bastille 357 42 14 // LA MÈRE de WITKIEWICZ • mise en scène de Jean-Louis JACOPIN (9 sept. - 2 oct.) // Théâtre

5521 من الامم

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

CINQUANTE MINUTES D'ATTENTE

Les Templiers (1278-91-15), 20 h 30 ; les 14, 15, 16, 17 : le 18 à 18 h 30.

THEATRE D'OMBRES DE PEKIN

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

LE DINER BOURGEOIS

Théâtre de la Plume (1842-32-25), 20 h 30, les 15, 16, 17 ; le 18 à 17 h.

MOI, BECKETT

Road Point (256-70-80), 20 h 30 ; les 15, 16, 17, 20 ; le 18 à 15 h.

BALLE DE MATCH

Tristan Bernard (522-08-40), 21 h, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

VENDEDRE, JOUR DE LIBERTÉ

Théâtre des Lys (132-48-11), 20 h 30 (16).

LA SPECIALITE

Reunions (192-51-11), 19 h 30 (11).

MADAME JULIE

Edmond VII (742-57-49), 21 h (13).

AGATHA

Essence (268-44-42), 21 h (20).

K2

Porte Saint-Martin (607-37-53), 21 h (20).

UN HOMME NOMME JESUS

Palais des Sports (832-40-90) à partir du 20, mer., ven., 15 h, dim., 14 h 30 ; le 18 à 15 h.

LES PARAVENTS

Nastere, Théâtre des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 (20).

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANCAISE

(296-10-30), les 15, 16, 20 à 20 h 30 et le 18 à 14 h 30 ; la Seconde Surprise de l'amour ; la Colonne ; les 17, 18, 19 à 20 h 30 ; l'Avare.

BEAUBOURG

(277-12-33), (Mar.) Début : le 15 à 18 h 30 ; la Radiesthésie ; à 21 h : Soirée miniatures épiques ; Mapaches ; le 16 à 21 h : Soirée poétique chilienne ; le 18 à 16 h : Hommage à S. Allende ; le 19 à 21 h : le Théâtre polonais ; Cinéma Vidéo ; les 14, 15, 16, 17, 18, 19 à 13 h : De fer et de pierre ; à 16 h : San Clemente ; le 19 h : le Pays basque sud et sa liberté ; Présences polonaises ; le 14 à 15 h : les classiques de l'avant-garde ; à 18 h : Stefan et Francis Thorenson ; le 15 à 15 h : la loge qui fronde ; à 18 h : S. et F. Thorenson ; le 16 à 15 h : Eubéarques réfléchies ; à 18 h : W. Brzezinski ; le 17 à 15 h : Actions performances d'artistes contemporains.

COMEDIE-CAUMARTIN

(742-43-41), (mer., dim. soir), 21 h, dim., 15 h 30 ; Reviens dormir à l'église.

CONSTANCE

(1258-97-61), le 20, à 20 h 45 : Appel-ont Arthur ou les mystères de la Table ronde.

DECHARGEURS

(236-00-02) (D), 20 heures ; Mourir à Colone.

EPICERIE

(272-23-41) (D), 20 h 30 ; le Monte-plats.

ESPACE-GAITE

(327-13-54) (D soir), 20 h 30, dim., 15 h ; la Bonne Femme aux camélias.

ESPACE-MARAI

(271-10-19) (D, L), 20 h 30, jeu et ven., 15 h ; le Mariage de Figaro.

FONTAINE

(874-74-00), 20 h 30 ; la Malibran (dern. le 15).

GAITE-MONTMARTRE

(322-16-18) (D soir, L), 20 h 15, dim., 16 h ; Comment devenir une mère juive en dix leçons ; 22 h, dim., 17 h : la Fausse Liberté (à partir du 13).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

CINQUANTE MINUTES D'ATTENTE

Les Templiers (1278-91-15), 20 h 30 ; les 14, 15, 16, 17 : le 18 à 18 h 30.

THEATRE D'OMBRES DE PEKIN

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

LE DINER BOURGEOIS

Théâtre de la Plume (1842-32-25), 20 h 30, les 15, 16, 17 ; le 18 à 17 h.

MOI, BECKETT

Road Point (256-70-80), 20 h 30 ; les 15, 16, 17, 20 ; le 18 à 15 h.

BALLE DE MATCH

Tristan Bernard (522-08-40), 21 h, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

VENDEDRE, JOUR DE LIBERTÉ

Théâtre des Lys (132-48-11), 20 h 30 (16).

LA SPECIALITE

Reunions (192-51-11), 19 h 30 (11).

MADAME JULIE

Edmond VII (742-57-49), 21 h (13).

AGATHA

Essence (268-44-42), 21 h (20).

K2

Porte Saint-Martin (607-37-53), 21 h (20).

UN HOMME NOMME JESUS

Palais des Sports (832-40-90) à partir du 20, mer., ven., 15 h, dim., 14 h 30 ; le 18 à 15 h.

LES PARAVENTS

Nastere, Théâtre des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 (20).

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANCAISE

(296-10-30), les 15, 16, 20 à 20 h 30 et le 18 à 14 h 30 ; la Seconde Surprise de l'amour ; la Colonne ; les 17, 18, 19 à 20 h 30 ; l'Avare.

BEAUBOURG

(277-12-33), (Mar.) Début : le 15 à 18 h 30 ; la Radiesthésie ; à 21 h : Soirée miniatures épiques ; Mapaches ; le 16 à 21 h : Soirée poétique chilienne ; le 18 à 16 h : Hommage à S. Allende ; le 19 à 21 h : le Théâtre polonais ; Cinéma Vidéo ; les 14, 15, 16, 17, 18, 19 à 13 h : De fer et de pierre ; à 16 h : San Clemente ; le 19 h : le Pays basque sud et sa liberté ; Présences polonaises ; le 14 à 15 h : les classiques de l'avant-garde ; à 18 h : Stefan et Francis Thorenson ; le 15 à 15 h : la loge qui fronde ; à 18 h : S. et F. Thorenson ; le 16 à 15 h : Eubéarques réfléchies ; à 18 h : W. Brzezinski ; le 17 à 15 h : Actions performances d'artistes contemporains.

COMEDIE-CAUMARTIN

(742-43-41), (mer., dim. soir), 21 h, dim., 15 h 30 ; Reviens dormir à l'église.

CONSTANCE

(1258-97-61), le 20, à 20 h 45 : Appel-ont Arthur ou les mystères de la Table ronde.

DECHARGEURS

(236-00-02) (D), 20 heures ; Mourir à Colone.

EPICERIE

(272-23-41) (D), 20 h 30 ; le Monte-plats.

ESPACE-GAITE

(327-13-54) (D soir), 20 h 30, dim., 15 h ; la Bonne Femme aux camélias.

ESPACE-MARAI

(271-10-19) (D, L), 20 h 30, jeu et ven., 15 h ; le Mariage de Figaro.

FONTAINE

(874-74-00), 20 h 30 ; la Malibran (dern. le 15).

GAITE-MONTMARTRE

(322-16-18) (D soir, L), 20 h 15, dim., 16 h ; Comment devenir une mère juive en dix leçons ; 22 h, dim., 17 h : la Fausse Liberté (à partir du 13).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

CINQUANTE MINUTES D'ATTENTE

Les Templiers (1278-91-15), 20 h 30 ; les 14, 15, 16, 17 : le 18 à 18 h 30.

THEATRE D'OMBRES DE PEKIN

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

LE DINER BOURGEOIS

Théâtre de la Plume (1842-32-25), 20 h 30, les 15, 16, 17 ; le 18 à 17 h.

MOI, BECKETT

Road Point (256-70-80), 20 h 30 ; les 15, 16, 17, 20 ; le 18 à 15 h.

BALLE DE MATCH

Tristan Bernard (522-08-40), 21 h, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

VENDEDRE, JOUR DE LIBERTÉ

Théâtre des Lys (132-48-11), 20 h 30 (16).

LA SPECIALITE

Reunions (192-51-11), 19 h 30 (11).

MADAME JULIE

Edmond VII (742-57-49), 21 h (13).

AGATHA

Essence (268-44-42), 21 h (20).

K2

Porte Saint-Martin (607-37-53), 21 h (20).

UN HOMME NOMME JESUS

Palais des Sports (832-40-90) à partir du 20, mer., ven., 15 h, dim., 14 h 30 ; le 18 à 15 h.

LES PARAVENTS

Nastere, Théâtre des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 (20).

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANCAISE

(296-10-30), les 15, 16, 20 à 20 h 30 et le 18 à 14 h 30 ; la Seconde Surprise de l'amour ; la Colonne ; les 17, 18, 19 à 20 h 30 ; l'Avare.

BEAUBOURG

(277-12-33), (Mar.) Début : le 15 à 18 h 30 ; la Radiesthésie ; à 21 h : Soirée miniatures épiques ; Mapaches ; le 16 à 21 h : Soirée poétique chilienne ; le 18 à 16 h : Hommage à S. Allende ; le 19 à 21 h : le Théâtre polonais ; Cinéma Vidéo ; les 14, 15, 16, 17, 18, 19 à 13 h : De fer et de pierre ; à 16 h : San Clemente ; le 19 h : le Pays basque sud et sa liberté ; Présences polonaises ; le 14 à 15 h : les classiques de l'avant-garde ; à 18 h : Stefan et Francis Thorenson ; le 15 à 15 h : la loge qui fronde ; à 18 h : S. et F. Thorenson ; le 16 à 15 h : Eubéarques réfléchies ; à 18 h : W. Brzezinski ; le 17 à 15 h : Actions performances d'artistes contemporains.

COMEDIE-CAUMARTIN

(742-43-41), (mer., dim. soir), 21 h, dim., 15 h 30 ; Reviens dormir à l'église.

CONSTANCE

(1258-97-61), le 20, à 20 h 45 : Appel-ont Arthur ou les mystères de la Table ronde.

DECHARGEURS

(236-00-02) (D), 20 heures ; Mourir à Colone.

EPICERIE

(272-23-41) (D), 20 h 30 ; le Monte-plats.

ESPACE-GAITE

(327-13-54) (D soir), 20 h 30, dim., 15 h ; la Bonne Femme aux camélias.

ESPACE-MARAI

(271-10-19) (D, L), 20 h 30, jeu et ven., 15 h ; le Mariage de Figaro.

FONTAINE

(874-74-00), 20 h 30 ; la Malibran (dern. le 15).

GAITE-MONTMARTRE

(322-16-18) (D soir, L), 20 h 15, dim., 16 h ; Comment devenir une mère juive en dix leçons ; 22 h, dim., 17 h : la Fausse Liberté (à partir du 13).

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

CINQUANTE MINUTES D'ATTENTE

Les Templiers (1278-91-15), 20 h 30 ; les 14, 15, 16, 17 : le 18 à 18 h 30.

THEATRE D'OMBRES DE PEKIN

Théâtre de Paris (280-09-30), 20 h 30, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

LE DINER BOURGEOIS

Théâtre de la Plume (1842-32-25), 20 h 30, les 15, 16, 17 ; le 18 à 17 h.

MOI, BECKETT

Road Point (256-70-80), 20 h 30 ; les 15, 16, 17, 20 ; le 18 à 15 h.

BALLE DE MATCH

Tristan Bernard (522-08-40), 21 h, les 15, 16, 20 ; les 17, 18 à 15 h.

VENDEDRE, JOUR DE LIBERTÉ

Théâtre des Lys (132-48-11), 20 h 30 (16).

LA SPECIALITE

Reunions (192-51-11), 19 h 30 (11).

MADAME JULIE

Edmond VII (742-57-49), 21 h (13).

AGATHA

Essence (268-44-42), 21 h (20).

K2

Porte Saint-Martin (607-37-53), 21 h (20).

UN HOMME NOMME JESUS

Palais des Sports (832-40-90) à partir du 20, mer., ven., 15 h, dim., 14 h 30 ; le 18 à 15 h.

LES PARAVENTS

Nastere, Théâtre des Amateurs (721-18-81), 20 h 30 (20).

Les salles subventionnées et municipales

COMEDIE-FRANCAISE

(296-10-30), les 15, 16, 20 à 20 h 30 et le 18 à 14 h 30 ; la Seconde Surprise de l'amour ; la Colonne ; les 17, 18, 19 à 20 h 30 ; l'Avare.

BEAUBOURG

(277-12-33), (Mar.) Début : le 15 à 18 h 30 ; la Radiesthésie ; à 21 h : Soirée miniatures épiques ; Mapaches ; le 16 à 21 h : Soirée poétique chilienne ; le 18 à 16 h : Hommage à S. Allende ; le 19 à 21 h : le Théâtre polonais ; Cinéma Vidéo ; les 14, 15, 16, 17, 18, 19 à 13 h : De fer et de pierre ; à 16 h : San Clemente ; le 19 h : le Pays basque sud et sa liberté ; Présences polonaises ; le 14 à 15 h : les classiques de l'avant-garde ; à 18 h : Stefan et Francis Thorenson ; le 15 à 15 h : la loge qui fronde ; à 18 h : S. et F. Thorenson ; le 16 à 15 h : Eubéarques réfléchies ; à 18 h : W. Brzezinski ; le 17 à 15 h : Actions performances d'artistes contemporains.

COMEDIE-CAUMARTIN

(742-43-41), (mer., dim. soir), 21 h, dim., 15 h 30 ; Reviens dormir à l'église.

CONSTANCE

(1258-97-61), le 20, à 20 h 45 : Appel-ont Arthur ou les mystères de la Table ronde.

DECHARGEURS

(236-00-02) (D), 20 heures ; Mourir à Colone.

EPICERIE

(272-23-41) (D), 20 h 30 ; le Monte-plats.

ESPACE-GAITE

(327-13-54) (D soir), 20 h 30, dim., 15 h ; la Bonne Femme aux camélias.

ESPACE-MARAI

(271-10-19) (D, L), 20 h 30, jeu et ven., 15 h ; le Mariage de Figaro.

FONTAINE

(874-74-00), 20 h 30 ; la Malibran (dern. le 15).

COMMUNICATION

Mercredi 14 septembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 30 Tirage du Loto.
- 20 h 35 Football : Bordeaux-Leipzig. (En direct de Bordeaux.)
- 22 h 15 Vagabondages. Emission de R. Gicquel et D. Sanders. Avec Guy Béart, Miguel Angel Estrella...
- 23 h 15 Journal.
- 23 h 30 Un soir une étoile.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Téléfilm : Croquignola. Réal. J. Brard. Avec P. Chesnais, R. Conteur, G. Darier.
- 22 h 15 L'histoire d'un personnage inspiré d'un roman de Charles-Louis Philippe, un franc guignol, un tombeur de dames. Si la caméra de Jean Brard a souvent tendance à badauder devant une vitrine de mode ou dans une brasserie rococo, les acteurs sont bien vivants, un peu stéréotypés mais finalement assez attachants.
- 22 h 20 Magazine : Les jours de notre vie. Réal. B. D'Arbrion.
- 23 h 10 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Variétés : Cadence 3. Emission de Guy Lux et Lela Milicic (présentée en région par Sophie Darrel).
- Avec Sylvie Vartan et Annie Cordy.

- 21 h 45 Journal.
- 22 h 05 Téléfilm : Les Enfants de fortune. D'après J.-M. Roberts. Réal. B. Maigrot. Avec M. Modo, R. Tremblay, E. Astier...
- M. Jaune, vieil homme triste et solitaire, abandonné par ses treize enfants, retrouve l'un d'eux : Martin, échappé de sa famille adoptive, rentre au bercail, troublé et inquiet...
- 23 h 15 Prélude à la nuit. Ouverture d'Egmont, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Berlin.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 05 Ciné 16 : Les Lavandiers de la liberté.
- 18 h 30 Via régionale.
- 18 h 55 Informations nationales et internationales.
- 19 h 10 Dessin animé : Vagabul.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Feuilleton : Malaventure.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Les différents aspects de l'évolution : l'évolution des espèces.
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, Concert : Symphonie n° 8, de Schubert, extraits de la Walkyrie, Siegfried Idyll, de Wagner, par l'Orchestre de la philharmonie nationale hongroise, dir. E. Binder, sol. S. Nimmern, baryton.
- 22 h 30, Fréquence de nuit : musiques de Turquie et de Kirghizie.

Jeudi 15 septembre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 13 h 30 Le bar de l'été.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Santé : Les retraités dans la vie locale.
- 15 h 35 Action : Mme Colombo.
- 16 h 30 Croque-vacances.
- 18 h Le rendez-vous.
- 18 h 10 Revoir : Schulmeister, l'espion de l'empereur.
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Super-défi.
- 19 h 45 Marionnettes.
- 20 h Journal (et à 22 h 10).
- 20 h 35 L'enjeu. Emission de F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiser. Numéro spécial au président de la République : François Mitterrand.
- 22 h 20 Caméra festival : La peste à Marseille. Série de C. Laperrière et B. Gouley. L'un des événements les plus tragiques de l'histoire de Marseille : la grande peste de 1720. Un documentaire conçu à partir de chroniques de l'époque, suivi d'un débat avec Pierre Chassagnou, membre de l'Institut, et Henri-Hubert Molaret, professeur de médecine de Paris.
- 23 h 25 Journal.
- 23 h 40 Un soir, une étoile.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTIOPE.
- 12 h 10 Jeu : L'Académie du neuf.
- 13 h 35 Les amours romantiques.
- 13 h 50 Aujourd'hui la vie.
- 14 h 55 Téléfilm : Mister Horn.
- 16 h 30 Un temps pour tout.
- 17 h 30 Guatemala, haute terre maya.
- 17 h 45 Récré A 2.
- 18 h 30 C'est la vie.
- 18 h 50 Des chiffres et des lettres.
- 19 h 10 D'accord, pas d'accord.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Le Corsaire. D'après J. Conrad, réal. F. Giraldi. Avec P. Leroy, L. Morante, J. Thulin...
- Le capitaine Cayrol, vieil écumeur des mers qui aspire au repos, s'est installé chez la belle Arlette, près de Hyères. Adaptation relativement fidèle d'un roman de Conrad. Pour les inconditionnels, signalez l'apparition d'Alain Cuny dans le rôle du curé du village.
- 21 h 40 Concert : 22 Symphonies de G. Mahler. « Résurrection » (en simultané sur France-Musique), par l'Orchestre national de France. Dir. S. Ozawa, solistes J. Norman et S. Armstrong.
- 23 h 10 Football : spécial Coupe d'Europe. Résumé filmé des rencontres premier tour des Coupes d'Europe.
- 23 h 20 Journal.

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

- 17 h Télévisions régionales.
- Programmes autonomes des douze régions.
- 18 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les Jeux.
- 20 h 35 Ciné-Passion, de M.-C. Barnault.
- 20 h 40 Film : Fellini-Roma. Film italien de F. Fellini (1972), avec P. Gonzales, F. Fioretti, M. Maitland, A. Vitali, P. de Bosses (1972). En 1938, Fellini, jeune provincial, arrive à Rome et

découvre divers aspects de la ville. Tremble-t-il un peu plus tard, il y jette un film et se penche sur un autre monde. Alternance du passé et du présent, dans une œuvre monumentale, où Fellini, avec un talent si particulier de visionnaire, fait le portrait subjectif, onirique, prodigieusement spectaculaire d'une ville chargée d'histoire et toujours, pour lui, mystérieuse.

- 22 h 35 Journal.
- 22 h 55 Soirée aux lettres. Magazine littéraire de J. Garcin.
- Premiers romans, nouveaux espoirs. Avec Michel Tournier, Elvire Murail : portraits de J. Goussier, C. Lévy, M. Pollak.
- 23 h 55 Prélude à la nuit. « Le Petit Ane blanc », de J. Ibert, par le groupe Noco Music.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

- 17 h 6 Documentaire : Les Oiseaux de mer.
- 17 h 36 Théâtre : extraits des « Mémoires du malheur », de J. Savary.
- 18 h 44 Variétés : Rocking Chair.
- 19 h 15 Informations régionales.
- 19 h 35 Informations nationales et internationales.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales : le volontariat.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : Écritures brutes et fous littéraires : à 8 h 50. Les demeures de l'âme.
- 9 h 7, Matinales de la littérature.
- 10 h 45, Extrême : avec Suzanne Lillard à propos de « La Confession anonyme ».
- 11 h 2, Musique : 10^e Concours d'art flamenco de Cordoba (et à 13 h 30 et à 17 h 32).
- 12 h 5, Agora.
- 12 h 55, Panorama.
- 14 h, Sons.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « La Peau et le Sacre » de Marie-Louise Audibert.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Départementale : l'art brut depuis Dubuffet ; à 17 h, Raïsons d'être.
- 18 h 30, Feuilleton : Le nommé Jendil.
- 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine.
- 20 h, « Berditcher », de F. Gorenstein. Adapt. Lily Denis, réal. G. Peyrou. Avec J. Boulay, R. Salik, M. Chevit...
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques du matin : œuvres de Clémentine, Salieri, Haydn...
- 8 h, Journal de musique.
- 8 h 15, Autour de... 14^e Quatuor à cordes de Beethoven : œuvres de Marais, Beethoven, Mozart, Bach, Haydn, Berlioz.
- 12 h, Le royaume de la musique.
- 12 h 35, Jazz : la chanson de Louis.
- 13 h, Concours international de guitare.
- 13 h 30, Poissons d'or : œuvres de Ph. Glass, Nova.
- 14 h 4, Musique légère.
- 14 h 30, Autour de... « Vlado Perlemuter » : œuvres de Mozart, Beethoven, Chopin, Ravel.
- 17 h 5, Répertoire contemporain : Michel Zbar.
- 18 h, Jazz (voir lundi).
- 18 h 30, L'empire.
- 20 h, Concert (donné au Théâtre du Rond-Point à Paris, le 9 mai 1983) : « Echo XII » de Amy, « La Chaine » de Schmitt, « Tense-Apparence » de Tahir, « Sept Haïkas » de Messiaen, par l'Ensemble Intercontinental, dir. Tabachnick, sol. J.-M. Manana, cor. J. Naudais, trombone, D. Ciampolini, percussions...
- 21 h 48, Concert (en simultané avec A2) : « Deuxième symphonie et la messe, réécriture » de Mahler, par l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France, dir. S. Ozawa, sol. J. Norman, S. Armstrong.
- 23 h, Fréquence de nuit : musiques de Géorgie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan.

L'aggiornamento de TF 1

Après avoir remanié l'équipe de l'information de TF 1, M. Hervé Bourges, son nouveau président-directeur général, vient d'installer un groupe de réflexion chargé de faire des

propositions pour redresser l'« image » de la première chaîne (le Monde du 9 septembre). Il nous livre ici ses premières réflexions sur le rôle de TF 1 dans le système audiovisuel.

Point de vue

Une image pour une ambition

par HERVÉ BOURGES (*)

En quelques années, le monde de l'audiovisuel a explosé. En France, comme dans tous les pays développés, la télévision s'est installée dans les foyers. Les nouvelles techniques deviennent familières, et beaucoup de téléspectateurs pratiquent, sans le savoir, la télé-informatique, comme M. Jourdain, naguère le prose. Le temps des inventeurs devient celui des industriels. Les technologies se bousculent. Les institutions se transforment. Les modes de vie évoluent à vue d'œil, là où il fallait une vie d'homme pour tracer un sillon.

Au milieu de ce tourbillon, la télévision française ressemble à une planète qui se meut sur une orbite incertaine et dont les habitants s'interrogent. Par tradition gloire, ils craignent un peu que le ciel ne leur tombe sur la tête. D'ailleurs, ils le savent d'expérience : on a bouleversé le statut de l'audiovisuel cinq fois en vingt-cinq ans. Le dernier acte de 1982, et garantit au service public un espace de liberté inconnu jusqu'alors. La liberté inconnue, elle provoque des réflexes frileux et des ivresses. Bref, on n'avance pas vraiment. On bien, lorsque les choses se mettent en marche, c'est trop vite pour les frileux, trop lentement pour les impatientes.

TF 1 est une des régions où l'on scrute le ciel avec le plus d'incertitude. C'est pourquoi un lien riche d'expérience. La télévision française, la première chaîne, toutes les grandes heures de découverte et d'émerveillement, les amis des années 50 et 60, les compagnons de l'âge d'or, les Sabbagh, les Bellemare, Tchernia, Margaritha, mais aussi les grands moments signés Santelli, Averty, Lorenzi, les « Cinq colonnes à la une », sont inscrits en lettres capitales dans sa mémoire, et dans celle de son public. C'est superbe. Et c'est lourd. Un peu lourd à porter dans un monde qui change.

« On recherche les fous »

L'enthousiasme des pionniers s'est éteint, les échos de 1968 ont été brisés. Reprise en main, mise à l'écart de ceux qui avaient trop rêvé : on a remis les clés de la maison ou gestionnaires. Une enquête réalisée à l'intérieur de TF 1, il y a quelques mois, comportait cette phrase révélatrice : « Cette maison est pleine de garde-fous, mais on recherche les fous... » Pour beaucoup, dans le monde de l'audiovisuel, l'accession de la gauche au pouvoir allait produire, comme par enchantement, le changement. Le changement, mot magique. Les idées folles, la commission Moingt et tenté d'en établir une synthèse. Et cette synthèse a inspiré les rédacteurs de la loi de 1982. Mais on ne change pas la société par décret : la télévision non plus. Depuis deux ans, ceux qui font TF 1 ont conjugué leur expérience et leur talent à mettre en œuvre ce projet ambitieux, « la télévision du changement ». Une entreprise de longue haleine, parfois incertaine. La télévision focalise les évolutions de la société, et le mouvement des idées ; elle peut jouer un rôle de catalyseur. Mais lorsque, par mégarde, elle s'aventure à aller plus vite que la musique, cela fait des « couacs ».

Les premiers « couacs » auraient dû nous alerter. Voilà quinze ans que de changement de cap en changement de cap, la première chaîne perd un peu de son âme, de son enthousiasme, et s'écarte insensiblement du public dans lequel elle avait su s'établir une relation intime et chaleureuse.

On s'en doutait. Mais, maintenant, les faits sont là. La sanction

des statistiques s'est abattue. Il y a des chiffres symboliques. Le symbole, c'est le journal télévisé. Lorsque celui d'Antenne 2 est passé devant celui de TF 1, une époque s'est achevée. Les compteurs sont remis à zéro, et l'enjeu pour TF 1 est de retrouver une âme, un visage, une image.

Une âme, c'est d'abord un certain sens de la responsabilité. Les pouvoirs publics ont assignés à la télévision la triple mission d'informer, de distraire et d'enrichir. Mais il n'y a pas de touche gagnante comme dans les jeux vidéo. D'une émission à l'autre, à condition de ne pas se fourvoyer, on informe, on distrait, et on enrichit, en même temps. Prenons l'exemple des journaux télévisés, puisque c'est le cas le plus en vue. La logique des médias nous a conduits au système des présentateurs-vedettes : une mimique, une petite phrase par-ci par-là, et voici que « la France a peur ». L'information se dissout dans le commentaire, et parce qu'il a été longtemps interdit, on oriente, on mal délimite, le commentaire insidieusement s'avance masqué, tandis derrière une revue de presse dont les choix ne sont pas aussi innocents qu'il y paraît, tantôt derrière une citation sortie de son contexte. Le spectacle est bon. Enfin, plus ou moins bon, puisque nos vedettes elles-mêmes - celles de toutes les chaînes - ont des états d'âme, des états de grâce, et des disgrâces. La pire étant d'avoir cessé de plaire.

Les meubles et les valises

Faire une bonne télévision est d'abord affaire de professionnalisme, et la télévision française a formé nombre d'excellents professionnels. Il nous reste à approfondir l'exercice de la responsabilité. La télévision anglo-saxonne a, également, ses présentateurs-vedettes, mais ils appliquent leur talent à séparer l'information du commentaire, à citer les sources de leurs nouvelles, à pratiquer l'investigation. Nous ne sommes pas anglo-saxons. Mais la rigueur fait également partie du génie français au même titre que la sensibilité. Il nous appartient de remettre l'ouvrage sur le métier.

Mais combien de basillies faudrait-il abattre, combien de réticences faudrait-il vaincre et d'abord celle de la nostalgie. On peut regretter les charmes fanés de la plus belle télévision du monde. Mais on ne doit pas se tromper de perspective.

Ce n'est pas l'O.R.T.F. qui a inventé ses émissions, ses dramatiques, ses feuilletons ; ce sont les hommes qui ont eu l'audace de tenter l'aventure. Certes, il y avait là l'ambivalence du projet gaulliste : une information tenue en main et des programmes ambitieux, qui exprimaient la grandeur de la France. Mais la bureaucratie, mais le corporatisme, qui ont provoqué l'apoplexie du didactisme O.R.T.F., lui ont survécu, même après le partage de sa dépouille.

Et le rêve est passé. Le rêve, mais pas les pesanteurs : les strates, les visages amenés là par chaque gouvernement, et les talents qui s'éloient, et les placards, les fameux « placards » où l'on case ceux qui ont cessé de plaire. A qui ? On ne le sait même plus... Les directions passent, l'encadrement administratif et technique demeure. On a longtemps opposé les « géomètres » aux « salimbanches ». Le personnel de la maison sait que la véritable civage est entre les « meubles » - ceux qui restent - et les « valises » - ceux qui disparaissent un jour.

La carte de la compétence

Cette manière de voir est un des maux de notre télévision. Le service public doit autant penser à ceux qui regardent les programmes qu'à ceux qui y travaillent. Un des premiers slogans de l'après-mai 1981 a été « pas de classe aux sorciers ». Pourquoi pas ? Et on a réintégré, comme beaucoup le souhaitent, ceux qui étaient tombés en route, lors des licenciements de 1968 et de 1974. Là encore, pourquoi pas ? Mais au nom d'excellents principes on a gonflé les effectifs des sociétés de l'audiovisuel, au point limite de la paralysie. Il n'est venu à personne l'idée de demander aux uns et aux autres ce qu'ils savaient faire, ni ce qu'ils voulaient faire, ni de s'assurer de leurs capacités.

Car le changement, à la télévision, aujourd'hui, c'est d'abord une idée toute simple. TF 1, télévision de service public, n'est pas une institu-

tion ; c'est une entreprise de communications, ou la première manière de remplir ses responsabilités sociales est de faire preuve de professionnalisme, d'ardeur au travail, d'aptitude au travail en équipe. La carte qui compte est celle de la compétence. Et si l'on veut se distinguer, on ne manque pas d'occasions de le prouver. La première loyauté d'un professionnel de télévision, c'est de penser au public, à ses goûts, à ses comportements, à ses curiosités, à ses attentes.

Certes, la sanction financière n'est pas immédiate, malgré les contraintes qui se multiplient. Le temps est à la rigueur. TF 1 se voit à la veille d'avoir, comme les autres sociétés de l'audiovisuel, un budget comprimé (1), voire en régression. Une disposition qui sollicite l'imagination et l'esprit gestionnaire, surtout si on veut préserver la priorité à la création. Mais on est loin des aléas du marché. La redevance reste vaillante que vaillante, et la publicité ne se porte pas trop mal. On est à l'abri d'une réaction brutale. Mais on n'est pas à l'abri du public. On est à son service, à son écoute, et soucieux de son évolution.

Pour l'heure, les téléspectateurs sont un peu désorientés. Ils ne savent plus qui nous sommes. C'est sur TF 1 que les changements ont été le plus ressentis, et le plus mal perçus. Le groupe de réflexion qui vient d'être mis en place va tout d'abord devoir fournir un diagnostic : pourquoi l'image de TF 1 s'est-elle brisée, au fil des ans, à ce point ? Et puis, élaborer des propositions, un projet mobilisateur. L'autorité professionnelle de Pierre Sabbagh le désignait tout naturellement pour mener ces discussions et les inspirer par la malice et la chaleur qu'on lui connaît.

Dans la panoplie des médias, à côté des cassettes, des câbles et des satellites (à côté ou même à l'intérieur un prochain jour), il y a une place pour une grande télévision nationale. Une télévision populaire de qualité. Populaire comme la chanson d'Edith Piaf, comme la fête au village, on comme le T.N.P. de Jean Villard. Fidèle à notre patrimoine culturel, mais en même temps résolument moderne, ouverte sur son temps, sur la pluralité humaine, sur tout notre univers : le champ de la connaissance et les territoires moins connus. Je pense en particulier aux expressions différentes, aux modes, aux cultures que nous côtoyons parfois, mais que beaucoup ignorent encore en France.

Voilà l'ambition de la première chaîne. Et en attendant qu'elle se réalise, TF 1 pourrait dire à ses amis, comme Jean Cocteau : « J'en ai assez, qu'on ne me dévisage ; j'aimerais maintenant que l'on m'envisage ».

(1) L'heureuse exception de Radio-France internationale.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 14 SEPTEMBRE
- M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, est l'invité du journal de 20 h, sur Antenne 2.

JEUDI 15 SEPTEMBRE
- M. Henri Kravicki, secrétaire général de la C.G.T., sur France Inter à 7 h 40.

- M. Christian Piarret, député socialiste des Vosges, président de la commission des finances à l'Assemblée nationale, est reçu à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.C. à 8 h 15.

- M. Max Gallo, secrétaire d'Etat, porte-parole du gouvernement, participe au journal de 12 heures, sur C.V.S. (91,3 MHz, Versailles).

- M. François Mitterrand, président de la République, répond aux questions des journalistes, dans le magazine « L'enjeu », sur TF 1 à 20 h 35.

● Télé K 7, hebdomadaire de télévision destiné aux usagers du magnétoscope, fait paraître son premier numéro cette semaine (prix : 6 F). Tiré à 300 000 exemplaires. Tlé K 7 est la dernière production des publications Michel-Hommel, qui éditent les mensuels Tennis, Echappement, Nitro, et Pratique.

● PRECISION. — C'est M. Alain Lefebvre qui contrôle personnellement le nouveau Magazine hebdo (le Monde du 14 septembre) et non, comme nous l'avons indiqué par erreur dans notre première édition de mardi, Publication Groupe Média, dont il possède 60 % de capital social.

LETTRES

L'écrivain américain William Goyen est mort

Nous apprenons la mort de l'écrivain américain William Goyen, à Los Angeles. Il était né en 1915 à Trinity, dans le Texas.

Enraciné dans le Texas natal, l'œuvre de William Goyen, qui a toujours transcendé la régionalisme, s'est développée à l'écart de toute école, de toute chapelle. Flairant et ample à ses débuts, empruntant volontiers au ballast incantatoire de l'Ancien Testament, sa prose s'était peu à peu dépouillée jusqu'à l'épure des dernières années, acquérant une dureté qui n'achetait pourtant pas les épanchements, la tendresse.

Il y a deux mois, il espérait encore bien pouvoir venir à l'automne découvrir la rivière bretonne qui porte son nom, mais la leucémie ne lui a pas permis. Il savait depuis peu que, en basque, goyen signifie là-haut, et il en était ravi, lui dont nombre de personnages passent de longs moments entre ciel et terre. Car cet artiste a toujours fait la part belle au merveilleux dans une œuvre qui constitue une longue autobiographie psychique toute imbibée d'une nostalgie très sensuelle. Tirailé entre l'idéalisme et le sacré, Goyen a su créer un univers reconnaissable entre tous.

Salué par des personnalités aussi diverses qu'Anais Nin, Ernest R. Cur-

tius, Katherine Anne Porter, Joyce Carol Oates, Albert Camus, Gaston Bachelard..., Goyen n'a jamais connu le succès de Truman Capote ou de Carson McCullers, à qui il n'avait pourtant rien à envier. Mais le temps va travailler pour lui, d'autant plus qu'il reste beaucoup à découvrir de cet écrivain si profondément original ; au moins trois livres inédits dont un étonnant Arcadie, histoire nue d'un hermaphrodite linéaire prophétisant la fin du monde.

En français ont paru successivement Le Maison d'Helaine (Gallimard 1954), la Fantôme et la Chair (Gallimard 1956), Sevannah (Grasset 1954). En un pays lointain (Gallimard 1987) et Zémour (J. M. Place

1977). En 1979, la revue Delta de l'université Paul-Valéry de Montpellier lui a consacré un important numéro (1).

Mais on ne saurait évoquer William Goyen et la France sans parler de son vieil ami Maurice Edgar Coindreau, grand explorateur de la littérature américaine, qui rendit admirablement le premier roman de l'écrivain dans notre langue. La Maison d'Helaine, qu'il chérissait entre toutes ses traductions, valut à Coindreau le prix Héraclite-Karinsky en 1954.

PATRICE REPUSSEAU.
(1) Revue Delta, Université Paul-Valéry, BP 5043, 34032 Montpellier Cedex.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Meubles français à New-York

Pendant sept semaines, du 14 septembre au 2 novembre, ce sera la « Fête de France » à New-York, chez Bloomingdale's.

Fondé en 1872, ce grand magasin américain lance la plus importante promotion de produits français jamais réalisée aux Etats-Unis. Considéré comme un leader en matière de style de vie, il a donné une place de choix au mobilier. Pour cette exposition « Fête de France », Bloomingdale's aurait acheté pour 800.000 dollars de meubles français, dont les deux tiers sont des créations contemporaines.

Ce choix d'un mobilier représentatif de la France d'aujourd'hui a été fait avec la concours très actif de l'association VIA (valorisation de l'innovation dans l'ameublement). Créée en 1979 par le Comité de développement des industries françaises de l'ameublement (Codifa) avec les ministères de l'Industrie et de la Culture, VIA a une mission de stimulation de la création, de liaison avec les industriels et de promotion du mobilier français à l'étranger (1).

Parmi les meubles contemporains vendus chez Bloomingdale's se trouvent, notamment, le programme « Saké » de Daniel Pigeon (meubles de rangement dotés par Bruyère-France), les tables et consoles en métal oxydé de Jean-Michel Wilmette, la table basse à deux plateaux décalés de Jean-Pierre Califères, la tour de rangement en tubes de Janine Rosz, fabriquée par Lefa, et les créations de Christian Liagre pour Nobilis.

Outre les meubles présentés dans les rayons du grand magasin de New-York, VIA a son pro-

pre espace d'exposition sur lequel on peut voir du mobilier novateur (Pierre Sala, Nemo, Tott, etc.) ainsi que les trois sièges lauriers d'un concours organisé par Bloomingdale's et VIA : la chaise longue « Arc » de Pascal Mourgue, une chaise de Jean-Louis Berthet et un petit fauteuil en rotin de Daniel Pigeon.

Une réplique de ce stand VIA à New-York est installée à Paris, aux Galeries Lafayette (4^e étage), jusqu'au 2 novembre. En parallèle, également avec Bloomingdale's, le grand magasin parisien présente, jusqu'au 24 septembre, une exposition-souvenir éditée par le petit bout de France. A cette occasion seront vendues des rééditions d'assiettes, verres, pièces d'orfèvrerie et tissus ayant été le célèbre bateau.

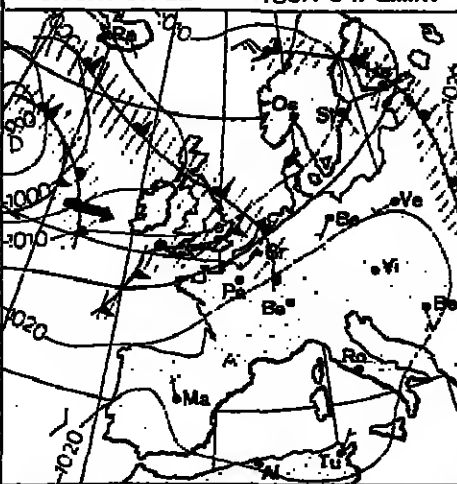
Une autre manifestation de la création française aura lieu à New-York, du 22 au 29 septembre. Il s'agit de l'exposition « At home with France », organisée par la chambre syndicale des d'ameublement (C.S.T.A.). Vingt éditeurs orfèvres y prendront part, parmi lesquels Canovas, Cassel, Paul Merrot, Suzanne Fontan, Frey-Petit et Placide Joliet. Dans le cadre du Club Armory, sur Park Avenue, les tissus seront disposés d'une manière originale, dans des vitrines : les uns réservés aux expositifs et les autres destinées à des présentations sur des thèmes de décoration textile.

JANY ALJAME.

(1) Après New-York, VIA participera à Montréal, du 10 au 13 novembre, à l'exposition « La maison française ».

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 9-1983 A 0 h G.M.T.

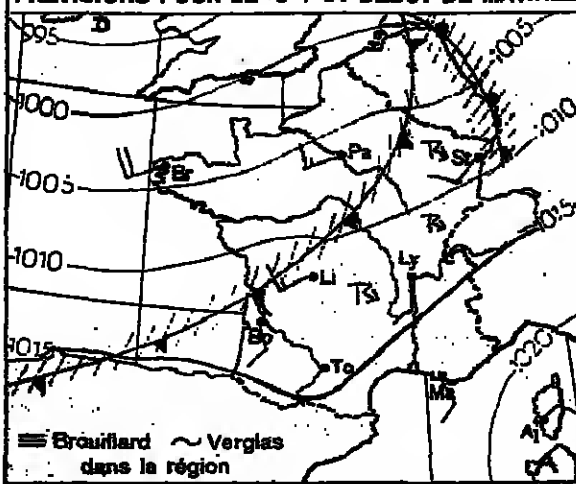


Evolution probable du temps en France entre le mercredi 14 septembre à 0 heure et le jeudi 15 septembre à midi.

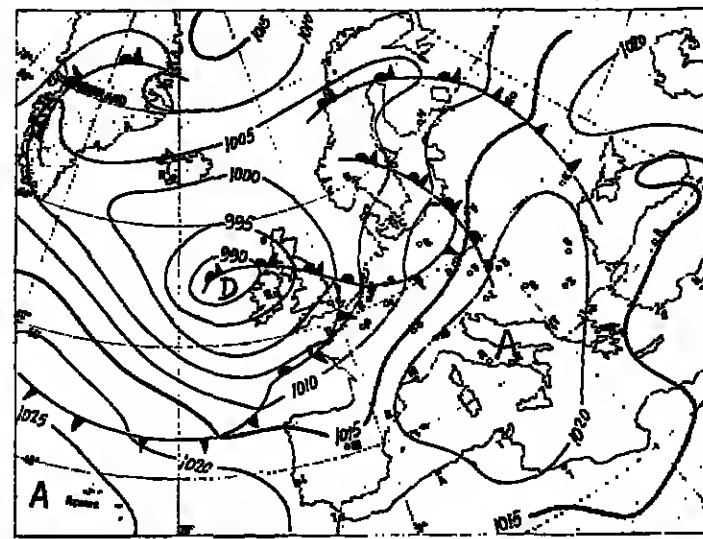
A une dépression, dont le centre se déplace au voisinage du 57^e parallèle, est associée une perturbation dont le front froid traversera une grande partie du pays jeudi, suivi d'une traîne active. Jeudi, au passage de ce front, se précéderont des pluies modérées sur la moitié nord-ouest, puis orages et localement fortes pluies au sud. Elles s'étendront en fin de journée de la Méditerranée à l'est du Massif Central, Alpes et Alsace. Elles seront précédées d'un temps doux avec vent de sud-ouest à sud, fort en vallée du Rhône, des nuages bas au voisinage du golfe du Lion le matin. Derrière cette perturbation s'établira un temps variable avec des nuages souvent abondants qui donneront lieu à des averses. Celles-ci seront plus nombreuses sur la moitié nord. Le vent restera orienté au sud-ouest.

Les températures minimales seront

PRÉVISIONS POUR LE 15 9-83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 15 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 14 septembre :

DES DÉCRETS

- Relatif au domaine confié à la Société nationale des chemins de fer français.
- Portant approbation du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français.

DES ARRÊTÉS

- Relatif à l'émission d'un emprunt de la caisse centrale des Banques populaires.
- Relatif aux prix et tarifs des remontées mécaniques.

EN BREF

ANIMAUX

ADOPTER UN CHIEN OU UN CHAT. — La société protectrice des animaux (S.P.A.) organise, les 17 et 18 septembre, un week-end portes ouvertes au refuge Grammont. Pour adopter un animal il faut être majeur, apporter un justificatif de domicile et se munir de 250 F pour un chat et 300 F pour un chien.

* Refuge Grammont, 30, avenue du Pont-de-Saint-Devis, 92230 Gennevilliers, de 9 h 30 à 17 h 30.

FÊTES

Sapeurs-Pompiers d'Hier et d'Aujourd'hui. — Un son et lumière historique, avec manœuvres de sauvetage et feu d'artifice, aura lieu vendredi 16 septembre, à 21 heures, sur l'esplanade de la Défense, à Paris. Cette fête de nuit mettra en scène, pour la première fois — des origines à nos jours — tous les éléments, humains et matériels, composant la vie de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.

FORMATION

L'ENFANT MON MÉTIER. — La revue L'Enfant d'abord organise des ateliers sur le thème « l'enfant mon métier » : jeudi 15 septembre, les nouvelles missions de la protection maternelle et infantile (circulaire du 16 mars 1983) ; mercredi 28 octobre, « l'école maternelle à vingt-quatre mois : attention, fragilité » ; jeudi 17 novembre : l'intégration des jeunes handicapés en milieu scolaire (circulaire du 29 janvier 1982 et 1983) ; vendredi 9 décembre : la formation des assistantes maternelles. Ces ateliers auront lieu au Palais des congrès de Paris, de 14 heures à 18 heures.

* L'Enfant d'abord, 70, galerie Vivienne, 75002 Paris. Tél. 260-93-24.

LOISIRS

CROISIÈRES SUR LA SEINE. — Un bateau-promenade, le Val-de-Marne, a jeté l'ancre au Parc aux Vaux (Val-de-Marne) jusqu'au 19 septembre devant le Centre culturel, quai de l'Argonne. Il propose trois types de croisières : sur la Marne : la « simple » (une heure, 30 francs adultes ; 15 francs enfants) ; la « bords de Marne » (deux heures, 60 francs adultes ; 30 francs enfants) ; la « guinguette » (trois heures et demie, 220 francs, repas et animation compris). Horaires à l'embarcadere.

TRANSPORTS

Les horaires d'hiver de la S.N.C.F.

SOUS LE SIGNE DE LA VITESSE

Lyon à 2 heures de Paris, Genève à 3 heures 30, Marseille à 4 heures 53, Montpellier à 4 heures 48 ; grâce à l'ouverture totale de la ligne ferroviaire à grande vitesse Paris-Lyon, la plupart des relations entre la capitale, la région Rhône-Alpes et le Sud-Est vont se trouver sensiblement accélérées, à compter du 25 septembre prochain, date de l'entrée en vigueur des horaires d'hiver de la S.N.C.F. Les gains de temps de parcours atteindront en moyenne quarante minutes par rapport à l'horaire d'été, et près de deux heures sur l'horaire d'été 1981.

Cette innovation sera la plus spectaculaire du nouveau service de la S.N.C.F., mais pas la seule. Ainsi, l'électrification de la section Le Mans-Nantes mettra cette dernière ville à 3 heures 3 de Paris sur les plus rapides des neuf relations quotidiennes entre les deux villes. Un nouveau train circulaire à 200 kilomètres-heure sera mis en service entre Limoges et Paris, et une liaison Paris-Tarbes et retour sera accélérée.

Le programme d'hiver sera marqué par un développement de l'offre de fin de semaine et de vacances. Des relations seront en particulier créées les vendredis et lundis sur la plupart des réseaux. Des liaisons spéciales par T.G.V. renforceront la desserte de base vers les Alpes et le Briançonnais pendant la saison d'hiver. La relation entre la capitale et l'Auvergne sera améliorée, de même que celles entre le Nord et l'Est d'une part, les Alpes d'autre part. Enfin, de nouveaux services trains-automobiles accompagnés seront créés : Lorraine-Méditerranée, Bretagne-Lyon, Lille-Lyon, Calais-Nice, Toulouse-Nice, Paris-Brive, Paris-Marseille. Certaines transversales seront renforcées : Lyon-Nancy, Lyon-Metz, Lyon-Reims, Lyon-Dijon, Dijon-Nevers-Saône.

SCRABBLE

CHAMPIONNAT DE FRANCE. — Michel Duquet a remporté le championnat de France à Thionville, dimanche 11 septembre, en gagnant les quatre manches à 100 %. 2. Hannu Michel Duquet compose les anacroïses du Monde, en collaboration avec M. Charlemagne.

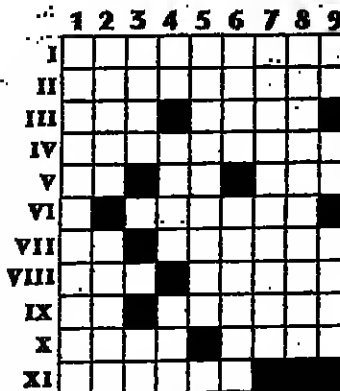
PARIS EN VISITES

VENREDI 16 SEPTEMBRE

- Le Marais, au temps de Louis XIII, 15 h, place des Vosges, statue de Louis XIII, Mlle Colla.
- Le Marais des arts, 15 h, devant l'église Saint-Nicolas-des-Champs, Mme Pennec.
- Collections Effet au Palais de Tokyo, 15 h 15, Mlle de la Préfète.
- Mlle Zolov (Chambre nationale des monuments historiques).
- L'Aqueduc au XIX^e siècle, 15 h, Musée du Louvre, Pavillon de Flore (Approche de l'art).
- Crypte de Notre-Dame, 14 h 30, parvis côté préfecture (Arcus).
- Sainte-Chapelle et Conciergerie, 10 h 30, entrée Sainte-Chapelle, M. Bouchard.
- Le Palais de justice, 15 h, métro Châtelet, M. Czorny.
- Hôtels du Marais, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).
- La place Dauphine, 14 h 30, métro Pont-Neuf (Paris Autrefois).
- La Basilique Saint-Denis, 15 h, Portail principal.
- Passages, escaliers insolites, 15 h, métro Sentier, côté Petit-Carreau (Paris et son histoire).
- Cité d'artistes à Montparnasse, 14 h 30, métro Edgar-Quinet (Paris pittoresque et insolite).
- Hôtels et jardins du Marais, 14 h 30, métro Saint-Paul.
- Hôtels et jardins du Marais illuminés, 20 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- Abbaye Saint-Martin-des-Champs, 14 h 30, métro Étienne-Marcel (Le Vieux Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3537



Solution du problème n° 3536

Horizontalement

- I. Rabatage. — II. Economie.
- III. Nivelet. — IV. Odeuse.
- V. Via. Ma. — VI. Atèle (singulier).
- VII. C.E.E. — VIII. Te. Allant.
- VIII. Célibat. — IX. Usure. Ce.
- X. Rait. Sea. — XI. Crêpe. Et.

Verticalement

- I. Rénovateur. — II. Acidité. Sac.
- III. Bovine. Cuir. — IV. Ance.
- V. Tolu. Elle. — VI. Ténue.
- VII. Lisse. — VIII. Aère. Cab. — IX. Mena-
- X. cée. — X. Etiquette.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER

(par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse démission ou

provision (deux semaines ou plus) :

nos abonnés sont invités à formuler

leur demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les montants proposés en

capitales d'imprimerie.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

SEPTEMBRE 1983

QUE TRANSMETTONS-NOUS A NOS ENFANTS ?

Que vais-je léguer à mes enfants ? Quel parent ne s'est pas posé cette question ? L'héritage n'est pas seulement une question financière, c'est aussi une culture, des principes, des comportements, un mode de vie, une manière d'être.

INFORMATIONS PRATIQUES :

Sachez comment trouver une école privée. Étudiants : trouver une chambre en ville. Que faire avec un baccalauréat « énergie-équipement » (F9).

TOUS LES SUJETS DU BACCALURÉAT EN FRANÇAIS ET EN PHILOSOPHIE

LE DÉBAT SUR L'HISTOIRE

Deux analyses exclusives : Douze livres d'histoire de France pour les jeunes. Leurs auteurs sont étonnamment muets sur la France contemporaine. Que pourrait être le sentiment national aujourd'hui ? Jean-Pierre Chevènement, Michel Debré et l'historien Pierre Chaunu livrent leur point de vue.

Les nouveaux manuels de terminale.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10,50 F

سكزا من الامم

هكذا من الاحل

REPRODUCTION INTERDITE

	Le 15 sept	Le 15 sept
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	Le mois
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

250.000 et + Région de NICE

INFORMATICIEN

formation grandes écoles (Centrale, Mines, Supélec, ...)
NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE (2 400 personnes)
Nos domaines sont largement diversifiés.
DE L'ASSURANCE COLLECTIVE AU TOURISME SOCIAL.
Nous utilisons pour notre gestion des méthodes et des outils informatiques particulièrement développés : ordinateur IBM 3081, 3033, réseau de plus de 600 terminaux.
Nous recherchons un ingénieur connaissant OS, MVS et si possible IMS, ayant assuré la responsabilité d'une équipe système et désireux d'accroître immédiatement ses responsabilités. Nous lui offrons le poste de

CHEF DU DEPARTEMENT PRODUCTION

de notre Direction du traitement de l'information
Dans ce cadre, il devra superviser les fonctions :
- système (système d'exploitation, réseau de relecture, choix des matériels, étude et développement des méthodes et des logiciels),
- exploitation,
- préparation,
- courrier et saisie.
Importantes possibilités d'évolution tant en responsabilités qu'en rémunération.
Les candidats de la région parisienne seront reçus à Paris.
Adresser C.V. et photo sous réf. 9019 à
VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02

EGOR MIDI-PYRENEES CONSULTANT

Toulouse
Notre Groupe est l'un des principaux Cabinets français de Conseil en Recherche et Sélection de Cadres.
Notre développement permanent s'effectue par des implantations structurées en petites équipes autonomes bénéficiant de l'ensemble des moyens du Groupe.
Nos implantations sont aussi bien internationales : Madrid, Düsseldorf, etc., que nationales : Lyon, Nantes, Toulouse.
Alain Zeller qui anime la structure de Toulouse souhaite s'adjoindre un nouveau collaborateur attiré par notre développement et par notre métier de conseil.
Agé d'une trentaine d'années et de formation supérieure : grande école de commerce ou d'ingénieur, universitaire... il justifie d'une expérience commerciale confirmée. La connaissance du tissu industriel de la région Midi-Pyrénées est un atout supplémentaire.
Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M/EG/EMP à :
EGOR MIDI-PYRENEES
"Le Sully" - 1 place Occane 31072 Toulouse Cedex
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

CETIM

Le centre technique des industries mécaniques
chargé de promouvoir le progrès des techniques dans ces industries recrute pour le NORD PAS-DE-CALAIS
DELEGUE REGIONAL
INGENIEUR MECANICIEN
DIPLOME
Basé à DOUAI, vous développerez dans cette région :
- des relations d'aide technique avec les entreprises de la mécanique
- des contacts de collaboration avec les instances régionales et centres locaux de recherche et d'enseignement.
Ce poste exige une solide expérience de plusieurs années en bureau d'études et/ou fabrication dans des entreprises de construction mécanique à des postes de responsabilité.
Il requiert par ailleurs des qualités de contact humain et une grande facilité d'adaptation à des problèmes techniques très variés et très enrichissants.
Merci d'adresser votre candidature, CV détaillé, photo et prétentions au CETIM au Service du Personnel - BP 67 60904 SENLIS CEDEX.

Société du Canal de Provence recherche
1 CONCEPTEUR EN INFORMATIQUE
Grande Ecole ou MIAGE pour prendre en charge le développement d'application depuis la conception jusqu'au lancement. Expérience en organisation et en système intégrant rétroaction et bases de données. Ecrite avec photo, prétentions, C.V. précisant référ., modalités et intérêt. ARIPE ou organisme demandeur d'emploi. Société du Canal de Provence, B.P. 100, 13603 Aix-en-Provence Cedex.

UN CHARGE D'ETUDES CONFIRME

Dans le domaine des études d'impact sur l'environnement.
Ecrire sous la réf. 1042.087 M
REGIE-PRESSE
86 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Assistante traductrice trilingue

Intégrée dans un service qui traite d'un ensemble de questions relatives au commerce international, il lui sera confié progressivement la responsabilité de l'ensemble du personnel de secrétariat et de traduction.
Notre candidate devra justifier d'études supérieures de langues et s'exprimer parfaitement en anglais et allemand. Elle pratiquera le japonais et la dactylo française. Elle aura une expérience d'au moins deux ans dans un service d'expression public ou privé. Résidence agréée ou proche.
Adresser votre candidature sous réf. 080 A
nicole milroy
1 place Wilson, 31000 Toulouse qui vous assure une totale discrétion.

ORGANISME PUBLIC Service de Commerce Extérieur recherche

Assistante traductrice trilingue
Intégrée dans un service qui traite d'un ensemble de questions relatives au commerce international, il lui sera confié progressivement la responsabilité de l'ensemble du personnel de secrétariat et de traduction.
Notre candidate devra justifier d'études supérieures de langues et s'exprimer parfaitement en anglais et allemand. Elle pratiquera le japonais et la dactylo française. Elle aura une expérience d'au moins deux ans dans un service d'expression public ou privé. Résidence agréée ou proche.
Adresser votre candidature sous réf. 080 A
nicole milroy
1 place Wilson, 31000 Toulouse qui vous assure une totale discrétion.

230.000 et + Région de NICE

CHEF DE DEPARTEMENT COMPTABLE

formation grandes écoles (HEC, Sup de Co, etc)
NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES FRANCAIS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE (2 400 personnes)
Nos domaines sont largement diversifiés.
DE L'ASSURANCE COLLECTIVE AU TOURISME SOCIAL.
Grâce à des techniques avancées de traitement de l'information, nous avons acquis une position prééminente en matière de résultat de gestion et de qualité de services.
Nous recherchons pour notre Centre Technique National à CAGNES SUR MER un cadre comptable desieux d'accroître immédiatement ses responsabilités. Il assurera sous l'autorité du Directeur de l'Administration Générale, la responsabilité du département comptabilité générale.
Dans ce cadre il supervisera notamment la révision comptable, les liaisons avec les différents établissements sur le plan comptable et budgétaire, le développement et la maintenance de la banque comptable. L'établissement des bilans et comptes.
Nos applications comptables sont traitées en temps réel - configuration informatique comprenant un 3081 et un 3033 IBM ainsi que 600 terminaux répartis sur toute la France.
Importantes possibilités d'évolution tant en responsabilités qu'en rémunération.
Les candidats de la région parisienne seront reçus à Paris.
Adresser C.V. et photo sous réf. 9018 à
VALENS CONSEIL - BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02

Organisme de promotion des P.M.I. de Saint-Etienne recherche, pour compléter son équipe pluridisciplinaire :
CONSEILLER EN INFORMATIQUE
Ce poste conviendrait à un candidat :
- Environ 35 ans ;
- Ingénieur formation de gestion (I.C.G., I.A.E., ...) ou Ecole supérieure de commerce ;
- Possédant l'expérience de 3 ans minimum de conseil pour l'introduction de l'informatique dans des entreprises industrielles.
Adresser C.V. et photo à Service Psychologie des Entreprises 58, rue Vaillant-Couturier, 42000 Saint-Etienne.

Collège Cézaire 43400 Chambon-sur-Lignon. recherche urgent
Professeur Français maîtrise.
Le Centre Interuniversitaire de Calcul de Grenoble équipé d'un Bull G5 OPS 3 (système Multics) cherche
1 INGENIEUR SYSTEME
Ayant plusieurs années d'expérience dans l'exploitation d'ordinateurs et des connaissances dans le domaine des télécommunications.

emploi international (et départements d'Outre-Mer)

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE

CHEF DU SERVICE DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET DE LEUR EXPLOITATION SECTION DE L'INFORMATIQUE
L'Agence internationale de l'énergie atomique recherche UN RESPONSABLE pour son service des systèmes informatiques et de leur exploitation, à la section de l'informatique.
Qualifications requises : diplôme universitaire en informatique ou dans un domaine connexe, ou équivalent, et au moins 15 ans d'expérience, soit de la programmation, soit de l'exploitation de systèmes informatiques, avec une connaissance pratique de l'autre domaine ; connaissance des techniques modernes de programmation et des compilateurs de langage, de la transmission des données, des systèmes de gestion des bases de données, de la bureautique et des ordinateurs de bureau. Aptitude à assurer la direction administrative d'un grand centre informatique IBM.
Contrat initial de deux ans ; traitement annuel d'environ 46.000 à 50.000 dollars, exonéré d'impôt, selon expérience et qualification. Indemnités supplémentaires pour personnes à charge. Remboursement des frais de voyage et de déménagement. Six semaines de congé par an.
Envoyer un C.V., avec indication de nationalité et référence à l'avis de vacance de poste n° 59/83, à la Division du Personnel, Agence internationale de l'énergie atomique, B.P. 100, A-1400 Vienne (Autriche).

CHROMATOFIELD INGENIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL

Fabricant français de chromatographes liquides, leader du concours national de création d'entreprises, recrute :
1 INGENIEUR SYSTEME
Ayant plusieurs années d'expérience dans l'exploitation d'ordinateurs et des connaissances dans le domaine des télécommunications.
Le candidat retenu, âgé de 32 ans environ, aura une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC + DEC) et une expérience significative du contrôle de gestion et de l'informatique.
Rémunération motivante.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. SI. 8360 à SIBEL, Secrétaire Général, B.P. 43, 74901 CLUSES CEDEX.

SIBEL haute-savoie

Notre société (C.A. : 160 MF - 700 personnes) est filiale d'un important groupe régional français.
Nous sommes spécialisés dans la conception et la fabrication de composants électromécaniques et électroniques pour applications domestiques. Nous recherchons notre
DIRECTEUR FINANCIER
Rattaché au directeur général, il aura pour mission :
- d'établir et animer le système d'informations de gestion de la société,
- d'établir les budgets et exploiter les résultats dans un esprit de contrôle de gestion,
- d'assurer les relations financières avec la maison-mère et avec les banques,
- d'animer les services gestion, comptabilité, trésorerie, crédit, clients-fournisseurs.
- de participer activement à la mise en place d'un nouveau système informatique.
Le candidat retenu, âgé de 32 ans environ, aura une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC + DEC) et une expérience significative du contrôle de gestion et de l'informatique.
Rémunération motivante.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. SI. 8360 à SIBEL, Secrétaire Général, B.P. 43, 74901 CLUSES CEDEX.

ATTACHE COMMERCIAL

domicilié région lyonnaise
Fabricant ROBINETTERIE INDUSTRIELLE dans le Rhône, bien implanté sur ses marchés
- pour visite clientèle existante et prospects (grossistes, spécialistes, constructeurs, administrations) avec pour objectif, le développement du C.A. ;
- sur un secteur couvrant notamment : Alsace, Bourgogne, Région Rhône-Alpes, Littoral méditerranéen ;
- formation assurée mais expérience de vente avec connaissances techniques nécessaires ;
- forfait journalier hôtel-restaurant, éventuellement voiture fournie.
Ecrire avec C.V. et photo à HAVAS Annonces, 53-55, 81, rue République, 69002 LYON.

SOCIÉTÉ TABLE HUMAINE

sur son marché PETROCHIMIE
HAUTE-NORMANDIE recherche
ON JEUNE ING. ELECTRICIEN ELECTRONICIEN
- Formation gde école ou université.
- Expérience industrielle acquise.
- Bonne maîtrise de la langue anglaise.
Le candidat retenu possédera une spécialisation en contrôle régulation (analogique et numérique) et une bonne connaissance des automatismes programmables et des ensembles électroniques et électroniques.
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 142038 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

DIRECTION FINANCIERE

Razel, vous connaissez ?
Nous sommes une importante entreprise de Travaux Publics et de Génie Civil. Notre siège social se trouve au sud-ouest de la région parisienne. Nous réalisons un Chiffre d'Affaires de 1,5 milliard de Francs H.T., dont plus de 50 % à l'export.
Malgré la crise économique, nous poursuivons une forte expansion à l'étranger, et notre direction financière est activement associée à cette croissance.
Aujourd'hui, notre actuel Directeur Financier devant accéder à d'autres responsabilités au sein du groupe, nous recherchons pour le relayer un

FUTUR DIRECTEUR

qui se verra confier immédiatement la négociation de financements export, l'établissement des prévisions financières, la supervision de la trésorerie, des crédits, du montage et de la gestion de toutes les opérations financières.
Vous avez déjà une dizaine d'années d'expérience, acquise en partie dans la banque et dans les secteurs BTP ou équipements industriels lourds. Vous disposez d'une formation Grande Ecole, et vous pratiquez couramment l'anglais. Alors venez participer à notre développement au sein d'une équipe soudée et performante, nous avons de quoi satisfaire vos légitimes ambitions.
Pour pouvoir nous rencontrer rapidement, envoyez votre CV détaillé à :
Discreté assurée.

GROUPE FRANCAIS JEUNE FINANCIER DEBUTANT

Diplômé Ecole de Commerce ou I.U.T. Gestion, il (elle) sera rattaché (e) à la Direction Financière de la Holding.
Au sein de la Direction Financière, il (elle) sera chargé (e) :
- du suivi de la trésorerie de la Holding,
- de la consolidation des données financières,
- de la préparation des dossiers de financement.
Bonne connaissance de la langue anglaise et notions d'allemand appréciées.
Lieu de travail proche de La Défense.
Merci d'adresser votre candidature avec photo et rémunération souhaitée sous réf. 493 à Curriculum 26, Rue du 4 Septembre 75002 - PARIS Qui garantit toute discrétion.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE recherche une

Assistante juridique pour son service Titres

Ce poste conviendrait à une candidate possédant une capacité en droit et une expérience de plusieurs années dans le domaine du droit des sociétés et du secrétariat de direction.
Poste : Paris La Défense.
Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae (photo exigée) sous référence 3.720 M à PUBLIPANEL 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

P.M.E. - PARIS-EST

Fabricant et importateur de matériel AUDIO PROFESSIONNEL HAUT NIVEAU recherche
DIRECTEUR ADJOINT

pour restructurer et développer SERVICE COMMERCIAL.
Formation supérieure - Esprit d'initiative. Expérience confirmée - Références sérieuses.
Adresser C.V. et photo, s/réf. 3429, à PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Offres d'emploi diverses, y compris des annonces de recrutement pour des postes de direction et de conseil.

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

1^{er} arrdt
LOUVRE IMM. XVII^e S.
Beau volume à rénover 40 x 200 m². Tél. : 370-16-86.

LOUVRE
Bel imm. XVII^e S. 2 et 3 P. A. RESTAURER. - 272-40-19.

3^e arrdt
MARAI - BONDEVILLE
RÉCEPTION + 3 CHAMBRES
LUXUEUX ET JARDIN
T. 300 000 F. - 272-40-19.

4^e arrdt
HOTEL DE VILLE
Grand living, cheminée,
2 chbres, originaux, impeccable.
P. 500 000 F. - 222-06-16.

5^e arrdt
Prise Seine, agréable 4 pièces,
2 étages, calme, soleil.
1.060.000 F. - 242-73-14.

PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

CENSIER SEJ. + CHBRE
T. 300 000 F. - 222-06-16.

ODEON SEJ. + 2 chbres
tout confort, balcon
P. 500 000 F. - 328-87-18.

PORT-ROYAL
Charmant living, 2 chbres.
Balcon, soleil. P. 500 000 F.
Téléphone : 562-16-40.

3 P. SAINT MICHEL
Vue superbe Notre-Dame - bel
imm. caractéristique 100 m² P.
PROMOTIC : 563-14-14.

7^e arrdt
INVALIDES
Beau 3 pces, IMM. stand. P. de
la place. 1.060.000 F. - 518-
CON S.A.R.L. 576-73-64.

8^e arrdt
M. EUROPE 3 P.
entrée, coul., W.C., décal.
P. 200 000 F. - 387-71-55.

ENTRE VOIES/FRANCOIS
rue gd 2 pces, 100 m² P. de
la place. 1.060.000 F. - 518-
CON S.A.R.L. 576-73-64.

9^e arrdt
3 P. chf., 60 m² et 30 m² jardin
privé dans hôtel partic., poss.
prof., R. 205-00-55.

11^e arrdt
PARLEMENTAIRE Dans
immeuble neuf gd etrd, beau
2 p. 52 m², balcon, cul., décal.
P. 200 000 F. - 387-71-55.

ST-ANDRÉ De imm. P. de
la place. 1.060.000 F. - 518-
CON S.A.R.L. 576-73-64.

12^e arrdt
REPUBLICAIN
3 p. chf. sur rue, plain sud,
imm. rev. 420 000 F. - 387-
LERNIS - 353-30-88.

13^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

14^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

15^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

16^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

17^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

18^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

19^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

20^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

21^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

22^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

23^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

24^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

25^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

26^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

27^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

28^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

29^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

30^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

31^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

32^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

33^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

34^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

12^e arrdt
AV. LEDU-ROLLIN imm. bou-
geois, sec. v. 50 m², tel.
48 m², 425.000, 347-57-07.

13^e arrdt
M. DUCOMMIER
Imm. récent, 5^e ét., beau studio
37 m² + balcon 320 000 F.
SECONDI : 374-06-45.

13^e arrdt
PIERRE D'ITALIE studio
2 chbres, 2 chbres, 2 chbres,
URUGUAY : 634-13-18.

4 000 F le m²
ATELIER LOFT à rénover
direct, poss. - 325-33-08.

M. GLACIERE
Studio, coin coul., sanitaires
à créer, imm. ancien, 2^e étage
rue - 120 000 F.

15^e arrdt
VAUGRAND récent gd studio
à créer, jardin, 100 m² P. de
la place. 400 000 F. - 548-84-08.

FRONT DE SEINE, 24^e étage
GRAND STUDIO
t. chf. impeccable, part.
P. 300 000 F. - 528-01-40.

Luxueux pied-à-terre dans
superbe imm. opéré uniquement
de 2 chbres, 2 bds, 2 chbres,
5^e ét., asc., 500 000 F. - 564-28-68.

M. BOUCHAUT - imm. ancien
4^e ét., sans asc., beau 2/3 P.
38 m², coul., 5^e ét., d'asc. à rafraî-
chir, Ce jour : jeudi 16 de 14 à
16 h - 21, rue Jean-Baptiste.

TRES BEAU 2/3 P.
Dans imm. récent, stand avec
entrée. Vaste chbr. 4 chbres,
douche, W.C., 634-13-18.

16^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

17^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

18^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

19^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

20^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

21^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

22^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

23^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

24^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

25^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

26^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

27^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

28^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

29^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

30^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

31^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

32^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

33^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

34^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

35^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

36^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

37^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

38^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

39^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

40^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

41^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

42^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

43^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

44^e arrdt
PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

RUE LAMARCK
2 et 3 P. occupés, imm. bour-
geois, sec. - 250-25-23.

MONTMARTRE
Résidentiel partie Maison de
carrière, jard. - 1350-17-24.

20^e arrdt
M. ALEXANDRE-DUMAS
bel imm. récent, grand 2 pces,
t. confort, asc., gd balcon.
A. S.A.R.L. 564-13-18.

PREMIER NOTRE-DAME dans
imm. 18^e SUPRÊME DUPLEX
110 m², L.V. 2 chbres
caractères, 4^e étage sans asc.
1.380 000 F. - 624-83-33.

ST-FARGEAU - 2^e ét., asc.,
3 chbres t. chf. 2 pces.
880 000 F. - 242-73-14.

91 - Essonne
FS Cave + gar. VIEL EVRY
30 m² gar. de 150 m², 100 000 F.
2 chbres, asc., 120 000 F.

COLOMBES PRES GARE
Récit beau 3 p. chbr., asc.,
chf. confort, 100 000 F.

Boulogne Billancourt
80 m², très beau living,
2 chbres, asc., 120 000 F.

NEUILLY SAIGONS
Grand studio avec balcon,
45 m², imm. récent, 2^e étage,
GARBI - Tél. : 567-22-58.

BORDE-DE-REINE
200 m², imm. R.E.R.,
Naut. Réact. gd stand.

PRET CONVENTIONNEL
Pour chaque app. 3 p. 3 p.
70 m², 70 000 F.

Dans immeuble style
HOTEL PARTICULIER
Beau 4 p., calme, soleil, limite
Neuilly-Levallois. P. indr.
Tél. : 307-10-03.

appartements
achats
Recherche pour client ultra
pressé 4 ou 5 P. bon
standing dans 12^e Vincennes
ou Saint-Mandé. Tél. LACURE
307-10-03.

Recherche 1 à 3 P. Paris
p. 100 000 F. - 307-10-03.

EMBAISSY SERVICE
S. av. Massena, 75005 PARIS
rech. pour clientèle étrangère
et diplomates. APPELITE
MENTS. HOTELS PARTICULIERS
et BUREAUX - ACHAT
ou LOCATION. 562-16-40.

AGENCE DE L'ETOILE
BEAUX APPTS PARIS
VILLAS BAIL OUEST pour
SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ET
DIPLOMATES.
A VENDRE OU A LOUER.
380-28-08.

**Jean Coudreau, 64, av. Montre-
uil (116) 560-75** imm. 15^e et 17^e
arrdt app. 2 chbr. et 1^e chbr.
P. 200 000 F.

immobiliers
A VENDRE SAINT-CLOUD
lour. de bureau occ. super.
de 1.500 m² + jardin rénové
récent, 100 m² P. de
la place. 1.060.000 F. - 518-
CON S.A.R.L. 576-73-

صحة من الامم

CARNET

Décès

Le pasteur Roger BELLANT
est entré dans la paix de Dieu, le 30 août 1983.

« Ni la mort ni la vie... rien ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu manifesté en Jésus-Christ. »
Rom. 8/38.
Le Port - 33220 Port-Sainte-Foy.

M. Daniel Ternois et M^{me} née Marie-Jeanne Charbonneau, et leurs enfants, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

Magdeleine CHARBONNEAU, née Gouland.

survenu le 31 août 1983, et rappellent à votre souvenir celui de son époux.

Jean CHARBONNEAU, ancien conservateur au musée du Louvre.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale à Genlis (Côte-d'Or), 31, rue Fénelon, 69006 Lyon.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Paris le 13 septembre 1983, à l'âge de soixante-quatre ans, de

M. Pierre de COURTIVRON.

Les obsèques auront lieu le samedi 17 septembre, à 15 h 30, en l'église de Courtivron (Côte-d'Or).

De la part de : M^{me} Pierre de Courtivron, son épouse,

M. et M^{me} Claude Guichard, Olivier, Bruno et Florence, M. et M^{me} Hubert de Courtivron, Arnaud, Thierry, Sébastien et Thibault.

M. et M^{me} François de Saint-Gérard, Stéphanie et Marc, M. et M^{me} Jacques Bonnard, Christophe et Amaury, ses enfants et petits-enfants.

Le présent avis tient lieu de faire-part, 14, rue de la Source, 75016 Paris. Courtivron, 21 120 Is-sur-Tille.

M. et M^{me} Alain Dupéron et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Dupéron et leurs enfants, M. et M^{me} Gustave Dagan, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. Georges Dagan, M. et M^{me} Jean-Pierre Bernard, leurs enfants et leur petite-fille, M. et M^{me} Paul Dagan et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès, le 12 septembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

M^{me} René DUPÉRON, née Renée Dagan.

leur mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tante.

A son souvenir, ils associent celui du

général René DUPÉRON et de

Dominique, Danielle, Jacqueline,

leurs filles.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 16 septembre, à 10 h 30, à la chapelle de l'hôpital civil, 78, boulevard de la Reine, à Versailles.

Elle sera suivie de l'inhumation au cimetière des Gonards.

27, rue Berthier, 78000 Versailles, 15, rue Vavin, 75006 Paris.

Le Père provincial Et les Pères de la Compagnie de Jésus ainsi que sa famille, font part du décès du

Père Paul FOULQUIE, S.J., décédé à Pau le 6 septembre 1983, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, dont soixante-dix de vie religieuse.

Monique Freydyer-Maillet, son épouse, Jérôme, Christophe, Philippe et Sylvia, ses enfants, L'ensemble de sa famille et tous ses amis, ont le chagrin de faire part du décès, à l'âge de cinquante-quatre ans, de

Michel FREYDIER, enseignant.

survenu à la suite d'un cancer, le 9 septembre, en son domicile, 14, rue des Belges, à Montfleur.

Il a fait don de son corps à la science.

Sophie et Jérôme Jabes, M. et M^{me} Jacques Jabes et leurs enfants, M. et M^{me} Maurice Jabes et leurs enfants, M^{me} Victorine Jabes, M^{me} Léonie Ades et fils, M. et M^{me} Elie Caro et leurs enfants,

M^{me} Camille Levy et sa fille, ont la profonde douleur de faire part du décès de

David JABES.

leur très cher et bien-aimé : père, frère, beau-frère, oncle.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 septembre 1983, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

M^{me} Nalma Kerkeni, sa femme, Ses enfants Habib, Wassila, Moncef, Noureddine, Mustapha, Sa belle-fille Hélène-Marie, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Mohamed Salah KERKENI, ancien directeur de la société Hutchinson (Tunisie), survenu le 6 septembre 1983 à Monastir (Tunisie).

M^{me} Henri Jannès, son épouse, MM. Robert, Jean-Pierre et Christian Jannès, ses fils, M^{me} Bojanna Jannès-Kalinowski, sa belle-fille, Henri, Marie-Odile et Isabelle Jannès, ses petits-enfants, M. et M^{me} Yves Jannès et leurs enfants, M. et M^{me} André Rouquette et leurs enfants, M^{me} Renée Lafouge, ses frères, belles-sœurs, neveux, cousines, et les familles Jannès, Becker, Rouquette, Pollet, Meynier, de la Rosa, Vacher, ont la douleur de faire part du décès de

Henri JANNÈS, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général des télécommunications E.R., croix de guerre, médaille de la Résistance, Bronze Star Medal, officier de la Légion d'honneur, rappelé à Dieu le 8 septembre 1983, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité le 13 septembre, dans le caveau familial, à Bourron-Marlotte (77), 40, rue du Père-Corentin, Paris (14^e).

Henri Jannès était né le 18 mai 1903 à Bar-le-Duc, dans la Meuse. Polytechnicien, licencié en droit, ingénieur de l'Ecole nationale supérieure d'électronique, il a consacré l'essentiel de sa vie aux P.T.T., et léguera le souvenir d'un haut fonctionnaire consciencieux.

Chef du service des télécommunications au Maroc en 1938, directeur du Centre national d'études des télécommunications en 1944, il devint P.-O.G. de la Société nationale de constructions aéronautiques du centre en 1948. Chargé de mission près de la commission des finances du Conseil de la République puis du Sénat (de 1949 à 1962), il est nommé ingénieur général des télécommunications en 1963.

Un rapport confidentiel (dit rapport Pellenc-Jannès) en 1962 et une audition à la Cour des comptes marqueront le début d'un long conflit.

Nos obsèques, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priées de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

qui opposera Henri Jannès à l'administration des P.T.T. autour du coût et du fonctionnement du téléphone en France : ayant échappé une première fois à une sanction en septembre 1963 et à l'assemblée des pléniers du conseil dans un ouvrage intitulé « Le Dossier secret du téléphone », dans la foulée, il fondera et présidera le Rassemblement des usagers des services publics et des contribuables (RUC), et envisagera de présenter, en 1974, sa candidature à la présidence de la République.

M^{me} Pierre Laureillard, née Germaine Nivat, ses enfants, M^{me} Marc Laureillard, M. et M^{me} André Laureillard, M. et M^{me} Rémi Laureillard, M^{me} Jacques Laureillard, M^{me} Martine Laureillard, M. et M^{me} Philippe Dreiss, M^{me} Simone Vovon.

Ses petits-enfants, Cécile, Pierre, Isabelle, Ande, Nathalie, David, Lucie, Marie, Denis, Lise, Cécile, Amélie, Damien.

Ses arrière-petits-enfants, Nicolas et Jean-Roch.

M. et M^{me} Paul Nivat, M. et M^{me} Jean Nivat, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie Dahan, Les familles alliées, Ses proches et tous ses amis, ont le chagrin de faire part du décès

survenu le 11 septembre 1983, à l'âge de soixante-seize ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 16 septembre 1983, à 8 h 30, au cimetière du Père-Lachaise.

Les cendres seront déposées dans le caveau de famille, à Roquefort-de-Sault (Aude).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Robert Mira, son épouse, Monique, Robert et Jean-Noël, ses enfants, Eléonore et Frank, ses petits-enfants, M. et M^{me} José Milan, sa sœur et son beau-frère, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert Gabriel MIRA, diplomate retraité, officier de l'Ordre national du Mérite, médaille militaire, croix de guerre, médaille des blessés, médaille du combattant, médaille coloniale (Tunisie), survenu le 7 septembre 1983 dans sa soixante-sixième année, à Mexico-City.

Ambassade de France, Mexico, 7, rue du Fourbastaard, Toulouse, S.P. 69214, 4, rue des Anglais, Pau.

M. Claude Moreau a la douleur de faire part du décès de sa mère

M^{me} Eugène MOREAU, née Lucienne Carot, survenu le 30 août 1983.

Les obsèques ont été célébrées à Versailles le 1^{er} septembre dans la plus stricte intimité.

10, rue d'Arrois, 78000 Versailles.

M. et M^{me} Guy Mourer, et leur fils, M. et M^{me} Roland Mourer, et leurs enfants, M. Hubert Mourer, M. et M^{me} Jean-Claude Mourer, et leurs enfants, M^{me} Roger Mocuquard, née d'Hennezel de Gemmelaincourt, ses enfants, M^{me} Louis Van Den Berge, et sa fille, M. et M^{me} Henry Mourer, et leurs enfants, MM. Richard et Charles d'Hennezel de Gemmelaincourt, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-quatrième année, de

M^{me} Roger MOURER, née Suzanne d'Hennezel de Gemmelaincourt, médaille du combattant volontaire de la Résistance, croix du Combattant.

Les obsèques auront lieu le jeudi 15 septembre 1983 à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris (16^e).

65, avenue Foch, 75016 Paris.

LA MAISON DREYFUS déballe le **MARCHÉ SAINT-PIERRE** sera exceptionnellement fermée

SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1983

GRANDE MISE EN VENTE SAMEDI 4 OCTOBRE 1983

M^{me} Gabriel Noël, M. et M^{me} Hanif et leurs fils, M. et M^{me} Massot et leurs filles, M. et M^{me} Petit et leurs fils, M^{me} Quere, ses enfants, Et M. Delay, M. et M^{me} Leroux, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jacques Noël et ses enfants, M. Claude Noël, M. et M^{me} Cornet, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} André Boute, M. et M^{me} Edmond Noël, leurs enfants et petits-fils, M^{me} André Delahat, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Noël, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} René Commerçat et leur fille, M. et M^{me} Jacques Monégut, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Noël, Dusaud, Bosclet, Calmon, Dezare, Bormier et ses amis, M. Berrue,

ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Gabriel NOËL.

survenu à son domicile de La Souterraine, le lundi 5 septembre 1983.

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 7 septembre 1983 en l'église Notre-Dame de La Souterraine. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité au cimetière de La Souterraine.

8, rue de Bessière, 23300 La Souterraine, 35, rue Craudebarbe, 75013 Paris.

M^{me} Penichoux, M. et M^{me} Jean-Louis Penichoux, M^{me} Anne Tregouët, ont la tristesse de faire part du décès de

M. René PENICHOUX, commandeur de la Légion d'honneur, secrétaire général honoraire de la S.G.C.C., conseiller au commerce extérieur honoraire, membre de la S.F.I.O., puis du P.S., depuis 1924.

survenu le 11 septembre 1983, à l'âge de soixante-dix-sept ans, 1, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris (4^e).

Les obsèques auront lieu au columbarium du Père-Lachaise, vendredi 16 septembre, à 15 h 30.

M. et M^{me} Romano, M. et M^{me} Boudon, Michel, Anne et Gilles Romano, Les familles Romano, Boudon, Fort, Alphandery, Quina, Rocca, Mortara et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de

Yves et Paule ROMANO, survenu accidentellement le 10 septembre 1983.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité le jeudi 15 septembre à 17 heures, au cimetière de Fontenay-sous-Bois (Hauts-de-Seine), 31, avenue de Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Henri ROTIVAL, pharmacien honoraire.

De la part de M^{me} Henri Rotival, M. et M^{me} Gérard Michel et leurs fils, M. et M^{me} Jean-Marie Meunier et leur fils, M. et M^{me} Rotival et leurs enfants.

Les obsèques auront lieu le mercredi 14 septembre 1983, à 15 h 30, en l'église de Notre-Dame des Marais de Villefranche-sur-Seine.

Le président Et les membres de l'Association des amis de Tristan L'Hermite, ont la douleur de faire part du décès de

Jeanne SÉVRY-CARRIAT, survenu le 11 septembre 1983, 23550 Genoulleux.

Anniversaires

Il y a deux ans, le 15 septembre 1981,

Georges Mazurelle, ceux qui ont eu le privilège de le connaître et de l'aimer gardent vivant son souvenir.

Avis de messes

La Société des ingénieurs diplômés E.T.P. et le Bloc E.T.P. indiquent qu'une messe sera célébrée le jeudi 22 septembre 1983, à la chapelle Notre-Dame-de-Grâce de Passy, à 12 heures, à la mémoire de

Henri DUCASSOU, président fondateur du Bloc E.T.P., président d'honneur de la SID-E.T.P., décédé le 6 septembre 1983, dans sa soixante-troisième année.

4^e SYMPOSIUM DE L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

VOTRE ENTREPRISE EN 1984 : RIGUEUR ÉCONOMIQUE ET COHÉSION SOCIALE

une mission impossible ?

avec Monsieur Pierre BÉRÉGOVOY, Ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et Monsieur Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France

Mercredi 12 octobre 1983, Paris, Hôtel Méridien, porte Maillot

Turbulence économique, pression technologique : quels enjeux, quels atouts ?

Turbulences : le Monde, vers quelle reprise ? La France face aux divergences socio-économiques internes. Économie mondiale : la guerre ou le développement ? L'investissement et la compétitivité pour la survie et le succès de l'entreprise. Quelle évolution des idées et des comportements ?

Ouverture du quatrième symposium :

Roger BURNEL, Président de l'Institut de Gestion Sociale, membre du Conseil économique et social Michel GIRAUD, Président du Conseil régional d'Ile-de-France

Table ronde socio-économique animée par :

Philippe SASSIER, Chef du Service économique d'Antenne 2, avec la participation de : Gérard DEMUTH, sociologue, Directeur général de la Cofrema André FOURÇANS, économiste, Professeur à l'Essec Samuel PISAR, avocat international, économiste Jacques PLASSARD, économiste, Directeur général de Rexeco Pierre ROSANVALLON, économiste, Directeur de recherche à l'université Paris-Dauphine

Partenaires sociaux : quelles stratégies pour l'entreprise ?

Les stratégies des acteurs : quelles conséquences pour les entreprises ? Les partenaires sociaux peuvent-ils s'accorder sur la notion d'entreprise ? Rigueur économique et cohésion sociale : mission impossible ? L'entreprise, enjeu politique ? Quelles propositions concrètes pour relancer l'entreprise ?

Table ronde des partenaires sociaux animée par :

Émile FAVARD, responsable de la « Lettre de l'Expansion », avec la participation de : Yvon CHOTARD, Premier Vice-Président du CNPF Pierre NETTER, Président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie Jean BRUNET, Vice-Président délégué de la CGPME et de : Jean-Paul JACQUIER, Secrétaire national de la CFDT Paul MARCHELLI, Délégué général de la CGC Bernard MOURGUES, Secrétaire confédéral de Force Ouvrière Alain OBADIA, Secrétaire général de l'UGICT/CGT

Closure du quatrième symposium :

Pierre BÉRÉGOVOY, Ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-I^{er} - 75008 Paris - Tél. : 723.72.94

سكننا من الامم

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION GÉNÉRALE DES DOUANES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/DGD 83

La direction générale des douanes lance un avis d'appel d'offre international pour la fourniture d'uniformes avec accessoires et de tissus pour le personnel des douanes.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Direction générale des douanes, Direction de la gestion des crédits et des moyens, Sous-direction de l'infrastructure et des équipements, 19, rue Docteur Saadane, Alger, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé à la Direction générale des douanes.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 04/DGD/83/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

La date limite de dépôt des dossiers est fixée à 15 jours, à compter de la première publication du présent avis.

Les entreprises soumissionnaires sont tenues de fournir, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur :

- 1) Lettre de soumission.
- 2) Une déclaration à soussigner.
- 3) L'offre proprement dite établie conformément au cahier des charges.
- 4) Statut de l'entreprise et liste des principaux actionnaires ou associés.
- 5) Le bilan des deux (2) dernières années.
- 6) L'attestation d'exclusion des intermédiaires (jointe au cahier des charges) signée et cachetée par les soumissionnaires.
- 7) Les soumissionnaires seront tenus par leur offre pendant une période de 90 jours à compter de la date de dépôt de leurs offres.

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0293/1K

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- LOT N° 1 - P.R. POUR MOTEUR CATERPILLAR TYPE D399
- LOT N° 2 - P.R. POUR MOTEUR CATERPILLAR TYPE D353
- LOT N° 3 - P.R. POUR MOTEURS CATERPILLAR TYPES D399, D379, D353, D348, D346, D343.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0293-1K/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0771/1J

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- LOT N° 1 - P.R. POUR MOTEURS G.M. DIFFÉRENTS TYPES
- LOT N° 2 - P.R. POUR MOTEURS E.M.D. V8 et V12

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0771-1J/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0950/A1

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- PIÈCES DE RECHANGE POUR MOTEURS M.T.U. TYPES 8V ET 6V - 396TC32 (3 LOTS)

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0950-A1/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

AFFAIRES

POUR FINANCER UNE INDISPENSABLE RESTRUCTURATION

Les coopératives de consommateurs envisagent l'émission de titres participatifs

Afin de financer l'indispensable redressement de leur situation, la rationalisation de leurs activités, la mise en place d'hommes compétents, les coopératives de consommateurs vont demander aux pouvoirs publics l'autorisation d'émettre des titres participatifs.

Le conseil d'administration de la Société générale des coopératives de consommation (S.G.C.C.), centrale d'achat et de service, organe financier du groupe, se réunit, jeudi 15 septembre, pour fixer la date de l'assemblée générale et adopter le principe de cette démarche.

En juin dernier, le congrès à huis clos de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (F.N.C.C.), organe politique du mouvement) avait dû constater l'urgence d'intervenir : le tiers des vingt et une sociétés régionales ont enregistré des pertes en 1982, et les plus grosses d'entre elles (les dix premières réalisent ensemble 80 % d'un chiffre d'affaires de près de 24 milliards de francs) ne sont pas toutes saines et bénéficiaires.

M. Jean Lacroix, nouveau président de la F.N.C.C. estime à 250 millions de francs les besoins du groupe pour redresser la barre. Où trouver ces fonds et à quel prix ? Le commerce et la distribution ne disposent d'aucune aide spécifique, d'aucun organisme spécialisé habilité à mettre en œuvre de tels finan-

cements. Le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) réserve ses soins, comme son nom l'indique, aux entreprises du secteur secondaire et n'intervient en aucun cas dans le tertiaire. Les Coop l'ont bien vu l'an dernier (le Monde des 2, 3 et 4 avril 1982), lorsque l'Union des coopératives de Bretagne a déposé son bilan.

Il n'y aura plus de dépôt de bilan chez les Coop : on y est bien décidé. Il faut cependant agir : les sociétés du Nord-Pas-de-Calais et d'Ile-de-France ont besoin d'interventions rapides.

Les 8 et 9 septembre, les conseils d'administration des Coopérateurs d'Escaut et Sambre (242 magasins dont 14 supermarchés et 832 millions de chiffre d'affaires) et des Coopérateurs de Sin-le-Noble et Denain (405 magasins dont 2 hypermarchés et 5 supermarchés, 1 milliard 56 millions de francs de chiffre d'affaires) ont décidé de fusionner. Il faudra ensuite les réunir à la Coopérative de Flandre et d'Artois (528 magasins dont 1 hypermarché et 25 supermarchés pour un milliard et demi de francs de chiffre d'affaires).

Cette première étape, dans le Nord, coûtera 50 millions de francs : fermes inévitables de petits magasins (au moins 80), couvertures de Maxicoop (moins de 1 000 mètres carrés de surface de vente), réorganisation d'entrepôts trop coûteux, mise en place de personnel qualifié, vente de quelques actifs immobiliers dormants... Certes, les Coop feront appel pour ce faire à leurs principaux banquiers, la Caisse centrale de crédit coopératif et la B.N.F. Mais les taux du crédit sont prohibitifs pour des entreprises dont les frais financiers sont déjà très lourds et dont la trésorerie est exsangue.

Pas de cession d'actifs

A Matignon, tout comme au ministère de l'économie et des finances, on a suggéré aux Coop de vendre certains actifs. La S.G.C.C. en effet, est propriétaire, outre d'un certain nombre d'usines, de la majorité du capital d'entreprises comme la FNAC, comme la Maison de Valérie (vente par correspondance) ou comme la Banque centrale des coopératives et des mutuelles (B.C.C.M.). Cette dernière, il y a un an, à l'occasion d'une augmentation de capital (de 55 à 80 millions de francs) a vu s'accroître la part que détiennent la Garantie mutuelle des fonctionnaires (G.M.F.), présidente

● Pernod-Ricard : position renforcée dans le cidre. - Pernod-Ricard, déjà chef de file sur ce secteur, porte sa part du marché du cidre à 23 % (et 18 % du jus de pomme) en prenant le contrôle de Raison S.A. Employant cent huit personnes à Domagne, pour un chiffre d'affaires de 72 millions de francs en 1982, Raison S.A. a connu une forte progression ces dernières années.

par M. Michel Baroin, et entrer d'autres mutuelles. Les Coop conservent cependant 51 % du capital.

L'arrivée de M. Baroin à la présidence de la B.C.C.M. ces derniers jours, pour trois ans, au nom d'un principe d'alternance entre les coopératives et les mutuelles, le fait que la G.M.F. avait en 1979 pris la majorité de la Sanvegarde, compagnie d'assurance des Coop, où elles n'ont plus que 20 % du capital, ont fait penser que la B.C.C.M. pourrait quitter le giron des Coop.

Les compagnies d'assurances, tout comme les mutuelles, n'échappent pas à la morosité économique ambiante. Peut-être la G.M.F. n'aurait-elle pas les moyens d'une telle opération après un exercice 1981 difficile et un exercice 1982 marqué par une forte augmentation des cotisations ? M. Baroin, qui dit clairement qu'il n'est pas acheteur, proclame également que la G.M.F. se porte bien, que les cotisations de ses assurés adhérents n'ont augmenté en 1983 que de 7,5 % et qu'il n'y aura pas de nouvelles augmentations.

Quant à M. Lacroix, il affirme que la S.G.C.C. n'envisage de vendre aucun de ses actifs, y compris immobiliers. Certaines sociétés capitalistes n'hésitent pas à vendre leurs sièges sociaux bien situés pour trouver de l'argent frais. Mais la Maison

de la coopération, dont la construction a coûté un peu plus de 80 millions de francs en 1976, est un symbole de puissance et de rayonnement du mouvement difficile à abandonner.

De toute façon, la grande solidarité des composantes de l'économie sociale connaît, sur le plan financier, des limites vite atteintes. Les mutuelles - tout comme les sociétés coopératives en bonne santé - ne sont pas prêtes à mettre en cause un équilibre conservé à force de rigueur et de bonne gestion pour voler au secours de canards boiteux.

Les Coop n'ont pas renoué chez leurs sociétaires le souffle militant qui aurait permis le rajustement du mouvement. Les dirigeants des différentes branches de l'économie sociale se retranchent derrière leurs règles de vie et de gestion, derrière la législation aussi, pour refuser une solidarité qui ne peut être qu'idéologique et non financière.

L'émission de titres participatifs donne une occasion aux Coop de vérifier qu'il existe une base coopérative potentielle et aux mutuelles d'investir sans risques, dans le cadre normal de la gestion de leurs portefeuilles.

Mais il faut quelques mois pour qu'une émission de ce genre soit lancée. Il faudra bien trouver des prêts relais pour mettre en œuvre des maintenant le redressement entrepris. A quel coût ?

JOSÉE DOYÈRE

Nouveau délai de réflexion sur l'avenir de Creusot-Loire

Le conseil d'administration de Creusot-Loire se réunira de nouveau « sous quinzaine ». Entre-temps il a mandaté le 13 septembre son président pour demander au président du tribunal de commerce de Paris un nouveau report du délai légal de tenue de l'assemblée générale d'actionnaires (déjà reportée en juin).

Tous les éléments juridiques sont ainsi en place, pour « arrêter la pendule » dans les négociations qui mènent le groupe avec les pouvoirs publics sur la sidérurgie et avec la C.G.E., le C.E.A. et l'E.D.F. sur l'avenir de Framatome (le Monde du 9 septembre).

Interrogés en juillet par les pouvoirs publics, les deux groupes sidérurgiques ont donné leurs réponses. Dans le courant de l'été, Sacilor faisait savoir que seul l'implantation parmi les actifs sidérurgiques de Creusot-Loire, Usinor n'a répondu que le 13 septembre.

Le groupe se dit prêt à reprendre certains actifs à condition que les pouvoirs publics l'aident financièrement et que Schneider, maison mère de Creusot-Loire, effectue avant cession les suppressions d'emplois qui seront rendues nécessaires par cette restructuration.

M. Fabius ayant déclaré le 13 septembre que les groupes publics devraient retrouver « l'équilibre financier en 1985 », et qu'il « tirerait personnellement les conséquences sur le renouvellement ou

non des responsables », on comprend que les P.-D.G. d'Usinor et de Sacilor, qui n'ont pas demeuré guère de chances de réaliser le vœu ministériel, soient d'une extrême prudence. La C.G.T. et le P.C.F. se sont quant à eux déclarés hostiles au retrait de Creusot-Loire de la sidérurgie.

Pour le groupe qui a perdu 670 millions de francs en 1982, qui devrait en perdre autant en 1983 et qui est fortement endetté, la cession de l'essentiel de ses actifs les plus déficitaires dans les actifs spéciaux - contre espèces sonnantes et trébuchantes - ne suffira pas, d'où l'intention de Creusot-Loire de se défaire d'une partie de sa participation dans Framatome, constructeur de cuves nucléaires et fleuron du groupe. Mais la négociation se heurte à des difficultés tant sur le coût de cette opération (avec la C.G.E.) que sur le pouvoir relatif des différents actionnaires, avec le C.E.A. notamment.

La C.G.T. de l'énergie a clairement fait savoir le 13 septembre son opposition à la solution C.G.E., affirmant que les participations d'E.D.F. et du C.E.A. devraient être majoritaires, une manière de répéter que Framatome doit être nationalisée.

Voilà pourquoi les quinze jours de délai réclamés par le conseil d'administration de Creusot-Loire sont les bienvenus.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0950/A1

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- PIÈCES DE RECHANGE POUR MOTEURS M.T.U. TYPES 8V ET 6V - 396TC32 (3 LOTS)

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0950-A1/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

ENTREPRISE NATIONALE DES TRAVAUX AUX PUIXS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0998/1J

L'entreprise nationale des travaux aux puits lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture de :

- PIÈCES DE RECHANGE POUR MOTEUR DEUTZ TYPE FSL13R.

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à l'adresse suivante : Entreprise nationale des travaux aux puits, 2, rue du Capitaine-Azzoug - Côte-Rouge - Hussein-Dey - Alger - Algérie. Département Approvisionnement et Transports, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au secrétariat du D.A.T. à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, strictement anonyme, sans en-tête, portera la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 0998-1J/CONFIDENTIEL, A NE PAS OUVRIR ».

Les soumissions devront parvenir au plus tard le samedi 08-10-83, 12 h, délai de rigueur.

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

polémique

Régime de retraite de la Sécurité

SOCIAL

Polémique entre la C.G.C. et la C.F.D.T.

Comment a évolué le pouvoir d'achat des cadres

Ab la belle polémique ! M. Paul Marchetti, délégué général de la C.G.C., n'y est pas allé, comme à son habitude, par quatre chemins le 13 septembre. « La C.F.D.T. », a-t-il affirmé dans un communiqué au vitriol, vient de gagner l'oscar de la bêtise et du mensonge, en prétendant que le revenu des cadres a augmenté de 12 % à 18 % entre 1972 et 1982. La Confédération française de l'encadrement dénonce la tentative de manipulation de l'information et d'intoxication de l'opinion publique par la centrale syndicale « pro-gouvernementale ».

Accusant MM. Maitre et Mauroy de « jouer ensemble le duo de la bêtise et du mensonge », M. Marchetti rappelle que la C.G.C. se base sur les travaux de l'INSEE pour démontrer la baisse du pouvoir d'achat des cadres en 1982.

Controverse

Véritable controverse ou tempête électorale — dans un verre d'eau ? M. Pierre Vanlerenberghe, secrétaire général de l'U.C.C.-C.F.D.T., s'est contenté le 12 septembre, tout en dénonçant la « malhonnêteté » de la C.G.C. sur ce point, de reprendre une étude publiée par son organisation en juin (le Monde du 25 juin 1983) à partir du panel « Oscar » sur l'évolution des salaires nets de mille quatre cent dix cadres entre 1981 et 1982. Il en ressortait que, pour les rémunérations des cadres, il ne fallait pas raisonner « en évolution moyenne », comme le font l'INSEE et la C.G.C., mais tenir compte du suivi des carrières individuelles. Ainsi à partir de ce panel en 1982, 35,4 % des cadres du secteur privé et semi-privé ont subi une baisse de leur pouvoir d'achat, 41,4 % ont obtenu une hausse supérieure à 2 %.

D'après l'U.C.C.-C.F.D.T., cette étude corroborait, pour 1982, les

chiffres de l'AGIRC, faisant apparaître une progression moyenne du pouvoir d'achat de 1,8 % pour les cadres.

La controverse vient donc de l'utilisation par les deux organisations de notions différentes : la C.G.C. prend en compte l'évolution moyenne de salaires à statut comparable, tandis que la C.F.D.T. essaie de cerner l'évolution individuelle de carrière des cadres. La C.G.C. a raison de parler de baisse du pouvoir d'achat en se basant sur les statistiques de l'INSEE : en salaires nets annuels (salaires bruts moins cotisations sociales), la « perte » de pouvoir d'achat a été de 1,9 % en moyenne pour les cadres supérieurs et de 1,4 % pour les cadres moyens. Le défaut de ces études est cependant qu'il ne s'agit que d'actualisations des déclarations annuelles de salaires et qu'on ne connaît pas encore le revenu disponible (1) — seule notion à prendre en compte — des cadres pour 1982, revenu qui tient compte des impôts et des prestations familiales.

La C.F.D.T. a, il est vrai, vu ses affirmations renforcées par le rapport de M. Padieu sur la commission des revenus des cadres, remis au premier ministre à l'issue des travaux d'une commission à laquelle la C.G.C. n'a pas participé. Le rapport critique également la notion de moyenne qui « ignore la diversité des situations individuelles », et préconise de retenir une palette de cas-types pour mieux suivre l'évolution des salaires individuels. « Selon l'INSEE », explique le rapport, les cadres supérieurs du secteur privé et semi-privé gagnent en moyenne à la fin 1983, 16 100 F par mois (net). Mais les niveaux individuels s'écartent parfois beaucoup de ce chiffre : si l'on exclut les 5 %

qui ont un salaire particulièrement bas et à l'autre extrême, les 5 % qui ont un salaire exceptionnellement élevé, l'échelle (tronquée donc) va de 7 000 F à 36 000 F soit un rapport de 1 à 5,1. Si l'on y inclut les cadres moyens, dont le salaire est en moyenne de 8 000 F par mois, l'échelle serait encore plus prononcée.

La C.G.C. a vu dans les affirmations de l'U.C.C.-C.F.D.T. un sombre complot visant à faire croire aux cadres que, à l'heure où l'on s'apprête à leur faire subir un nouveau et sévère « maitraquage fiscal », ils n'avaient pas tant de raisons de se dire malheureux et démotivés. Mais au-delà des polémiques, signées par la période électorale, une telle controverse n'aura de sens que si elle aboutit effectivement à une meilleure connaissance sur des bases acceptées par tous des

revenus des cadres et... des non-salariés auxquels ils se comparent souvent.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Une appréhension — qui demande encore à être confirmée — des variations en pourcentage du pouvoir d'achat du revenu disponible entre 1981 et 1982 a cependant été réalisée par le Centre d'études des revenus et des coûts dans son « constat de l'évolution récente des revenus en France », publié en avril 1983 (document du CERC, n° 64). Selon cette première évaluation, le pouvoir d'achat du revenu disponible d'un cadre moyen a diminué entre 1981 et 1982 de 2,5 %, pour un homme célibataire de 2 %, pour un actif avec un enfant la femme ne travaillant pas, et de 1 % pour un actif avec trois enfants la femme étant sans activité professionnelle. Pour un cadre supérieur masculin célibataire la baisse a été de 5 %.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolais du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance,

les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Centre Burroughs de Gestion et de Ressources des Appels Clients. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs
LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

* L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015-Cergy-Pontoise Cedex

LM 9153

Le régime de retraite du personnel de la Sécurité sociale

M. Bérégovoy ne remet pas en cause

le protocole d'accord dénoncé par la C.G.T. et F.O.

M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, s'est entretenu le 13 septembre avec la Fédération C.F.D.T. du personnel de la protection sociale, du travail et de l'emploi, au sujet du protocole d'accord, signé le 8 avril dernier entre l'U.C.A.N.S.S. (Union des caisses nationales de sécurité sociale) et la C.F.D.T. modifiant les conditions de versement de la retraite complémentaire servie par la C.P.P.O.S.S. (Caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires) aux personnels de la Sécurité sociale, et auquel le ministre avait donné son agrément.

A l'issue de l'entretien, la C.F.D.T. a annoncé que le ministre ne remettrait pas en cause son agrément mais qu'il souhaitait, comme il est prévu dans l'accord, qu'une commission paritaire de l'U.C.A.N.S.S. se réunisse fin septembre, en présence de toutes les organisations syndicales, pour apprécier les répercussions des nouvelles dispositions sur l'avenir du régime.

« Nous montrerons au ministre la réalité du régime, c'est-à-dire la réalité des chiffres », déclarait la C.F.D.T. avant son entrevue avec M. Bérégovoy. En 1983, la C.P.P.O.S.S. devrait enregistrer un déficit d'environ 200 millions de francs dû à l'arrivée à l'âge de la

retraite des salariés engagés dans les années 50, lors de la création de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, on compte 180 000 actifs pour 45 000 retraités.

En outre le régime, reconnu généralement comme très favorable, garantit un revenu égal à 75 % du dernier traitement aux salariés justifiant de trente années de cotisations à soixante ans, âge légal de départ en retraite pour ces personnels.

L'accord signé au printemps dernier prévoit l'allongement à trente-sept ans et demi de la durée de cotisations pour les futures retraites. La C.G.T. avait réagi en organisant une « consultation nationale » du personnel pour obtenir l'annulation de l'accord (le Monde des 28 juin et 2 juillet) et F.O., également opposée à l'accord, menaçait maintenant d'en venir à une grève nationale s'il n'était pas abrogé. Il ne paraissait donc pas totalement exclu que le ministre décide de retirer son agrément à cet égard et de renvoyer les partenaires sociaux à une nouvelle négociation. L'accord est maintenant et la commission paritaire est annoncée pour la fin du mois.

Pour l'instant, on continue d'étudier le dossier », indique-t-on simplement au ministère des affaires sociales.

CHRISTIANE GROJER.

• Fonction publique : la C.G.T. revendique « une mesure immédiate » de relèvement des traitements. L'Union générale des fédérations de fonctionnaires C.G.T. a demandé, le 12 septembre, lors d'une conférence de presse, « une mesure salariale immédiate » pour les fonctionnaires car « on ne peut attendre le mois de novembre, date de la prochaine majoration » de 2 %. Pour la C.G.T. qui n'a pas signé le relevé de conclusions 1983 et qui organisera une semaine d'action du 3 au 7 octobre, « il faut que le gouvernement dise clairement qu'il applique réellement et concrètement la clause de sauvegarde de l'accord ».

• L'inspection du travail refuse le projet de 150 licenciements de l'entreprise Nicolas. — Le projet de 150 licenciements de la direction de l'entreprise Nicolas (fabrication d'engins automobiles, 460 salariés) de Champs-sur-Yonne (Yonne) a été refusé le 12 septembre par la direction départementale du travail et de l'emploi, apprend-on de source syndicale. Le plan a été refusé dans son ensemble, à l'exception de 6 licenciements pour lesquels les salariés concernés avaient donné leur accord préalable.

• Formation en alternance pour les seize-vingt-cinq ans. — Le C.N.P.F. et les cinq organisations syndicales représentatives de salariés ont entamé, le 12 septembre à Paris, des négociations sur la formation en alternance des jeunes de seize à vingt-cinq ans. Ces discussions, marquées par un large consensus, se poursuivront les 3, 10 et 26 octobre prochains. Le C.N.P.F. va préparer un avant-projet, qui sera soumis à discussion, sur deux genres de contrat pour ces jeunes. L'un, définitif, déboucherait sur un emploi dans l'entreprise assurant la formation alternée. L'autre, temporaire et destiné au plus grand nombre, s'apparenterait à la « formule temporaire d'essai professionnel » proposée par le C.N.P.F.

• Le C.N.P.F. va créer une « mission emploi » dans chaque département. — Pour élargir et renforcer l'action de ses cent vingt délégués des entreprises pour l'emploi (DEPE), le C.N.P.F. a décidé de mettre en place une « mission emploi » dans chaque département. Dans un communiqué publié le 9 septembre, le C.N.P.F. précise que ce dispositif permettra de recueillir « des informations précises et rapides (...)

حکومت الامم

SOCIAL

Les syndicats d'Usinor-Longwy craignent une suppression de deux mille postes de travail

De notre correspondant

Le front commun syndical (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C., Sides-tam, F.O.) d'Usinor-Longwy a décidé de passer « à la vitesse supérieure » pour « s'opposer aux orientations néfastes prises par l'état-major du groupe en contradiction avec les intentions exprimées à maintes reprises par le gouvernement et le chef de l'Etat en 1981 à Longwy ». En annonçant un grand rassemblement dans le « pays haut », le 23 septembre, et un déplacement à l'Assemblée nationale, le 11 octobre, au moment du débat parlementaire sur la sidérurgie, le front syndical a notamment affirmé que jusqu'à présent « aucune déci-

sion n'a été prise en faveur du réexamen du dossier sidérurgique de Longwy ».

Avant la divulgation du nouveau plan de modernisation d'Usinor, les organisations syndicales exigent une rencontre avec M. Laurent Fabius, ministre de la recherche et de l'industrie, et Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, pour « aboutir au gel de toutes décisions portant atteinte à l'emploi et aux installations sidérurgiques ». Elles redoutent en effet que Longwy ne soit placé dans une position « irréversible ».

Après l'annonce de deux mille trois cents suppressions d'emplois dans le cadre du plan de restructuration présenté en septembre 1982, devant s'ajouter aux six mille décidées entre 1979 et 1981, les sidérurgistes du « pays haut » craignent une nouvelle amputation de deux mille postes de travail si Usinor opte pour la filière électrique. Ces inquiétudes sont renforcées par la situation générale du bassin de Longwy.

Ayant déjà perdu mille emplois et 10 % de sa population en sept ans (1975-1982), en raison de restructurations successives de la sidérurgie, ce bassin est un des plus sinistrés de France. Le taux de chômage y est supérieur à 13 %. Au cours de la seule année 1982, il a fait un bond de 18 %. Actuellement, trois mille huit cent vingt et une personnes, dont 53 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans, sont inscrites à l'A.N.P.E., alors que l'on ne recense que cinquante-sept offres d'emploi non satisfaites.

JEAN-LOUIS THIS.

SIGNATURE D'UN ACCORD MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DES INGÉNIEURS ET CADRES DE LA MÉTALLURGIE

L'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.) et les organisations syndicales, à l'exception de la C.G.T., ont signé le 12 septembre un accord modifiant certaines dispositions de la convention collective des ingénieurs et cadres du 13 mars 1972, après plusieurs mois de discussions.

Si l'U.I.M.M. s'est félicitée de cet accord, la C.G.T. a regretté l'attitude des autres syndicats signataires, qui, « en manifestant leur intention d'accepter un texte moins favorable, ont empêché la C.G.C. d'amener l'U.I.M.M. à des concessions plus importantes ». La C.F.T.C. a rétorqué que l'attitude de la C.G.C. a contribué à retarder l'application de nouveaux avantages de l'accord. Ce dernier permet d'introduire un statut particulier conventionnel pour les ingénieurs et cadres en déplacement et en expatriation, leur garantissant par exemple la réinsertion en métropole après leur déplacement à l'étranger.

Un autre point concerne les salaires de plus de soixante ans, et adapte la convention à la nouvelle législation sur la retraite. Désormais, l'indemnité de licenciement versée aux ingénieurs et cadres après soixante ans sera diminuée de 5 % à soixante et un ans, de 10 % à soixante-deux ans, de 20 % à soixante-trois ans, de 40 % à soixante-quatre ans.

La C.G.T. a demandé un délai supplémentaire de réflexion (de dix jours) pour sa signature éventuelle de l'accord qui concerne environ deux cent mille salariés.

ÉNERGIE

Les Américains se mettent sur les rangs pour la fourniture de réacteurs nucléaires à la Chine

La Chine et les Etats-Unis se sont mis sur le point de signer un traité de coopération dans le domaine nucléaire. Une délégation américaine est attendue à Pékin, dimanche 18 septembre, pour poursuivre les négociations en ce sens. Ce traité, s'il était signé, permettrait aux compagnies américaines de se mettre sur les rangs pour la fourniture de centrales dont la Chine envisage de se doter d'ici la fin du siècle.

L'objectif théorique annoncé par ce pays est d'installer d'ici l'an 2000 huit réacteurs nucléaires, d'une puissance de 8 000 mégawatts environ, ce qui, selon une étude américaine citée par le *Financial Times*, représenterait pour les groupes américains une somme de contrats potentiels estimée à 25 milliards de dollars (200 milliards de francs environ).

La Chine a officiellement demandé, le 5 septembre, d'adhérer à

l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.), laquelle devrait, selon toutes probabilités, accepter sa candidature lors de sa conférence générale, le 10 octobre prochain.

Bien que n'ayant pas signé le traité de non-prolifération (T.N.P.), la Chine est apparemment prête à accepter les conditions de sécurité et d'inspection fixées par les Etats-Unis pour la fourniture d'installations nucléaires civiles. La signature du traité sino-américain constitue toutefois la première entorse faite au principe américain de ne pas exporter de technologie et d'équipements nucléaires aux pays non signataires du T.N.P. Il est vrai que la Chine fait partie d'ores et déjà du club des pays possesseurs de la bombe atomique. L'accord conclu entre la Chine et les Etats-Unis représenterait la signature de ce traité consti-

tuerait, pour la France et le Japon, déjà bien placés pour participer au projet de la France et le Japon déjà bien placés pour participer au programme nucléaire chinois, une concurrence nouvelle et dangereuse. Rappelons que la France a engagé des négociations avancées pour la fourniture par Framatome, en association avec la compagnie britannique General Electric, d'une centrale nucléaire dans la province de Canton, destinée à alimenter en électricité pour partie Hongkong (le *Monde* du 6 mai 1983).

En outre, la Chine a conclu avec la France un accord de coopération pour développer, avec l'aide des spécialistes français, sa propre technologie nucléaire afin d'engager un programme autonome de construction de petites centrales, d'une puissance d'environ 250 à 300 mégawatts.

FAITS ET CHIFFRES

Agriculture

Le GREP (Groupe de recherche pour l'éducation permanente) organise son atelier rural d'automne sur le thème des nouvelles solidarités rurales, du 10 au 13 octobre, à Pienneuf - Val - André (Côte-d'Or - Nord). Prix avec l'hébergement 1 200 F. (Renseignements : GREP, 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : 824-50-36 et 824-46-76.)

M. Rocard - prêt à prendre au mot - les syndicats agricoles sur la politique communautaire. « Si les organisations syndicales agricoles françaises, toutes les organisations, considèrent que les propositions de

Bruxelles sont inacceptables, il faut qu'elles sachent que le ministre est prêt à les prendre au mot ». (A. Rocard, M. Rocard à Neuchâtel (Suisse) ajoutant qu'avant de se débarrasser de la politique agricole commune « il fallait en mesurer les avantages et les inconvénients »).

Etranger

BELGIQUE

Grève du rail en Belgique. - Une grève générale des chemins de fer, entamée spontanément vendredi dernier 9 septembre en Wallonie, paralysait depuis lundi l'ensemble du réseau belge, ainsi que le trafic ferroviaire entre la France, la Belgique et la R.F.A., notamment sur les T.E.E. Par ailleurs, aucun métro, tramway ni autobus ne circulait plus dès mardi à Bruxelles. Les deux grandes centrales syndicales de la fonction publique, la C.G.S.P. (socialiste) et la C.C.S.P. (syndicat social-chrétien), comptaient élargir à partir de jeudi ce mouvement de protestation, qui vise les projets de restrictions budgétaires dans les services publics.

ETATS-UNIS

Contraction des ventes au détail américaines. - Les ventes au détail ont, aux Etats-Unis, diminué de 1,4 % en août (en données corri-

gées) - soit la contraction la plus forte depuis juin 1982 (-2,4 %) - après avoir baissé de 0,2 % (chiffre révisé) en juillet. Elles se sont établies à 97,6 milliards de dollars.

Ce résultat est lié au recul de 9,2 % des ventes d'automobiles, qui ont représenté 17,6 milliards de dollars, ce qui, selon les experts, correspond en partie à l'érosion des stocks de nouveaux modèles. Les crédits à la consommation ont d'ailleurs augmenté de 16,5 % (en taux annuel) - la plus forte hausse depuis février 1982 - pour atteindre 358 milliards de dollars. (A. G. F.)

Social

Grève du tri postal à Paris-Lyon. - Plus de 90 % du personnel de l'équipe de jour du tri postal de la gare de Paris-Lyon (soit environ cent dix salariés) se sont mis en grève, ce mercredi matin 14 septembre, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., pour protester contre un plan de restructuration qui prévoit notamment, à partir du 2 octobre, la suppression du travail dominical. Cette mesure - qui accompagne une réduction de l'horaire de treize heures à dix heures - entraîne la disparition des jours de récupération accordés précédemment. La grève devrait provoquer des perturbations sur tout le réseau sud-est et outre-mer.

Bilan Financier pour les Six Premiers Mois de 1983

Résultats Financiers

Le résultat avant impôt sur les bénéfices des six premiers mois de 1983 s'établit à 467 millions de couronnes danoises. Il est en accroissement de 52 % par rapport à celui de la période correspondante de 1982 qui s'élevait à 307 millions. Le bénéfice net du premier semestre 1983 est supérieur de 58 % à celui du premier semestre 1982, passant de 226 millions de couronnes danoises (avant profits exceptionnels) à 347 millions. Le bénéfice par action s'élève à 74,76 couronnes danoises (1,64 dollars US par ADS) soit une progression de 50 % par rapport aux six premiers mois de 1982.

Ventes

Pendant les six premiers mois de 1983, le chiffre d'affaires consolidé de NOVO s'est accru d'environ 20 % par rapport à celui de la période correspondante de 1982, passant ainsi de 1 373 millions à 1 637 millions de couronnes danoises. Les ventes d'insuline ont progressé plus rapidement que les ventes des autres produits pharmaceutiques. Cette progression est expliquée pour plus de la moitié par un accroissement des quantités livrées et pour le reste par une plus forte progression des spécialités de haut de gamme à forte marge, par une augmentation des prix de vente et par les effets des fluctuations des taux de change. Les ventes d'enzymes pour tous les usages autres que la production de sirop de maïs à haute teneur de levulose (HFCS) ont augmenté de près de 20 % par rapport à celle de la même période de 1982. Cette progression trouve son origine essentiellement dans l'accroissement général des quantités d'enzymes pour détergents vendues par NOVO, en particulier aux USA où les livraisons d'enzymes pour détergents liquides ont connu une progression très sensible. Les ventes d'enzymes pour la production de HFCS sont du même ordre de grandeur que celles réalisées pendant le premier semestre de l'année 1982, période pendant laquelle la demande avait été soutenue.

Marge

Les six premiers mois de l'année 1983 ont vu une amélioration de marges brute et nette dégagées par NOVO. Cette amélioration est le fruit, d'une part, de l'effort d'investissement tant en moyens financiers que techniques, engagé aussi bien en vue de la modernisation des unités de production existantes qui est en cours, que de la mise en place de capacités de production entièrement nouvelles dont la mise en route est planifiée dans un futur rapproché et d'autre part, de la recherche continue d'un emploi optimal des capacités de production.

Résultats du Groupe

Pour les 6 mois clos au 30 juin, non corrigés				Années budgétaires			
1982	1983	1982	1983	1978	1979	1980	1981
1373	1637	130,3	173,2	939	1275	1579	2233
98%	98%	98%	98%	98%	98%	97%	97%
307	467	33,6	51,1	97	138	239	449
61	110	6,9	12,0	22	34	53	108
328	367	34,7	38,1	75	103	176	341
36	-	3,9	-	-	-	-	37
379	433	40,4	47,4	338	409	495	611
4	137	0,4	14,0	35	52	91	33
365	493	35,0	50,7	138	167	249	423
307	290	22,7	28,8	190	126	201	303
120	150	13,1	15,6	112	125	162	215
3633	4109	-	-	2859	3051	3316	3705
3074	3378	-	-	2352	2518	2705	2951
436	494	-	-	313	310	332	432
151	167	-	-	70	105	135	172
153	180	-	-	124	118	124	150

Profit par action

Pour les 6 mois clos au 30 juin				Cours en D			
1982	1983	1982	1983	1982	1983	1982	1983
49,81	74,76	-	-	5,45	8,16	-	-
4,06	8,96	4,06	1,08	1,04	-	-	-

Dans ce bilan de tentative d'analyse, l'emploi de dollars US est pratiquement par commodité au taux de 1 \$ US = 9,136 couronnes danoises au cours du 30 juin 1983.

Investissements

Les investissements réalisés pendant les six premiers mois de 1983 se sont élevés à 260 millions de couronnes danoises. Ceux de la période correspondante de 1982 s'élevaient à 207 millions. La seconde tranche de l'importante unité de purification d'enzymes de Kalundborg au Danemark a été achevée au cours du premier semestre. Pendant la même période, une usine de fermentation d'enzymes à usages multiples a été agrandie et une installation automatisée de purification des eaux résiduaires a été achevée. A Bagsvaerd au Danemark les nouvelles et importantes installations du département Recherche et Développement ont été mises en service. Des investissements supplémentaires ont été réalisés dans l'usine de NOVO Biochemical Industries Inc. en Caroline du Nord, USA en vue d'améliorer la flexibilité de cette unité de production d'enzymes et, un site pour la construction d'une usine de production

d'enzymes a été acquise au Japon.

Les projets en cours à Kalundborg comprennent l'extension des capacités de fermentation d'enzymes, la construction d'entrepôts pour les matières premières, l'extension des locaux administratifs, l'extension des capacités d'extraction d'insuline et la construction d'une nouvelle usine de produits vétérinaires. A Bagsvaerd des locaux administratifs supplémentaires et une nouvelle usine pilote de production d'insuline sont en cours de réalisation. Les investissements effectués pendant l'année 1983 pourraient atteindre 600 millions de couronnes danoises.

Bagsvaerd, le 24 Août 1983

Le Conseil d'Administration
NOVO INDUSTRI A/S

NOVO

CYCLE DE MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

- Enseignement de haut niveau (cycle C.) ;
- Approche théorique et séminaire d'études de cas ;
- 120 heures sur 9 mois (soir et samedi) ;
- Coût : 180 francs par an.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 4 octobre 1983

Renseignements, inscriptions et demandes de dossiers : CNAM : Bureau de Marketing Industriel - 2, rue Cassini 75001 Paris. Bureau 264 (de 14 h à 17 h) Tél. : 271-24-14, poste 265 puis poste 29 ou poste 523 l'après-midi.

(Publicité)

... économisez vos calories et vivez au calme !

Sur vos fenêtres nous posons en moins de 2 heures, sans aucune dégradation, le DVO-FENETRE, numéro un en Allemagne. C'est la protection thermique et phonique la plus esthétique et la moins onéreuse. PRIVAD - 5, rue Charlot 93320 - Pavillons-sous-Bois. Tél. : (1) 848.85.37 - Pose uniquement Paris et 100 km alentour.

Université Européenne de la Franchise

European Franchising University

FORMER LES MANAGERS

DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DE LA FRANCHISE

Durée : 6 mois dont 2 mois de stage (Europe/USA)

L'U.E.F. s'est donné pour vocation :

- de former des dirigeants de l'entreprise au sein des entreprises ;
- d'appliquer les principes de la franchise ;
- de permettre aux cadres des P.M.E. d'acquiescer les connaissances de base de cette nouvelle stratégie de développement afin d'en assurer l'application dans leurs entreprises ;
- de couvrir tous les champs d'investigation de la RECHERCHE en matière de franchise.

Pour en savoir plus :

JOURNÉE D'INFORMATION

le mardi 20 sept. - 14 h

Maison d'Alsace

33, Champ-Élysées - PARIS

nous contacter à :

UNIVERSITÉ LIBRE ET EUROPÉENNE

DE LA FRANCHISE - Association loi 1901

2, avenue de Lutèce-de-Tessigny

75002 PARIS - Tél. 01 47 71 00 01

PE
Les
de la

Un effort
d'investisse

de 1975 à 1982

• Plus de F 19 millions

• Plus de F 5 6 millions

et au développement

Des résultats con

une technologie de point

un outil industriel moderne

de nouveaux modèles qui

ont permis à l'industrie de

de passer d'un état de

à un état de

de part de marché en

de part de marché en

de part de marché en

de part de marché en

de part de marché en

de part de marché en

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA PÊCHE
SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS FERROVIAIRES
DIRECTION DE L'ÉQUIPEMENT

**AVIS INTERNATIONAL XVII-1 N° 1983/2
DU 30 NOVEMBRE 1983
D'APPEL DE CANDIDATURES
POUR PRÉSÉLECTION D'ENTREPRISES**

La Société nationale des transports ferroviaires (S.N.T.F.) lance un appel national et international pour le dépôt de candidatures en vue de la présélection des entreprises qui seront consultées ultérieurement pour la réalisation « clés en main » des installations suivantes :

COMPLEXE D'ATELIERS POUR LA CONSTRUCTION, LE RENOUELEMENT ET L'ENTRETIEN DE LA VOIE.

Ce complexe sera implanté sur une parcelle de terrain de 44 hectares environ, à l'intérieur de la zone industrielle d'EL-FULMA (Wilaya de SÉTIF).

Il comprendra :

- les bâtiments industriels et les bâtiments à usage administratif et social
- les aménagements extérieurs, les utilités ainsi que la fourniture et le montage de tous les équipements de fabrication et d'entretien relatifs aux installations suivantes :
 - parc de stockage de matériel de voie
 - usine de fabrication de traverses en béton armé
 - atelier de régénération et de soudure de rails
 - centre de maintenance des engins affectés à la construction, au renouvellement et à l'entretien de la voie
 - cour de débord.

Les candidatures devront parvenir au plus tard le 30 novembre 1983 à 12 h (GMT) à la Société Nationale des Transports Ferroviaires - Direction de l'Équipement - Département « Marchés-Travaux Neufs » - 21/23, boulevard Mohamed V à Alger (Algérie).

Les Entreprises ou Groupements d'Entreprises désireux de se porter candidats à la présélection des Entreprises recevront, sur simple demande, un dossier comprenant : un avis de présélection, une notice d'information relative à la présélection des Entreprises, un plan d'ensemble des installations.

Ces documents sont rédigés en langue française et la demande doit être faite à l'adresse indiquée ci-dessus.

TELEX : 52 455 SIKEK DZ
TÉLÉPHONE : 61.13.78 ou 64.72.73

AMREP

Le conseil d'administration d'Amrep, dans sa séance du 9 septembre 1983, a examiné :

- D'une part, les comptes de la maison mère qui se traduisent au 30 juin 1983 par un bénéfice net de 23,6 millions de F contre 21,5 millions de F au 30 juin 1982.
 - D'autre part, les comptes consolidés du groupe arrêtés au 30 juin 1983. Ces comptes font ressortir une activité se chiffrant à 1 757 millions de FF en diminution de 13 % par rapport à l'activité du premier semestre 1982 qui s'élevait à 2 027 millions de FF. Le résultat d'exploitation est de 50,4 millions de FF contre 65,9 millions de FF au 30 juin 1982. Le bénéfice net est de 28,1 millions de FF contre 40,6 millions de FF au 30 juin 1982.
- Il apparaît vraisemblable qu'une amélioration des résultats sera liée à une confirmation de la reprise des recherches et des développements de la production pétrolière dans le monde.
- Le conseil a pris acte de l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 5 septembre 1983 d'émettre des obligations convertibles pour un montant maximum de 150 000 000 F. Il se réunira ultérieurement afin de prendre toutes décisions utiles permettant de réaliser cette opération financière avant la fin de l'année.

UNION INDUSTRIELLE DE CRÉDIT - SOFAL

Les produits et agios encaissés par le Groupe au cours du premier semestre 1983 ont atteint 537 500 000 F, contre 516 700 000 F pendant le premier semestre 1982.

INFORMATION ÉCONOMIQUE AFRICAINE

Mensuel International d'Information économique Politique et Générale

LEA vous présente chaque mois :

- articles de fond, études de marchés sur divers pays africains et arabes
- Rapports, analyses, alertes

LEA est le support idéal pour votre publicité en Afrique et dans le Monde Arabe

Bureau : LEA, 16 r. de Rome B.P. 61 - 10118 Tunis (Tunisie)
Tél. : 245.318 ou 255.740
abonnement annuel : 250 FF
C.C.P. : 79636 TUNIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LA VIE DANS VOTRE RÉGION



"EMPRUNT ARTISANS"

**Automne 1983. Garanti par l'Etat.
800 millions de francs.**
représenté par 160.000 obligations.

Prix d'émission : le pair soit F 5.000 par obligation.
Jouissance et date de règlement : le 26 septembre 1983.
Durée : 10 ans.
Intérêt annuel : 14,30 %, soit F 715 par obligation.
Amortissement : en totalité, le 26 septembre 1993
par remboursement au pair. Rachats en Bourse possibles.

La note d'information qui a reçu le visa de la COB N° 83-240 en date du 6 septembre 1983 est tenue sans frais, à la disposition du public au Siège Social de la Caisse Centrale des Banques Populaires, 115 rue Montmartre, 75002 Paris.

GROUPE DES BANQUES POPULAIRES. 1750 guichets en France.
Emis par la Caisse Centrale des Banques Populaires

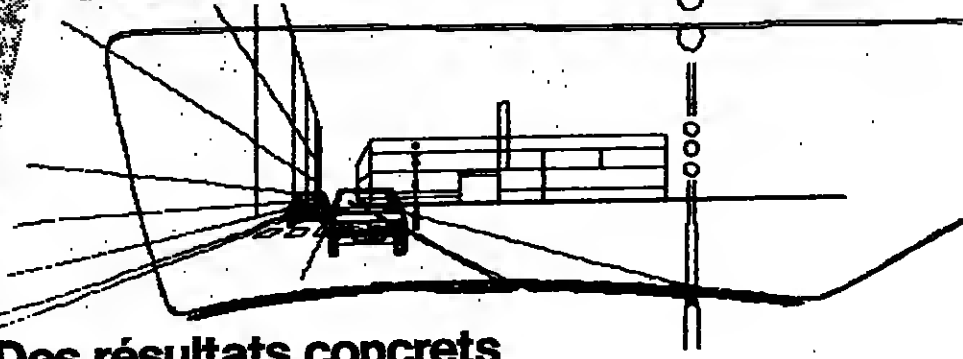
Banque Populaire
La banque de ma vie

PEUGEOT S.A.
Les raisons de la confiance

Un effort intense d'investissements et de recherche :

- de 1979 à 1982
- plus de F 19 milliards* d'investissements
- plus de F 5,6 milliards* consacrés à la recherche et au développement.

*chiffres consolidés



Des résultats concrets

- une technologie de pointe
- un outil industriel moderne
- de nouveaux modèles qui s'imposent
Peugeot 205, Citroën BX, Talbot Samba Cabriolet, Peugeot 305 série II, 505 Turbo Injection et GTI, Citroën CX Turbo Diesel...
- une part de marché en progression
immatriculations de voitures particulières et commerciales en France :
année 1982 : 30,2 %
premier semestre 1983 : 33,2 %

Un produit financier nouveau

L'emprunt obligataire Peugeot S.A. de F 1 milliard à bons de souscription d'actions offre :

des possibilités de plus-values

Chaque obligation comporte 20 bons de souscription d'actions. Chaque bon donne la possibilité de souscrire une action nouvelle Peugeot S.A. - à tout moment du 1^{er} janvier 1984 au 31 décembre 1987 - au prix fixe de F 240, quel que soit le cours en Bourse. Jouissance des actions nouvelles : début de l'exercice de leur souscription.

la sécurité et le rendement des obligations

Obligations de F 5000 nominal
Prix d'émission : F 5000
Jouissance : 3 octobre 1983
Durée : 8 ans
Intérêt annuel : 11,5 %
Taux de rendement actuariel brut : 11,5 %
Amortissement normal en totalité à la fin de la huitième année par remboursement au pair.
Régime fiscal des obligations classiques.

Les obligations et les bons de souscription d'actions seront cotés séparément à la Bourse de Paris dès la clôture de l'émission.

PEUGEOT S.A.

Une note d'information qui a reçu le visa COB N° 83-200 en date du 4 juillet 1983 est tenue à la disposition du public. BALO du 12 septembre 1983.

هكذا من الامم

La dynamique Atal : la cohérence des produits avec le futur immédiat

« Selon vous, quels critères permettent de dire qu'une entreprise est saine et rentable ? »

JEAN-PIERRE GENTGEN. — Quatre critères principaux : des équipes entrepreneuriales et dynamiques ; la diversification de la clientèle ; un large autofinancement ; des investissements utiles.

— Etes-vous un partisan d'une grande rigueur en matière de gestion ?

J.-P. G. — Oui. La rigueur détermine les comportements de chacun, car rien n'est plus contagieux que le laxisme. Le laxisme mène vite à l'abandon des buts fixés, ou du moins les retarde, à l'affaiblissement de la volonté d'aboutir. Le manque de rigueur aboutit aussi à l'augmentation des coûts ainsi qu'à la perte de crédit auprès de la clientèle. Il peut donc mettre une entreprise en péril. De plus, dans la conjoncture actuelle, la marge de manœuvre de l'entreprise est limitée et la rigueur s'impose d'elle-même.

— Portez-vous de vos relations avec vos partenaires américains.

J.-P. G. — Avec nos partenaires américains, nous avons des échanges techniques sur les moyens de production et les applications du concept informatique.

— Vous faites partie des entreprises rares qui ont parfaitement assimilé la crise de la seconde moitié des années 70. Quelle a été votre démarche durant cette période ?

J.-P. G. — Nous avons maintenu nos investissements industriels et n'avons pas relâché l'embauche des équipes de vendeurs, la crise ayant été ressentie dès 1974 et s'étant aggravée depuis 1981.

— Pensez-vous que les dispositions gouvernementales actuelles soient une aide réelle à l'exportation ?

J.-P. G. — Nous bénéficions, il est vrai d'une aide substantielle dans la promotion de nos produits à l'étranger par le ministère du Commerce extérieur lorsque nous faisons partie d'une manifestation collective avec le SYMCO. Elle est particulièrement appréciable au niveau des expositions. En ce qui nous concerne, nous ne faisons que peu appel à la COFACE — ceci tient à la prudence inconditionnelle de nos accords soit avec nos concessionnaires, soit avec les importateurs.

— Quelle a été votre réponse face à la crise des années 70 ?

SIMÉON BUSQUÈRE. — Le marché s'étant affaibli dès le début de la crise et la concurrence devenue très présente, le seul moyen a été de jouer sur la différence au niveau des produits, sur la recherche de nouveaux produits et marchés, de nouvelles applications de production de nos machines pour les employer à plein temps. A l'inverse de certaines sociétés qui, en cas de crise, diminuent leurs budgets de communication, nous avons augmenté les budgets des médias et mis l'accent sur la promotion de notre marque et de nos produits. C'est un bénéfice immédiat car l'ensemble de la profession a connu une traversée du désert en matière de publicité.

— Et maintenant, comment abordez-vous le virage de la deuxième partie des années 80 ?

S. B. — Comme la plupart des grandes sociétés, nous avons compris que l'ensemble des prescripteurs avaient mis l'accent sur l'idée de vivre différemment au bureau. Nous avons pensé adapter nos produits à ce mode de vie, d'où l'avènement des systèmes « aménagement d'espace ouvert ». La bureautique et l'informatique nous amènent directement à une nouvelle famille de produits, plus techniques, adaptés à de nouveaux besoins, ce qui, bien évidemment, nous donne une source certaine de nouveaux marchés. Nous avons pris des mesures opportunes en ce sens.

— Vous êtes filiale d'un très important conglomérat américain. Quels sont les rapports que vous entretenez avec lui ?

S. B. — Nous entretenons des relations de partenaires d'un même groupe financier et décidons de toutes nos options commerciales en matière de nouveaux produits. Nous avons une coordination étroite entre nous, nous bénéficions ainsi d'informations très précieuses sur l'avance technologique américaine. Nous avons toute notre indépendance, après acceptation des mesures

Produire en diminuant les coûts, créer et concevoir des produits adaptés au futur immédiat du marché, s'imposer sur les marchés à l'exportation, résoudre des impératifs de gestion tout en jouant les effets des crises économiques successives, est la description succincte de la situation à laquelle les entreprises françaises se trouvent confrontées. Il est intéressant de voir comment une société telle qu'ATAL a su non

d'investissements, pour le choix technologique de nos produits.

— Quels sont vos critères d'appréciation du marché du matériel de bureau ?

S. B. — En ce qui concerne le marché quantitatif, nous avons des chiffres mis à disposition par le Symco ainsi que par d'autres organismes officiels. Comme beaucoup de nos confrères, nous surveillons la décentralisation des villes en zone industrielle. Ces zones industrielles représentent pour nous soit de nouveaux potentiels soit des déplacements de potentiels. Nous recherchons également de nouveaux produits. En dehors de classiques études de marché, nous observons et décidons à « pas feutrés ».

— Comment voyez-vous ce marché dans les années à venir ?

S. B. — Selon les projets futuristes que nous avons pu observer dans les différentes expositions internationales, l'informatique et les nouvelles méthodes de communication changeront radicalement la notion de plan de travail. Nous pensons à des pupitres mettant à la disposition des utilisateurs des données et des systèmes de réponses et d'analyse, plutôt qu'à la continuation classique de ces plans tels qu'ils apparaissent aujourd'hui. Les nouvelles méthodes de conservation et de classement de documents nous conduiront à une nouvelle conception des volumes de ces mêmes classements et de rangement de l'archivage.

— Vous avez créé récemment un nouveau produit rentrant dans la catégorie des « systèmes ». Pensez-vous que l'évolution du marché aille dans ce sens ?

S. B. — Avant de penser révolution, il faut constater que, déjà, le monde des systèmes est un fait acquis dans le



JEAN-PIERRE GENTGEN

monde occidental. Par exemple, depuis environ deux à trois ans, au Neocron de Chicago, avec la dimension américaine, en dehors des bureaux pantouflards et rocoucs en bois, pas une seule société n'expose un plan de travail traditionnel. L'ensemble de l'exposition est une grande implantation système. En Europe, et en particulier en France, nous sommes venus à ce mode d'aménagement avec environ quatre ans de retard. Nous sommes donc sûrs d'avoir l'avenir pour nous. De toute façon, les récentes formules par les usagers français s'estompent car les expériences déjà vécues ont fait notre publicité et démontré que les conditions de vie et de travail sont meilleures. Pour un chef d'entreprise, les conditions économiques sont positives.

— C'est donc, pour vous, un produit qui devrait être le début d'une longue série ?

S. B. — J'espère que ce sera une longue série de composants à fabriquer mais non une longue série de types de systèmes, étant donné le coût élevé des investissements en recherche et en outillage pour élaborer un tel produit.

— Vous avez donc un bureau d'études. Menez-vous une politique systématique en matière d'innovation ?

S. B. — Oui, nous avons un bureau d'études techniques qui se trouve à l'usine, plus un bureau d'études intermédiaire entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Ce bureau d'études constitue une étape de réflexion après les premières études fournies par le Designer. En effet, dès 1970, malgré le succès de notre série de l'époque, qui a fait le bonheur de notre maison, nous avons compris qu'il fallait innover pour faire partie des grands. Nous nous sommes appliqués à créer des séries qui avaient leur propre identité. Pour cela, nous nous sommes aperçus que la bonne source de création, indépendamment de ce que l'on trouve sur le marché, ne viendrait pas de chez nous : nous avons fait appel à des cabinets de Designers extérieurs. L'apport principal ? C'est la possibilité de choisir entre des solutions nouvelles et surtout de trouver celle qui nous agré, c'est-à-dire celle qui semble répondre à la fonction demandée au prix possible des marchés et qui peut être fabriquée par les machines existantes, sans investissement supplémentaire trop important. Le compromis idéal étant de faire du nouveau peu cher avec le savoir-faire que nous possédons et l'équipement que nous avons.

— Que pensez-vous des rapports actuels entre Designers et industriels ? Comment pourraient-ils évoluer ?

S. B. — Il semble qu'il y ait, dans certains cas, des problèmes de coordination entre services techniques internes et designers extérieurs. Il y a longtemps que ce n'est plus le cas chez nous : tous les services ont compris qu'il était nécessaire de travailler dans une bonne entente et dans le même sens pour aboutir à une réelle création rentable et profitable.

— Vous représentez une unité de production traitant aux alentours de 20 000 tonnes d'acier par an. Quelle est votre position en matière d'investissements technologiques ?

S. B. — Il est bien connu dans le marché de l'équipement de bureau qu'une entreprise de cette corporation, bien équilibrée, doit savoir fabriquer les produits simples de très grande série tendant au bas de gamme, au meilleur coût possible, pour l'administration, par exemple.

Elle doit savoir également fabriquer des produits de petite série résultant d'études de prescripteurs de services (cabinets d'ingénierie, architectes), donc de disposer à l'atelier d'installations souples mais sophistiquées qui tendent à réduire de plus en plus les coûts d'outillage et les temps morts de production. A mon sens, une entreprise importante doit pouvoir fabriquer du matériel de très grande série et s'équiper en conséquence, et avoir en même temps une très grande souplesse de types de fabrication.

— Vous êtes lié à un domaine d'activité en pleine évolution : la bureautique. Comment intégrez-vous ces nouvelles technologies à vos produits ?

S. B. — D'abord en mettant nos observateurs auprès des sociétés informatiques et des informaticiens. Là, plus qu'ailleurs, l'élément fondamental de la recherche, c'est l'intégration d'organes mécaniques assez complexes. Cela fait novation dans nos habitudes de fabrication et nous amène à avoir des relations avec des bureaux d'études de conception de systèmes mécaniques. Le travail du

seulement résister à l'ensemble de ces phénomènes, mais aussi se développer et devenir la deuxième entreprise de son secteur sur le plan français.

M. Jean-Pierre Gentgen, président-directeur général, et M. Siméon Busquère, directeur commercial, concluent ces trois jours en développant les principes et stratégies qu'ils ont appliqués.

Design dans la fabrication de ces produits se borne alors au rôle du « carrossier ».

— Vous travaillez en relation avec des sociétés informatiques ?

S. B. — Oui, bien sûr.

— Que pensez-vous de la normalisation en matière de matériels informatiques ?

S. B. — Je la juge tout à fait souhaitable. Je pense à des formats où le maximum serait peu éloigné du minimum, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et nous oblige à fabriquer de petites séries. C'est finalement le client qui paie le coût supplémentaire entraîné.

— Comment voyez-vous les relations entre votre corporation et les fabricants de matériels informatiques ?

S. B. — Il faudrait que les sociétés d'informatique décident de la création d'un comité de simplification du nombre des dimensions. Il nous serait très facile, pour nous, fabricants, de « coller » à leurs demandes. Je souhaiterais pour ma part, en ce qui concerne ces problèmes d'application de la bureautique, que nos services de développement aient des relations plus étroites avec les sociétés informatiques.

— Vous disposez d'un réseau commercial double composé de 17, bientôt 19, succursales et quelque 200 concessionnaires et revendeurs, les premiers représentant 55 % du chiffre d'affaires, les deuxièmes 35 %. Cet équilibre est-il délibéré ?

S. B. — Je ne sais pas si l'équilibre est délibéré à cette proportion idéale. Elle s'est établie tout doucement, selon les nécessités et la situation. Nous pouvons tout simplement constater que la situation où nous sommes est raisonnable puisque notre situation économique est



SIMÉON BUSQUÈRE

correcte et notre développement bien réel tous les ans. La présence de grands centres de distribution est indispensable dans les grandes villes qui ont un environnement à haut potentiel. Mais un réseau de distribution sérieux, compétent, est non moins indispensable dans les moyennes et petites villes pour assurer la pénétration et la promotion d'une marque. Nous pouvons nous féliciter de notre réseau de concessionnaires-revendeurs car il répond tout à fait à ces exigences. Nous sommes, il faut le dire, très vigilants quant à leur choix.

— Le montant de vos exportations représente 10 % de votre chiffre d'affaires. Pensez-vous augmenter ce chiffre et comment ?

S. B. — Bien que tout le monde disserte sur la faiblesse des Français à l'exportation, nous avons tout de même plusieurs réussites notables. Si l'on veut vraiment

développer l'exportation, il est nécessaire de penser à exporter le savoir-faire dans les pays lointains ou d'y créer des unités de fabrication. En ce qui nous concerne, nous essayons d'être le plus actifs possible de trois manières : nous développons des produits appropriés, nous disposons d'agents mineurs, nous resserons nos liens avec les importateurs.

— Avez-vous des succursales à l'étranger ?

S. B. — Pour l'instant, nous donnons la priorité à des revendeurs et réservons nos investissements au territoire français.

— Quels types de produits exportez-vous ? Ceux que vous fabriquez habituellement ou des séries spéciales ?

S. B. — En général des séries spéciales. — Cela ne représente-t-il pas un coût supplémentaire pouvant dominer vos marges calculées sur un standard ?

S. B. — Bien sûr. Cela serait d'autant plus réel si nous avions gardé un équipement traditionnel. L'orientation de nos investissements nous donne la souplesse suffisante pour répondre à des commandes ponctuelles venant soit des prescripteurs, soit des clients, en obtenant des prix qui restent compétitifs et nous laissent tout de même une marge.

— Remontez à votre produit système, l'A.L.S. Vous oblige-t-il à modifier votre démarche commerciale ?

S. B. — Bien sûr, car il est établi que l'on commercialise une implantation très élaborée à partir de données spécifiques. Ce travail fait appel à une nouvelle génération de technico-commerciaux qui assurent une activité que ne saurait assurer un vendeur de matériel traditionnel. La promotion d'une telle ligne de produits se fait avec le concours de l'ensemble d'un service commercial. De l'information et de la signalisation jusqu'à la réalisation, chacun a son rôle à jouer.

— Quelles sont vos relations avec les professions du bâtiment et avec les architectes ?

S. B. — Il nous arrive très fréquemment de créer en coordination avec des décorateurs et des architectes. Et il est souhaitable que ces relations se développent intimement car cette expérience est la clé de réussite d'un bon aboutissement.

— Vous percevez-vous comme une entreprise résolument novatrice ?

S. B. — Dans la mesure de nos possibilités et de nos savoir-faire, nous nous préoccupons beaucoup de la créativité de notre entreprise. Mais, n'ayant toutefois pas la prétention d'imaginer des choses exceptionnelles, nous nous efforçons de ne pas copier autrui et à coller le plus possible au futur immédiat du marché.

— Quels moyens d'études mettez-vous à la disposition de vos clients ?

S. B. — Nous disposons déjà de spécialistes qui savent poser les questions aux clients pour préparer une solution théorique, un axe d'organisation d'espace. Nous avons un bureau d'études strictement spécialisé dans l'étude pratique des implantations. Ce travail d'étude nécessite la participation coopérative du client. Ce n'est pas le travail le moins intéressant pour les uns et les autres !

— Aidez-vous vos clients à adapter leur équipement ?

S. B. — Oui. C'est très simple. En fonction des qualités de démontabilité et de flexibilité de notre produit A.L.S. Le bureau d'études-implantation est encore là pour donner ses conseils. Nos chefs de chantier qui opèrent sont capables de conseiller concrètement sur le terrain. Nous attachons beaucoup d'importance à la spécialisation des équipes de montage. Elles savent enseigner et contrôler une technique de montage parfaite. Elles peuvent aussi réfléchir sur un cas d'implantation et trouver la solution idéale sur le terrain. Ce qui signifie qu'une équipe d'installateurs est, à notre sens, indissociable d'une équipe commerciale.

ATAL
Litton

7, rue Marlotte
75017 PARIS
Tél : 387-80-00

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 septembre

Vit repli

Rumeurs... rumeurs... La séance a été singulièrement perturbée mardi en raison d'un certain nombre d'informations, généralement non confirmées, voire de simples suppositions, qui ont rapidement circulé tant sur le marché des actions que sur celui du métal fin.

Pour les uns, le déroulement très hâtif des transactions lundi soir à Wall Street (voir page 14), en dépit du démenti officiel opposé par la Réserve fédérale aux rumeurs de révision des dernières statistiques hebdomadaires sur la masse monétaire, ne doit pas faire illusion. « Il n'y a pas de fumée sans feu », rappellent-ils sous les lambris du Palais Brongniart en attendant d'en savoir un peu plus sur l'attitude future du Fed à l'égard de la circulation monétaire.

La réaction du marché new-yorkais déclenchait une série de ventes à Paris, notamment sur les valeurs pétrolières. Un instant « réservé à la baisse », l'Esso perdait finalement 4 %, entraînant dans son sillage Raffinage, Française des Pétroles et Elf-Agip, tandis que Thomson-C.S.F. et Galeries Lafayette perdaient de 5 %. Générale de Fonderie, en progrès de 5,3 % la veille, chutait de 3,3 %.

Côté bourse, seule la progression de 3 % de S.C.S.-R. méritait d'être signalée alors que Saint-Gobain fut officiellement son entrée dans le groupe. En clôture l'indice était en recul de 1 %.

Pour les autres, les spécialistes du marché de l'or, les rumeurs de vente pour compte portugais, alliées à une éventuelle découverte de gisement au Brésil, ont également joué, pesant sur le métal fin. Celui-ci est retombé de 416,90 à 406,75 dollars à Londres tandis que le lingot perdait 1 000 F à 106 000 F, le napoleon étant inchangé, à 689 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

FRANÇAISE DES PÉTROLES-R.P. - Pour le premier semestre 1983, la filiale française du groupe britannique, British Petroleum, a subi une perte de 278 millions de francs qui est toutefois inférieure à celle de 408 millions enregistrée durant le même période de l'exercice précédent, tient à souligner la société. Au cours des six premiers mois de l'année en cours, la Française des Pétroles-R.P. a réalisé un chiffre d'affaires (hors taxes) de 10,4 milliards de francs correspondant à un tonnage vendu de 5 millions de tonnes.

La marge brute d'autofinancement (corrigée du renouvellement des stocks) a été positive à hauteur de 202 millions de francs (contre 607 millions au second semestre 1983) alors qu'elle était déficitaire de 492 millions pour le premier

NEW-YORK

13 septembre

Effritement

La ton est devenue beaucoup plus calme mardi à la Bourse de New-York, où les échanges ont été ramenés à 73,9 millions d'actions contre 114 millions en début de semaine.

Dans une certaine mesure, les opérateurs ont été déçus de constater que les actions américaines n'avaient pas totalement repris leurs esprits lundi soir après la ferme démission opposée par la Réserve fédérale à toute idée de réviser ses statistiques publiées le vendredi précédent et que les bourses avaient jugé particulièrement encourageantes. Parallèlement, une certaine tension était perceptible sur les taux d'intérêt à court terme et les fonds fédéraux sont passés à 9,5/8 % en fin d'après-midi, alors que M. Albert Weisberger, l'un des spécialistes de la First Boston, émettait un diagnostic préoccupant en estimant que les taux d'intérêt devraient rester à un niveau élevé pendant une longue période outre-Atlantique.

Il faut bien reconnaître que ces propos ont en plus d'impact sur le « Big Board » que les déclarations de M. Donald Regan, selon lesquelles les besoins d'emprunt fédéraux pour le quatrième trimestre 1983 seraient finalement moins importants que prévu, le secrétaire au Trésor estimant qu'ils pourraient se limiter à 15 milliards de dollars par rapport aux prévisions initiales.

Finalement, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 4,96 points pour s'établir à 1 224,09 à l'issue de ventes bénéficiaires.

VALEURS	Cours de 12 sept.	Cours de 13 sept.
Alcoa	45 5/8	46 3/4
Amstar	41 1/2	41 1/2
Boeing	41 1/2	41 1/2
Chrysler	30 3/8	30 3/8
Eastman	38 3/8	38 3/8
Exxon	38 3/8	38 3/8
General Motors	38 3/8	38 3/8
IBM	38 3/8	38 3/8
Johnson & Johnson	38 3/8	38 3/8
McDonald's	38 3/8	38 3/8
Merck	38 3/8	38 3/8
Microsoft	38 3/8	38 3/8
Procter & Gamble	38 3/8	38 3/8
Rockwell	38 3/8	38 3/8
Schlumberger	38 3/8	38 3/8
Union Carbide	38 3/8	38 3/8
Wendell	38 3/8	38 3/8
Xerox	38 3/8	38 3/8

GRANDS MOULINS DE PANTIN

Ce groupe qui figure parmi les premières sociétés de meunerie françaises annonce la signature d'un contrat avec l'une des plus importantes sociétés de commerce japonaises, Tokyo Menka, portant sur la vente de farine pour l'exportation, pour la fabrication de produits de boulangerie française. Cet accord de licence, d'une durée de cinq ans, est le premier pas de cette société au Japon, qui pourra être suivi, en cas de succès, d'une implantation plus directe, à l'instar des Grands Moulins de Paris, qui lancent actuellement leur chaîne de restauration rapide, sous l'enseigne « Vie de France ».

INDICES QUOTIDIENS

Indice	12 sept.	13 sept.
Indice C.A.F.	130,2	129,3
Indice C.A.F. 100	154,3	153,4
Indice C.A.F. 200	135,2	134,2
Indice C.A.F. 300	135,2	134,2
Indice C.A.F. 400	135,2	134,2
Indice C.A.F. 500	135,2	134,2
Indice C.A.F. 600	135,2	134,2
Indice C.A.F. 700	135,2	134,2
Indice C.A.F. 800	135,2	134,2
Indice C.A.F. 900	135,2	134,2
Indice C.A.F. 1000	135,2	134,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets prévus du 14 sept. 12,5/8 12,5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) 243,50 244,47

BOURSE DE PARIS Comptant 13 SEPTEMBRE

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du nom	% de cours	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours	Cours	Dernier cours
3 %	28	2 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	113 20	112 20	PLM	138	138 50	Franç. d'Alg.	75 20	75 20	Sud. Almatine	287	287
4 %	30 3/8	3 082	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	265	264	P.O.	172 10	176	Indust. de la Soie	285 10	285 10	Tanaco	415	415
5 %	32 1/2	3 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	300	300	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
6 %	34 1/2	3 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	330	330	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
7 %	36 1/2	3 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	360	360	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
8 %	38 1/2	4 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	390	390	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
9 %	40 1/2	4 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	420	420	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
10 %	42 1/2	4 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	450	450	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
11 %	44 1/2	5 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	480	480	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
12 %	46 1/2	5 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	510	510	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
13 %	48 1/2	5 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	540	540	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
14 %	50 1/2	6 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	570	570	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
15 %	52 1/2	6 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	600	600	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
16 %	54 1/2	6 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	630	630	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
17 %	56 1/2	6 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	660	660	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
18 %	58 1/2	7 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	690	690	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
19 %	60 1/2	7 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	720	720	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
20 %	62 1/2	7 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	750	750	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
21 %	64 1/2	8 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	780	780	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
22 %	66 1/2	8 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	810	810	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
23 %	68 1/2	8 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	840	840	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
24 %	70 1/2	9 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	870	870	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
25 %	72 1/2	9 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	900	900	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
26 %	74 1/2	9 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	930	930	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
27 %	76 1/2	9 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	960	960	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
28 %	78 1/2	10 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	990	990	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
29 %	80 1/2	10 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 020	1 020	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
30 %	82 1/2	10 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 050	1 050	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
31 %	84 1/2	11 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 080	1 080	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
32 %	86 1/2	11 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 110	1 110	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
33 %	88 1/2	11 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 140	1 140	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
34 %	90 1/2	12 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 170	1 170	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
35 %	92 1/2	12 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 200	1 200	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
36 %	94 1/2	12 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 230	1 230	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
37 %	96 1/2	12 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 260	1 260	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
38 %	98 1/2	13 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 290	1 290	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
39 %	100 1/2	13 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 320	1 320	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
40 %	102 1/2	13 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 350	1 350	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
41 %	104 1/2	14 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 380	1 380	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
42 %	106 1/2	14 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 410	1 410	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
43 %	108 1/2	14 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 440	1 440	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
44 %	110 1/2	15 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 470	1 470	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
45 %	112 1/2	15 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 500	1 500	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
46 %	114 1/2	15 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 530	1 530	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
47 %	116 1/2	15 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 560	1 560	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
48 %	118 1/2	16 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 590	1 590	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
49 %	120 1/2	16 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 620	1 620	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
50 %	122 1/2	16 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 650	1 650	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
51 %	124 1/2	17 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 680	1 680	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
52 %	126 1/2	17 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 710	1 710	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
53 %	128 1/2	17 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 740	1 740	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
54 %	130 1/2	18 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 770	1 770	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
55 %	132 1/2	18 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 800	1 800	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
56 %	134 1/2	18 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 830	1 830	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
57 %	136 1/2	18 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 860	1 860	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
58 %	138 1/2	19 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 890	1 890	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
59 %	140 1/2	19 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 920	1 920	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
60 %	142 1/2	19 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 950	1 950	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
61 %	144 1/2	20 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	1 980	1 980	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
62 %	146 1/2	20 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 010	2 010	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
63 %	148 1/2	20 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 040	2 040	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
64 %	150 1/2	21 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 070	2 070	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
65 %	152 1/2	21 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 100	2 100	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
66 %	154 1/2	21 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 130	2 130	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
67 %	156 1/2	21 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 160	2 160	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
68 %	158 1/2	22 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 190	2 190	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
69 %	160 1/2	22 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 220	2 220	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
70 %	162 1/2	22 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 250	2 250	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
71 %	164 1/2	23 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 280	2 280	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
72 %	166 1/2	23 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 310	2 310	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
73 %	168 1/2	23 760	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 340	2 340	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
74 %	170 1/2	24 060	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 370	2 370	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
75 %	172 1/2	24 360	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 400	2 400	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
76 %	174 1/2	24 660	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 430	2 430	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
77 %	176 1/2	24 960	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 460	2 460	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
78 %	178 1/2	25 260	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 490	2 490	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
79 %	180 1/2	25 560	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 520	2 520	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
80 %	182 1/2	25 860	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 550	2 550	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
81 %	184 1/2	26 160	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 580	2 580	Profr. Tub. Ex.	6 30	6 30	Ind. de la Soie	285 10	285 10	Thom El	95	20
82 %	186 1/2	26 460	Décl. Rég. P.A.C. (A.)	2 610	2 61									

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. RENTRÉE POLITIQUE : « L'incompétence peut-elle être au pouvoir ? », par Jean-Pierre Raffarin ; « Du concret, du possible et du vrai », par Alain Carignon ; Lu : la France au temps de l'Occupation, par Eric Roussel.

ÉTRANGER

3. L'ÉVOLUTION DE LA CRISE LIBANAISE
4. EUROPE
- HONGRIE : la réforme électorale.
- ESPAGNE : un haut responsable de l'armée demande l'annulation des putschistes du 23 février 1981.
5. AMÉRIQUES
- NICARAGUA : les querelles anticonstitutionnelles assurent bénéficier d'un soutien populaire dans les villes.
6. ASIE
7. DIPLOMATIE
- ALGÉRIE : la visite du vice-président américain.

POLITIQUE

7-8. La préparation des élections sénatoriales dans la Loire, la Mayenne et les Pyrénées-Atlantiques.
9. Après la victoire de l'opposition à Druex.
9. DÉFENSE.

SOCIÉTÉ

10. L'assassinat en Corse de M. Massini.
12. MÉDECINE.
- RÉGIONS.
- SPORTS.
13. SCIENCES : les pompiers et les policiers d'île-de-France sont menacés par la « feu bactérien ».
14. RELIGION : la fin de la visite du pape en Autriche.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

15-16. LE FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS : musiques australiennes ; The civil wars, de Bob Wilson.
17. Œuvres de Piazzola à Venise.
18. SÉLECTION.
19. EXPOSITIONS.
22. COMMUNICATION : l'agglomération de TF 1 : Une image pour une ambition, point de vue d'Henri Bourges.
- LETTRES : mort de l'écrivain américain William Goyen.

ÉCONOMIE

23. CONJONCTURE : douze « scénarios » pour atteindre les objectifs prioritaires du IX^e Plan.
30. AFFAIRES : les coopératives de consommateurs envisagent l'émission de titres participatifs.
31-32. SOCIAL : polémique entre la C.G.C. et la C.F.D.T. à propos du pouvoir d'achat des cadres.

RADIO-TÉLÉVISION (22) INFORMATIONS
« SERVICES » (23) : La maison ; Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés.
Annouces classées (24 à 27) ; Carnet (23) ; Programmes des spectacles (20 à 21) ; Marchés financiers (35).

● **Trafic perturbé sur le R.E.R.** - En raison d'une grève « illimitée » des conducteurs de tramo C.G.T., C.F.D.T. et autonomes de la région Sud-Ouest de la S.N.C.F., le trafic de banlieue n'a pu être assuré mercredi matin 14 septembre qu'à raison d'un train sur deux sur la ligne C du R.E.R. (Étampes - Saint-Quentin-en-Yvelines). Les grévistes protestent contre le nouveau barème de sanctions appliqué depuis le mois de juillet en vertu des lois Auroux : les retenues sur primes sont désormais remplacées par des mises à pied, même pour des fautes vénielles.

VOS SANITAIRES REMIS À NEUF
en totalité, blancs ou tous coloris au choix. A domicile, en un jour, sans démontage.
● **SAMOTEC** ●
NICE 93/07.33.11
PARIS 1/603.62.90
108 r. de la Reine Blanche

A B C D F G H

Quatre élus communistes de la région parisienne sont à leur tour inculpés dans l'affaire des fausses factures

Nouveau rebondissement dans l'affaire dite des fausses factures, découverte en juin 1982 à Marseille et liée à l'enquête ouverte sur la mort, le 4 mars 1982, de René Lucet, l'ancien directeur de la caisse d'assurance-maladie des Bouches-du-Rhône. Quatre élus communistes de la région parisienne ont été inculpés de corruption, en juillet et août 1983, par M. Louis Godeau, président de

Ces inculpations - révélées par le *Conard enchaîné* - sont intervenues sur réquisition du parquet général. Elles ont fait l'objet d'une notification de pure forme aux intéressés. Aucun des quatre inculpés n'a, pour l'instant, été entendu sur le fond.

Il y a quelques mois, au moment de l'inculpation de M. Roger Sentenac, militant du parti communiste, gérant de la société immobilière SIAVIT (le *Monde* du 7 novembre 1982) et administrateur de plusieurs autres sociétés regroupées au sein du GIPCO (Groupement d'intérêt économique pour l'équipement et la fourniture des collectivités), l'affaire à multiples tiroirs des fausses factures avait atteint, à son tour, le parti communiste. Le P.C.F. a ce moment-là avait d'ailleurs dénoncé très vigoureusement une « campagne tapageuse » et parlé, par la voix de M. Georges Marchais, de M. Sentenac comme d'un « probable » militant.

L'inculpation, qui n'est pour l'instant que strictement formelle, de

EDMONDE CHARLES-ROUX ET DANIEL BOULANGER SONT ÉLUS A L'ACADÉMIE GONCOURT

Mme Edmonde Charles-Roux et M. Daniel Boulanger ont été élus mardi 13 septembre membres de l'Académie Goncourt. Les deux écrivains remplacent respectivement Armand Salacrou, qui a demandé à accéder à l'honorariat en raison de son grand âge (quatre-vingt-quatre ans) et de sa mauvaise santé, et Armand Lanoux, décédé au printemps dernier. Armand Salacrou a pu devenir académicien honoraire grâce à une modification des statuts du céleste fondé par Edmond de Goncourt. Il aura toujours sa place chez « Drouant » mais ne participera plus aux votes pour les prix.

Avec ces deux nouvelles élections, le jury, qui doit compter dix membres, se retrouve au complet.

(Mme Edmonde Charles-Roux est née le 17 avril 1920 à Neuilly-sur-Seine. Elle est diplômée, elle fit ses études au lycée Chateaubriand de Rome. Elle fit partie des armées de libération et fut, en particulier, attachée au cabinet du général de Lattre de Tassigny. Après la guerre, elle entreprit une carrière de journaliste et dirigea notamment la rédaction de l'édition française de *Vogue* de 1950 à 1966.

Son œuvre littéraire se partage entre le roman et la biographie, notamment celle de la grande créatrice de mode Coco Chanel sur laquelle elle écrit *Elle, Adrienne (1871-1971), l'irrésistible ou son itinéraire Chanel, le Temps Chanel (1979)*. Elle a obtenu le prix Goncourt en 1966 pour *Quelque Palerme dans le quel elle contait, sous le couvert de romanesque, ses souvenirs de fille de diplomate et de femme, de la société parisienne. La plupart de ses œuvres ont été publiées par Grasset.*

M^{me} Charles-Roux est l'épouse de M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation.)

[Né en 1922 à Compiègne (Oise), Daniel Boulanger, après des études au petit séminaire Saint-Charles, à Chancy, a embrassé une carrière artistique très diverse. Il est, en effet, romancier, poète et nouvelliste, scénariste et dialoguiste de plus d'une centaine de films - et interprète à l'écran. Il est l'auteur d'une trentaine de livres. Il a obtenu en 1979 le grand prix littéraire Pierre de Monce pour l'ensemble de son œuvre. *Vies et lantares* a été primé par l'Académie française en 1971, et *Foxtrot* coché en 1974 par les Goncourts. Entre autres ouvrages qui ont jalonné sa carrière figurent *l'Obscure*, le *Jeune polygone* (Éditions de Minuit, 1959 et 1960), qui l'ont rapproché un temps du nouveau roman. Parmi ses nombreux recueils de nouvelles, on doit citer *Les Noces du matin*, *l'Enfant de Babouin*, *Un arbre dans Babouin* et, parmi ses toutes dernières œuvres publiées aussi chez Gallimard, *Connaissances-Maroc* (1981) et *Table d'hôte* (1981).]

la chambre d'accusation de Paris. Il s'agit de M. Roger Clavier, maire de Fleury-Mérogis (Essonne), inculpé le 15 juillet, de M. Roger Gouhier, maire de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), et de M^{me} Simone Robert, maire adjoint de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le 17 août, et, enfin, de M. Roger Combrisson, maire de Corbeil (Essonne), le 23 août.

L'inculpation de M^{me} Simone Robert, maire adjoint de Montreuil, serait la conséquence d'une opération immobilière à l'occasion de laquelle une société civile immobilière aurait pu servir de société écran pour l'établissement de fausses factures.

Les faits reprochés à M. Combrisson, maire de Corbeil, seraient de même nature. A l'occasion de la construction de cent vingt-cinq pavillons, la municipalité aurait eu recours, dans ses rapports avec les promoteurs (Stok-France et UFG-SIGEV), aux services de la SIAVIT, dirigé à l'époque par M. Sentenac, actuellement inculpé. La SIAVIT aurait servi d'intermédiaire, pour obtenir le versement, à qu'il d'une commission importante de l'ordre de 450 000 francs pour frais d'études.

Les quatre élus communistes mis en cause ont protesté vigoureusement pour affirmer leur innocence et dénoncer, selon des termes identiques, le « manœuvre anticommuniste ». M. Combrisson a déclaré, de son côté, que « son inculpation était une inculpation de principe qui donne accès au dossier ». Il a ajouté que « l'affaire en question ne met en cause que des sociétés ou des personnes privées et n'implique en rien la mairie de Corbeil-Essonnes ni son maire ».

LES PEINES ENCOURUES

Le délit de corruption dont ont été inculpés MM. Clavier, Gouhier, Combrisson et M^{me} Robert est prévu et réprimé par l'article 177 du code pénal.

Celui-ci prévoit que « sera puni d'un emprisonnement de deux à dix ans et d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des valeurs reçues ou demandées, sous cette amende puisse être inférieure à 1 500 F, quiconque aura sollicité ou agréé des offres ou promesses, sollicité ou reçu des dons ou présents pour, étant investi d'un mandat électif (...), faire ou s'abstenir de faire un acte de ses fonctions (...) juste ou non, mais non sujet à salaire ».

● **Quatre Roumains demandent l'asile politique à la France.** - Quatre Roumains, deux hommes et deux femmes, dont les identités n'ont pas été révélées, ont demandé, le 13 septembre, à Toulon, l'asile politique à la France. Ils ont déclaré avoir traversé la Yougoslavie et l'Italie avant de pénétrer clandestinement sur le territoire français, à Menton. Déjà, dans la nuit du 22 au 23 août, un Roumain, M. Pompiliu Georges, sa femme et leurs deux enfants, qui avaient fui leur pays cachés à bord d'un camion, avaient demandé à bénéficier du droit d'asile.

Le numéro du « Monde » daté 14 septembre 1983 a été tiré à 502 949 exemplaires

Les sommaires de septembre

● Le Monde de l'éducation : Que transmettons-nous à nos enfants ?

L'héritage familial n'est pas seulement affaire de patrimoine et de patronyme. Principes, convictions, modes de vie, traditions se transmettent d'une génération à l'autre - même si chacun dispose d'une marge de liberté pour écrire sa propre histoire, et donc celle de ses enfants.

Le *Monde de l'éducation* s'interroge aussi sur l'image que la France contemporaine donne d'elle-même : à partir de l'analyse de douze livres d'histoire pour les jeunes, Pierre Kerieroux commente la disparition du sentiment national, et plaide pour

l'émergence d'un « nationalisme non chauvin ». Jean-Pierre Chevènement, Michel Dubé et l'historien Pierre Chaunu ouvrent le débat sur ce thème.

Enfin, dans ce même numéro, figurent tous les sujets de français et de philosophie proposés dans chaque académie aux candidats du baccalauréat 1983, ainsi que des analyses des nouveaux manuels d'histoire, de biologie, de mathématiques et de sciences physiques des classes terminales.

* Le numéro, 10,50 F.

● Le Monde diplomatique : Guerre et intoxication au Tchad.

Sous ce titre Eric Rouleau analyse le jeu de la Libye, des États-Unis et de la France dans la crise tchadienne. Un article de Thierry Michalon montre comment un État centralisé, de type jacobin, est condamné à l'impuissance dans un pays comme le Tchad qui regroupe artificiellement des entités aussi diverses. La réflexion sur la nature de l'État en Afrique est poursuivie par un compte rendu de Jean Copans. La toile de fond étant ainsi éclairée, on comprend mieux, avec Jean-François Bastin, pourquoi le

Zaire du président Mobutu est « l'allié obligé de l'Amérique » et envoie ses troupes au Tchad. Mais quel est le véritable objectif de Washington ? C'est la question à laquelle tente de répondre Michael T. Klare en examinant de près « le bras armé de la diplomatie américaine ».

D'autres articles sont consacrés au dialogue Nord-Sud, à la renégociation des dettes du tiers-monde, à l'Afghanistan, à la politique sociale en U.R.S.S., au Liban.

* Le numéro, 10,50 F.

● Le Monde des philatélistes : Le voyage du « Courrier de l'Europe »

Il y a deux siècles, le 25 septembre 1783, le premier paquebot français, dénommé symboliquement le *Courrier de l'Europe*, quittait Lorient pour les États-Unis. Il était l'ancre à New-York, le 19 novembre, après une traversée de cinquante-quatre jours, ouvrant ainsi la ligne postale française de l'Amérique septentrionale. L'expérience devait continuer pendant dix années, Henri Tristant, de l'Académie de

philatélie, raconte cette page de l'histoire postale maritime. Dans un article sur l'histoire des oblitérations et des timbres des Terres australes et antarctiques françaises, Lucien Joffe évoque un autre voyage, celui réalisé par l'avisio Antares, en 1931, aux îles Crozet, Kerguelen et Saint-Paul pour « affirmer la présence française ».

* Le numéro 10,50 francs.

● Le Monde de la musique : Une nouvelle symphonie de Schubert

En 1865, trente-sept ans après la mort de Franz Schubert, le cercle des mélomanes découvrait avec stupeur ce qui allait désormais s'appeler la *Symphonie inachevée*. Miracle sans lendemain ? Pas du tout. Les musicologues viennent de résoudre une nouvelle énigme en reconstituant une symphonie de plus : une *X^e Symphonie*, de Schubert !

« Moi, Russe, émigré et pianiste » : Youri Egorov, fils spirituel de Richter, se confie longuement. Le violoniste Itzhak Perlman analyse les différentes techniques de violon et prend la défense des handicapés. Les jeunes chorégraphes français partant à la conquête des États-Unis. Jean Cocteau fait l'éloge de Georges Auric. Et la dernière protégée de Balanchine se souvient... Avec toutes les offres spéciales du disque pour le rentrée.

ATAL
Littor

« La dynamique Atal : la cohérence des produits avec le futur immédiat »
en page 24

CHAMPAGNE DE VENOGÉ
DEPUIS 1931
30, Av. de Champagne 91200 EPERNAY
Téléphone : (03) 55.01.01

Piano Center
PIANOS : 71, rue de l'Aigle, 92250 LA BARENNE (La Défense), 781.93.11
PIANOS, ORGUES, SYNTHÉS :
222-224, rue de Paris, 93100 MONTREUIL (Mo Robespierre), 857.63.38
Rue Hélène-Boucher, Z.I. 78350 BUC (Versailles), 956.06.22

IBM
est à la « Règle à Calcul »
La Règle à Calcul
65-67, Bd St-Germain
75005 PARIS - Tél. : 325.68.88
Téléc. : 220.064 / 1303

ROLEX
GENÈVE
Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.
La collection complète Rolex Oyster, chez :
Aldebert
16, place Vendôme
1, bd de la Madeleine
70, fg Saint-Honoré
Palais des Congrès, Porte Maillot

TENNIS ACTION
734-36-36
STAGES LONGUE DURÉE
Au sein de l'Union Française de Tennis
9 CENTRES A PARIS
Paris d'Orléans, Ivry, Châteaufort
Paris de Nanterre, Paris de Boulogne
Paris de Vincennes, Paris de Montreuil
Paris de Saint-Denis, Paris de La Courneuve